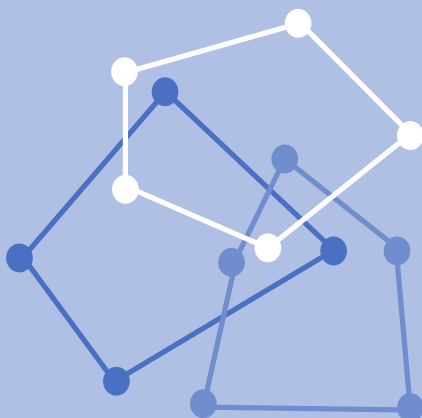
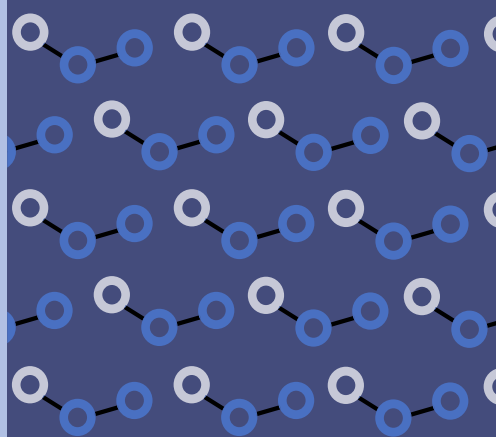




SYNTHÈSES CONJONCTURELLES

DÉCEMBRE 2021 N°383

Bilan conjoncturel 2021



Éditorial

2021 : des récoltes très contrastées et des prix à la production en forte hausse (+ 7,5 %) sous l'effet d'une demande dynamique

En 2021, les volumes des productions nationales sont très contrastés, entre baisses historiques (vigne, fruits), maintien ou léger recul (productions animales), et très net rebond (céréales, oléagineux, betteraves). Sous l'effet du dynamisme de la demande de produits agricoles lié à la reprise économique et du recul de certaines productions, les prix à la production augmentent (+ 7,5 % sur les dix premiers mois, après + 0,6 % en 2020) et accélèrent au 2^d semestre 2021. Les prix des céréales, oléagineux, fruits et ovins atteignent des niveaux inédits sur les dix dernières années. Les prix des légumes se stabilisent à un niveau élevé ; ceux des vins se redressent, après la mauvaise année 2020. Suite au ralentissement de la demande chinoise depuis l'été et à la saturation du marché européen, les prix des porcins baissent. Les cours du lait se raffermissent du fait de la bonne tenue de la consommation mondiale de produits laitiers et de disponibilités limitées. En 2021, la consommation de viande hors foyer prend le relais de celle à domicile, qui avait enregistré des hausses inédites pendant les confinements, et les importations repartent à la hausse. Pour autant, la consommation globale (hors et à domicile) s'accroît légèrement pour les porcins et les volailles et baisse pour les ovins et les bovins. L'augmentation des prix s'accompagne d'une hausse de 8,2 % du prix des intrants (énergie, aliments et surtout engrais) sur les dix premiers mois de 2021.

Tout en étant la moins chaude depuis 2014, l'année 2021 dépasse de 0,4 °C les normales de saison, l'hiver et le début de l'automne ayant été doux, compensant un printemps et un été moins chauds. Les précipitations sont abondantes, notamment durant l'hiver et l'été. Ces conditions météorologiques sont favorables à la production d'herbe et de maïs mais le gel d'avril est destructeur pour la vigne et les fruits tandis que les fortes pluies de juin et juillet dégradent le potentiel de rendement des blés et des orges.

En 2021, les récoltes céréalières sont en net rebond en France par rapport à la faible moisson de 2020. La production atteindrait 67,6 Mt, après 57,5 Mt en 2020 et 62,8 Mt en moyenne entre 2016 et 2020. Suite aux aléas climatiques en fin de cycle, la qualité des grains est cependant hétérogène et nécessite parfois un travail de séchage et d'allotement de la part des organismes stockeurs. En dépit de récoltes mondiales (hors blé dur) abondantes, surtout en maïs, les prix, déjà sous tension depuis la fin 2020, atteignent des niveaux inédits depuis 2012. Sur les dix premiers mois de 2021, ils dépassent de 26,5 % les niveaux de 2020, sous l'effet d'une demande chinoise toujours très ferme et des récoltes limitées chez trois des principaux exportateurs mondiaux de blé et d'orges (Russie, Canada et États-Unis).

Malgré le recul des surfaces, les récoltes d'oléagineux rebondissent en France (6,8 Mt) sous l'effet de la hausse

des rendements, en particulier des cultures récoltées à l'automne. La production de tournesol est ainsi la plus importante historiquement alors que celle de colza stagne avec des surfaces en baisse. Les disponibilités mondiales en graines sont en hausse, mais la récolte de colza est la plus faible depuis 2012, et la demande est forte en huiles végétales et en tourteaux dans un contexte de reconstitution du cheptel porcin chinois et de marché des bio-carburants dynamisé par le renchérissement de l'énergie. Sur les dix premiers mois de 2021, les prix des oléagineux sont ainsi supérieurs de 42,8 % à ceux de 2020. La récolte de betteraves s'accroît sous l'effet de la hausse des rendements. La baisse de la production et la reprise de la demande dans l'industrie de transformation tirent les prix de la pomme de terre vers le haut.

Sous l'effet du gel survenu en avril 2021 en France et dans les autres principaux pays producteurs de l'Union européenne, les récoltes de fruits, notamment d'été, enregistrent des baisses historiques. La production de pommes serait la moins touchée (- 9,9 % sur un an) mais fait suite à une faible récolte en 2020. Les prix à la production des fruits dépassent de 17,8 % ceux, déjà élevés, de 2020, atteignant des niveaux inédits depuis au moins dix ans.

Les récoltes de légumes d'été sont en hausse sur un an (hormis courgettes) tandis que celles de légumes d'hiver diminuent (sauf carottes). Sur les dix premiers

mois de 2021, les prix sont en retrait (- 1,1 % sur un an) par rapport à des prix 2020 élevés, tout en dépassant ceux de 2019 (+ 7,2 %).

Au 1^{er} novembre 2021, la récolte viticole française, fortement touchée par le gel début avril et par une forte intensité des maladies (mildiou, oïdium), s'établirait à près de 36 Mhl, en forte baisse par rapport à celle de 2020 (- 23 %) et à la moyenne 2016-2020 (- 18 %). Elle se confirme historiquement basse, inférieure à celles de 1991 et 2017, affectées elles aussi par un gel sévère au printemps. Dans un contexte international plus favorable depuis le printemps 2021, les exportations de vins français, hors spiritueux, repartent à la hausse sur la campagne 2020-21. Depuis mai 2021, les prix des vins se redressent sur un an, conséquence des meilleures perspectives économiques et des faibles récoltes dans l'UE en 2021. Sur les dix premiers mois de 2021, les prix des vins d'appellation augmentent sur un an (+ 4,2 %), se rapprochant des niveaux de 2019 (- 0,3 %). Les prix des autres vins sont stables, tout en s'établissant au-dessus de ceux de 2019 (+ 1,9 %).

Sur les neuf premiers mois de 2021, les productions animales sont en léger retrait en têtes par rapport à celles de 2020 ; les tonnages se maintiennent toutefois en poids pour les bovins tandis qu'ils augmentent pour les ovins. Parmi les produits des animaux, les volumes de lait baissent tandis que la production d'œufs de consommation s'accroît. Cette dernière est portée par le dynamisme des élevages alternatifs à la cage (plein air, biologique et sol). La consommation globale (hors et à domicile) de viande porcine et de volaille est quasiment stable alors que celle de viande bovine et ovine baisse. La consommation à domicile retrouve un profil plus habituel tandis que la reprise de l'activité dans la restauration hors foyer relance la plupart des importations. Après la crise sanitaire qui a pesé sur la plupart des prix, hormis ceux des ovins, les prix à la production de l'ensemble des animaux font plus que rebondir en 2021 : sur les dix premiers mois de 2021, ils dépassent de 3,4 % les niveaux de 2020 et de 2,5 % ceux de 2019, sous l'effet d'une offre limitée et d'une demande française et européenne au rendez-vous. Les prix des porcins sont cependant en recul, suite au ralentissement de la demande chinoise depuis l'été et à l'encombrement du marché européen. Ceux des ovins s'établissent au plus haut depuis au moins dix ans. Les prix des produits animaux (lait, œufs) rebondissent au 2^d semestre 2021 sur des marchés dynamisés par la forte demande chinoise de produits laitiers et les besoins de la restauration hors domicile en œufs. Toutefois, les éleveurs font face à la hausse du coût des intrants.

Sous tension depuis l'automne 2020, les prix d'achat des intrants utilisés par les agriculteurs (Ipampa) augmentent de 8,2 % sur les dix premiers mois de 2021, poussés par la hausse du prix des aliments pour animaux (+ 10,6 %), de l'énergie (+ 16,7 %), et des engrais (+ 21,7 %). Cette dernière reflète le net renchérissement du gaz et du transport, en forte hausse depuis la fin de l'été.

En 2021, les cours de l'ensemble des produits agricoles, mesurés par l'indice des prix des produits agricoles à la production, s'accroissent de 7,5 % sur les dix premiers mois, après + 0,6 % en 2020. Déjà supérieurs à ceux de 2020 depuis le début de l'année, les prix accélèrent depuis mai 2021 sous l'effet du raffermissement des prix des fruits, du vin, de la plupart des animaux et du lait, à la suite de l'amélioration des perspectives économiques, et depuis la fin de l'été, de l'envolée des cours des céréales et des oléagineux.

Sur les neuf premiers mois de 2021, la production des industries agroalimentaires (hors tabac) repart à la hausse (+ 4,0 %), dépassant même son niveau de 2019, sous l'effet principalement du redressement des fabrications de boissons. La consommation alimentaire des ménages recule par rapport au niveau élevé de 2020 (- 2,4 % sur les six premiers mois de 2021), retrouvant des niveaux moyens. Les prix à la production augmentent de façon plus marquée (+ 1,5 % sur les neuf premiers mois) qu'en 2020 (+ 0,4 %). Sous l'effet de la reprise économique, le chiffre d'affaires des IAA retrouve la tendance à la hausse amorcée en 2016.

En 2021, l'excédent des échanges de produits agroalimentaires se consolide, après un solde 2020 fortement réduit par la crise sanitaire et les taxes américaines sur les achats de vins français. La hausse de l'excédent résulte en premier lieu de l'amélioration des échanges avec les pays tiers, et même exclusivement de ceux-ci, si l'on compare à la moyenne 2016-2020. L'excédent des produits transformés s'accroît sous l'effet de la croissance plus marquée des exportations que des importations. Les ventes de vins et spiritueux sont particulièrement dynamiques. En revanche, l'excédent des produits bruts diminue en raison d'une hausse des importations (oléagineux, fruits, produits de la pêche) et d'un recul des exportations (céréales).

Au moment de la rédaction de cet éditorial, les évolutions de prix et de coût des intrants ont été calculées sur dix mois, et non neuf comme dans les fiches. Ces évolutions pourraient être amplifiées sur les derniers mois de l'année.

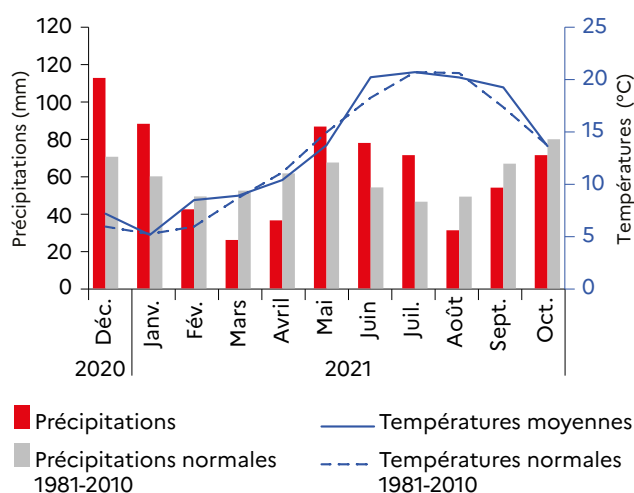
Météorologie

En 2021, les températures sont supérieures de 0,4 °C aux normales. L'hiver et le début de l'automne sont doux, compensant un printemps et un été moins chauds. Les précipitations sont légèrement supérieures aux normales sur l'ensemble de l'année, du fait de précipitations importantes durant l'hiver et l'été. Ces conditions météorologiques sont favorables à la production d'herbe mais le gel d'avril est destructeur pour la vigne et les fruits. En cumul, la pousse dans les prairies est excédentaire de 16 % par rapport à la production de référence. Ce constat s'observe dans deux tiers des régions.

Principaux indicateurs

Graphique 1

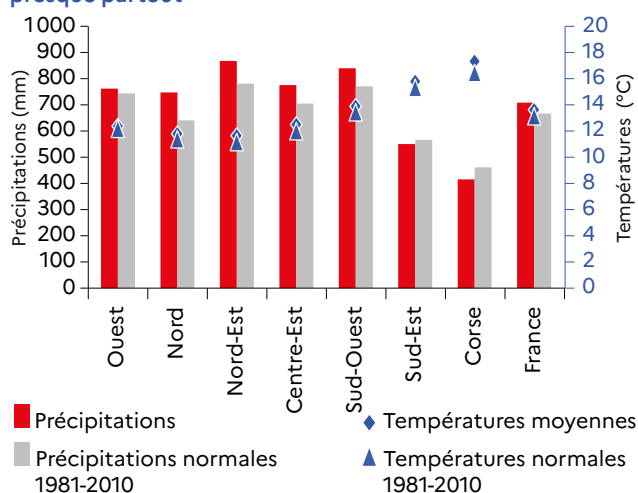
2021 : Pluies abondantes durant l'hiver et l'été



Source : Météo-France

Graphique 2

En 2021, pluviométrie et températures excédentaires presque partout



Source : Météo-France

Des conditions météorologiques proches des normales en 2021

Avec un excédent de 0,4 °C sur les dix premiers mois de l'année, 2021 est légèrement plus chaude que les normales 1981-2010 (graphique 1 - annexe Météorologie). Il faut toutefois remonter à 2013 pour trouver un excédent aussi peu élevé. Les précipitations sont légèrement supérieures aux normales au niveau national : elles sont excédentaires dans un quart nord-est, déficitaires en Corse (graphique 2). Par rapport aux années antérieures, l'été est moins chaud et plus humide, des conditions favorables notamment à la pousse de l'herbe.

Un hiver doux et pluvieux

L'hiver 2020-2021 connaît une alternance de grande douceur

entrecoupée de brefs, mais parfois intenses refroidissements. Les températures dépassent de 1 °C les normales au niveau national, l'excédent étant encore plus important de la Nouvelle-Aquitaine aux frontières du Nord et de l'Est. Les précipitations sont abondantes, en particulier au sud de la Garonne et en Corse où elles atteignent le double des normales. Les côtes méditerranéennes font exception avec un déficit pluviométrique qui s'accroît en allant vers le Roussillon.

Un printemps frais et souvent sec

Malgré quelques jours de chaleur fin mars, le printemps est frais sur l'ensemble du territoire, en particulier sur le quart nord-est du pays. Le temps demeure sec durant les mois de mars et avril, les nuits dégagées favorisant les

fréquentes gelées. Les gelées parfois fortes de début avril interviennent alors que la floraison est en cours. Elles s'avèrent destructrices pour certains vergers et vignobles. Le mois de mai est nettement plus humide avec une fraîcheur accentuée. Sur l'ensemble du printemps, les pluies sont déficitaires sur la majeure partie du pays, en particulier près des Pyrénées et le long de la façade atlantique. Seules les régions à l'est du Rhône et celles bordant l'Allemagne bénéficient d'un printemps plus arrosé que la normale.

La production d'herbe est excédentaire en tout début de campagne. En mai, elle marque le pas, tout en restant dans la norme au niveau national. L'alternance de périodes sèches et humides favorise une pousse régulière sur

la plus grande partie du territoire tout au long du printemps. Seules l'Occitanie et les Pays de la Loire sont confrontées à un déficit de pousse, dès le mois respectivement de mai et de juin.

Un été humide et moins chaud

Après un mois de juin nettement plus chaud que la moyenne sur la période 1981-2010, les températures sont durant deux mois majoritairement fraîches. Seuls la Corse et le pourtour méditerranéen affichent des températures supérieures à la normale durant les trois mois d'été alors que dans les autres régions le mois d'août est partout plus frais. Les précipitations estivales dépassent de 21 % les normales en raison de pluies abondantes en juin et juillet. La Corse et les régions allant des Pyrénées à

la Côte d'Azur enregistrent un déficit pluviométrique alors que les précipitations sont proches de la normale, voire excédentaires, dans le reste du pays durant l'été.

Dès le mois de juillet, la pousse de l'herbe devient excédentaire au niveau national. Le sud de l'Occitanie reste toutefois en déficit. En août, la pousse dépasse de 22 % la pousse de référence et en cumul atteint déjà la production annuelle de référence. Le sud de l'Occitanie reste en dessous de la normale.

Douceur et temps sec en début d'automne

Le début de l'automne est marqué par le retour de températures élevées en septembre, avant un retour aux normales en octobre, le temps ensoleillé permettant aux

températures diurnes de compenser la fraîcheur matinale. Le temps est globalement sec malgré les épisodes méditerranéens et quelques perturbations océaniques affectant essentiellement le Nord-Ouest.

En septembre, la pousse d'herbe reste excédentaire, même si elle l'est moins qu'en août. Elle dépasse de 2 % la pousse annuelle de référence. Le Sud-Ouest reste déficitaire. En octobre, les conditions météorologiques favorisent la pousse sur la très grande majorité du territoire. La situation s'améliore notamment dans le Sud-Ouest. La campagne se termine avec une production d'herbe excédentaire dans deux tiers des régions fourragères. Au niveau national, la pousse cumulée des prairies permanentes dépasse de 16 % la production annuelle de référence.

Annexe - Météorologie

Températures et précipitations en 2021

	Température moyenne (°C)	Température moy. annuelle 1981-2010 (°C)	Précipitations (mm)	Précipitations moy. annuelle 1981-2010 (mm)
Janvier	5,2	5,3	89,6	60,9
Février	8,6	6,0	43,0	50,1
Mars	9,0	8,8	26,4	53,2
Avril	10,5	11,3	37,0	62,6
Mai	13,9	15,2	88,0	68,4
Juin	20,5	18,5	79,2	54,9
Juillet	21,0	21,0	72,5	47,2
Août	20,5	20,9	31,6	49,9
Septembre	19,5	17,6	54,8	67,8
Octobre	13,8	13,9	72,6	81,2

Source : Météo-France

Températures par bassin en 2021 (écarts aux normales 1981-2010, en °C)

	Ouest	Nord	Nord-Est	Centre-Est	Sud-Ouest	Sud-Est	Corse
Janvier	-0,4	0,2	0,5	0,2	-0,8	-0,3	0,1
Février	1,5	2,1	2,8	3,6	3,6	2,5	1,9
Mars	0,0	0,2	0,1	0,2	0,4	0,0	0,5
Avril	-1,0	-1,6	-1,3	-0,8	0,2	-0,7	0,0
Mai	-1,2	-1,5	-2,1	-1,5	-1,4	-0,6	-0,5
Juin	0,9	2,0	2,8	2,2	1,5	2,2	2,4
Juillet	0,1	-0,1	-0,4	-0,8	-0,6	0,5	1,2
Août	-1,0	-0,6	-0,9	-0,8	-0,8	0,3	0,8
Septembre	1,8	2,1	1,7	2,2	2,0	1,6	2,3
Octobre	0,3	-0,1	-0,1	-0,5	-0,4	-0,2	0,4

Source : Météo-France

Précipitations par bassin en 2021 (écarts aux normales 1981-2010, en mm)

	Ouest	Nord	Nord-Est	Centre-Est	Sud-Ouest	Sud-Est	Corse
Janvier	12	37	54	15	40	-6	49
Février	-17	-6	-7	-13	0	-4	-3
Mars	-38	-20	-12	-23	-43	-32	-20
Avril	-45	-25	-27	-28	-54	19	-19
Mai	12	20	33	23	26	11	12
Juin	41	50	39	14	55	-15	-15
Juillet	8	36	73	54	9	2	-6
Août	-16	-24	-6	-27	-33	-8	-14
Septembre	-32	7	-35	-1	5	13	-47
Octobre	30	5	-20	20	-41	4	-58

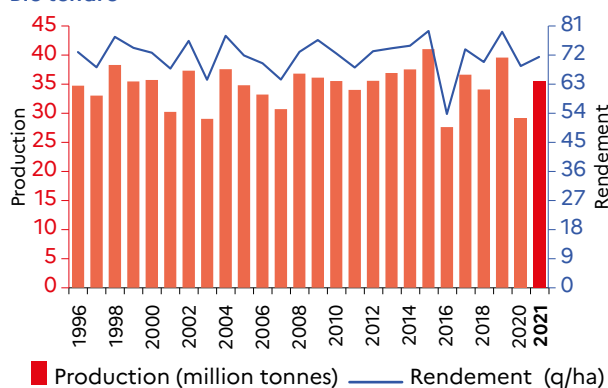
Source : Météo-France

Céréales

En 2021, les récoltes céréalières sont en nette hausse par rapport à la faible moisson 2020. La production de céréales dépasserait 67,1 Mt, contre 57,5 Mt en 2020 et 62,8 Mt en moyenne entre 2016 et 2020. Les volumes auraient pu être supérieurs si les pluies, en fin de cycle des blés et des orges, n'avaient pas dégradé le potentiel de rendement, ainsi que la qualité. Ces volumes conséquents sont valorisés par des prix en forte hausse depuis 2020 et s'approchant à l'automne 2021 des niveaux historiques de 2008 et 2012, en lien avec une forte demande internationale et des disponibilités en baisse, pour les blés et les orges, chez les principaux exportateurs.

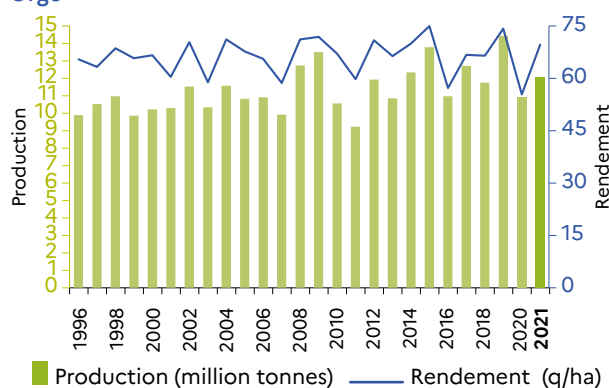
Principaux indicateurs

Graphique 1
Blé tendre



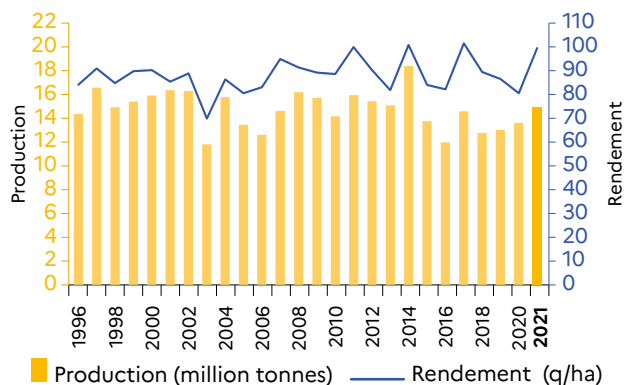
Source : Agreste

Graphique 2
Orge



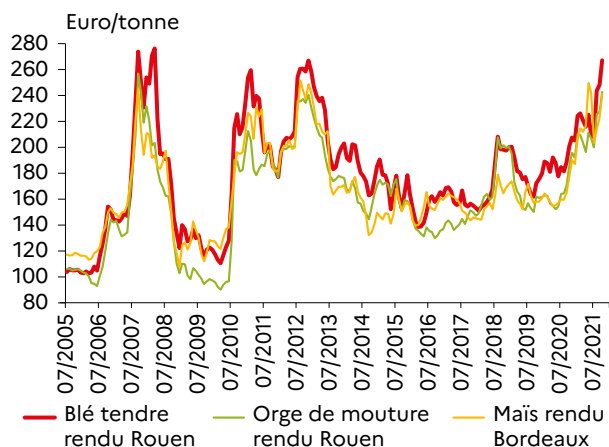
Source : Agreste

Graphique 3
Maïs



Source : Agreste

Graphique 4
Cours



Source : La Dépêche

En 2021, très net rebond de la production française de céréales, à 67,1 Mt

En 2021, les surfaces céréalières (9,27 millions d'hectares (Mha)) augmenteraient de 0,37 Mha sur un an, retrouvant ainsi le niveau de la moyenne quinquennale (*annexe Céréales*). Après la très mauvaise

récolte 2020, les rendements seraient également en forte hausse, à l'exception des régions du nord de la France, pénalisées par la météo : le rendement moyen toutes céréales serait de 72,4 q/ha, contre 64,6 q/ha en 2020 et 68 q/ha pour la moyenne quinquennale (*encadré*). La récolte céréalière, estimée à 67,1 millions de tonnes

(Mt), augmenterait ainsi de 9,6 Mt par rapport à 2020.

Blé tendre : une récolte élevée sous l'effet du rebond des surfaces

Le volume de la récolte de blé tendre est estimé à 35,5 Mt, en hausse par rapport à 2020 (29,2 Mt) comme par rapport à la moyenne

quinquennale (33,5 Mt) ; 80 % de cette hausse s'explique par celle des surfaces, qui regagneraient 0,71 Mha en un an et 20 % par celle du rendement, estimé à 71,3 q/ha contre 68,5 q/ha en 2020 (*graphique 1*). Si dans toutes les régions les surfaces progressent fortement, en revanche l'évolution des rendements est très contrastée, entre forte hausse dans les régions au sud de la Seine (+ 21 % par exemple dans la région Centre-Val de Loire) et baisse sensible dans les régions allant du Nord-Pas-de-Calais (- 9,4 %) à la Franche-Comté (- 10,7 %).

La météo en fin de cycle de culture a non seulement influé sur les rendements mais également sur la qualité, en particulier sur les poids spécifiques (70 % des blés ayant un PS inférieur à la norme de 76 kg/hl) et dans une moindre mesure sur le temps de chute de Hagberg. Le taux de protéine moyen, 11,9 %, est proche de la moyenne quinquennale.

Blé dur : une récolte en hausse, proche de 1,6 Mt

En 2021, la récolte de blé dur, estimée à 1,6 Mt, augmenterait de 20 % par rapport à la très faible récolte 2020, mais demeurerait inférieure de 6 % à la moyenne sur cinq ans. L'essentiel de la hausse de la production proviendrait des surfaces, qui regagneraient 40 000 ha sur un an, à 291 000 ha. À l'exception de la région Centre-Val de Loire, les surfaces régionales en blé dur resteraient cependant en deçà de la moyenne 2016-2020, en particulier dans les régions PACA et Midi-Pyrénées. Le rendement moyen 2021 est estimé à 54,6 q/ha, en hausse de 3,9 % sur un an et supérieur de 2,1 % à la moyenne sur cinq ans. La hausse des rendements serait particulièrement forte en région PACA (+ 46 %), dont la récolte fait plus que doubler par rapport à 2020 ; celle-ci augmenterait également fortement en Rhône-Alpes (+ 47 %) et en Pays de la Loire (+ 58 %). La production de la région Centre, première région de production, augmenterait de 10 %.

Bilan campagne culturale : conditions climatiques

Globalement l'automne 2020, doux et humide à partir de la fin octobre, a été favorable aux semis et au développement des céréales d'hiver ; malgré quelques épisodes de gel hivernaux, l'état des céréales en sortie d'hiver était bon sur l'ensemble du territoire. Les premiers semis des céréales de printemps (orges) se sont déroulés dans de bonnes conditions. Le déficit de pluies en février-mars dans certaines régions (Centre, Ouest, Est) a pénalisé les cultures. Les gelées d'avril n'ont eu que de faibles

et rares impacts et le retour des pluies en avril-mai a permis une reprise générale de la végétation. Les fortes chaleurs autour du 15 juin et la verse dans certains secteurs ont freiné le remplissage des grains, entamant le fort potentiel de rendement mis en place au printemps dans la moitié nord du pays. Les pluies importantes du début de l'été ont fortement perturbé la récolte, dégradé le rendement attendu et la qualité des grains. En revanche, la météo estivale a été favorable aux cultures d'été telles que le maïs et le sorgho.

Comme pour le blé tendre, les pluies estivales ayant touché les principales régions, à l'exception du bassin Sud-Est, ont dégradé certains aspects de la qualité de la récolte de blé dur : au niveau national, le poids spécifique moyen (76,1 kg/ha) est plus faible qu'en 2020, en particulier dans la région Centre. 68 % des blés ont un indice de chute de Hagberg inférieur à 150 secondes contre seulement 11 % en moyenne quinquennale. En revanche, le taux de protéines et la vitrosité des grains sont satisfaisants.

Orges : une hausse de la production, liée à celle des rendements

En 2021, la récolte d'orges est estimée à 11,4 Mt, soit + 10,1 % par rapport à 2020, mais - 1,0 % par rapport à la moyenne sur cinq ans (*graphique 2*). Le rendement moyen national, 66,2 q/ha, progresserait de 26 % sur un an et serait supérieur de 9 % à la moyenne quinquennale. Les rendements sont élevés aussi bien pour les orges d'hiver (68,6 q/ha) que pour les orges de printemps (60,9 q/ha). Dans le même temps, la surface en orges reculerait de 12 % sur un an et de 7,7 % par rapport à la moyenne quinquennale. La surface en orges de printemps diminuerait fortement (- 33 %) par rapport au niveau exceptionnel de 2020, tout en restant supérieure de 6 % à la moyenne quinquennale. Mais

ce recul des orges de printemps ne bénéficierait que faiblement aux orges d'hiver, dont la surface n'augmenterait que de 2 % sur un an, restant inférieure de 13 % au niveau moyen 2016-2020.

Maïs : une hausse de la production, portée par des rendements proches des records

En 2021, la récolte de maïs (y compris maïs humide) est estimée à 14,8 Mt (dont 1,2 Mt pour le maïs humide), contre 13,6 Mt en 2020, soit un volume supérieur de 9 % à 2020 et 13 % à la moyenne 2016-2020 (*graphique 3*). Ce résultat est obtenu malgré la baisse de 0,2 Mha des surfaces de maïs, à 1,5 Mha, et grâce à des rendements très élevés (99,2 q/ha), proches des records (101,2 q/ha en 2017, 100,5 q/ha en 2014). Le seuil des 100 q/ha est très nettement franchi dans plusieurs régions du Sud et en Alsace.

Autres céréales : rendement record pour le sorgho

Malgré un recul de 25 % des surfaces, la récolte de sorgho resterait supérieure à 0,5 Mt pour la deuxième année consécutive, grâce à un rendement record de 61 q/ha, supérieur de 10 q/ha à la moyenne 2016-2020. Avec une production estimée à 1,7 Mt, le triticale devance ainsi le blé dur dans le classement des céréales les plus produites.

Production mondiale 2021-2022

En 2021-2022, la production mondiale de céréales serait en hausse (+ 80 Mt sur un an), pour approcher 2,3 milliards de tonnes (Mdt), nouveau record, selon le Conseil international des céréales. Comme en 2020, cette augmentation est principalement le fait du maïs, qui dépasserait 1,2 Mdt (+ 8 %), grâce aux très bonnes récoltes attendues aux États-Unis, au Brésil et en Ukraine. En revanche, la hausse de la récolte de blés serait beaucoup plus limitée (+ 7 Mt) et inférieure à celle de la consommation (+ 10 Mt). En deux ans, la production mondiale de blés aurait augmenté de 19 Mt quand la consommation mondiale aurait crû du double (40 Mt). La production mondiale de blé tendre des huit premiers exportateurs est en baisse, en particulier en Russie (75 Mt vs 85 Mt en 2020) et aux États-Unis (45 Mt vs 50 Mt en 2020), sous l'effet de la météo (dôme de chaleur en Amérique du Nord, pluies en Russie). La récolte de blé dur du Canada, premier producteur et exportateur mondial, serait pratiquement divisée par deux, à 3,5 Mt (source Statcan).

Blé tendre : poursuite de l'envolée des prix en 2021, à des plus hauts historiques

La hausse des prix du blé tendre, entamée à l'été 2020 sous l'effet notamment d'une baisse des stocks chez les principaux exportateurs et des restrictions sur les exportations de la Russie, s'est poursuivie quasiment sans interruption en 2021. En octobre 2021, le rendu Rouen dépasse 267 €/t, soit une hausse de 30 % depuis le début de l'année ; après un repli en juin et juillet 2021, les cours du blé tendre flambent depuis août 2021, gagnant plus de 60 €/t en l'espace de trois mois et approchant ainsi les plus hauts historiques de mars 2008

(276,80 €/t) (graphique 4). Calculé sur les neuf premiers mois de 2021, le prix moyen du blé tendre (228,90 €/t) n'a jamais été aussi élevé (le précédent record en 2012 étant de 227 €/t). Cette hausse est à l'unisson de l'envolée des cours du blé tendre sur un marché mondial très tendu, entre maintien d'une forte demande depuis 2020 et baisse de l'offre chez plusieurs des principaux pays exportateurs (Russie, Canada, États-Unis). Les stocks mondiaux de ces pays sont annoncés en baisse (- 10 Mt) pour la deuxième année consécutive ; le ratio stocks/consommation, déterminant des cours, pourrait être au plus bas.

Blé dur : des prix au plus haut niveau

En octobre 2021, le prix moyen du blé dur (départ Eure-et-Loir) atteint 465 €/t, niveau record (le précédent datant de janvier 2008, à 451 €/t), tandis que le rendu Port-La-Nouvelle dépasse 480 €/t, se rapprochant du niveau de janvier 2008 (485 €/t). À la différence du blé tendre, l'envolée des prix du blé dur est récente, démarrant en août 2021, avec une hausse de plus de 50 % en un mois. Celle-ci reflète les tensions sur le marché mondial, dont le principal acteur (le Canada) subit une baisse de 32 % de sa récolte sous l'effet de la sécheresse estivale. Dans le même temps, la stabilisation de la production de l'UE à un niveau historiquement bas (7,5 Mt) concourt à la réduction de l'offre, dans le contexte d'une qualité mitigée. De son côté, la demande mondiale, en particulier des pays d'Afrique du Nord, devrait cependant diminuer, la récolte du Maroc (2,5 Mt) augmentant nettement.

Orges : une hausse aussi marquée que pour le blé tendre

En octobre 2021, le prix moyen rendu Rouen des orges fourragères, dépasse 240 €/t, en

hausse de 31 % sur un an et de 21 % depuis juillet 2021. Comme pour le blé tendre et dans le sillage de celui-ci, cette hausse s'enracine dans les tensions qui marquent le marché mondial des orges depuis plus d'un an : forte demande des principaux pays importateurs (Chine, aussi bien en orge fourragère qu'en orge brassicole, et Arabie saoudite), baisse de la production au Canada, en Russie et en Turquie, fermeture du marché chinois aux orges australiennes. Depuis septembre 2021, la hausse des cours des orges brassicoles se nourrit également de la reprise de la consommation de bière et d'une insuffisance d'orges de qualité au niveau européen.

Maïs : une ascension des prix depuis juin 2020, suspendue par un repli en juillet 2021

Les cours du maïs (rendu Bordeaux) ont continûment augmenté entre juin 2020 et mai 2021, où ils ont atteint près de 250 €/t, soit une hausse de 31 %, avant de connaître une détente en juin et surtout en juillet 2021 (203,50 €/t), sous l'effet de la très forte hausse attendue de la production mondiale. Pour autant, les cours mondiaux et français du maïs sont nettement repartis à la hausse depuis août 2021, dans le sillage des autres matières premières : le cours du maïs rendu Bordeaux atteint 241 €/t en octobre 2021, soit + 36 % sur un an et + 19 % par rapport à juillet 2021. Comme pour le blé et l'orge, le prix du maïs se rapproche de son record historique (251,80 € en août 2012). La hausse prévue de la production mondiale ne suffit pas pour le moment à contenir la forte demande mondiale de maïs pour l'alimentation animale (+ 35 Mt), en premier lieu en Chine, ainsi que pour la production de bioéthanol, favorisée par la hausse des carburants fossiles.

Annexe - Céréales

Estimation des productions 2020 et 2021

	Récolte 2020 (1)			Récolte 2021 (2)			Variation production	
	Superficie (1 000 ha)	Rendement (q/ha)	Production (1 000 t)	Superficie (1 000 ha)	Rendement (q/ha)	Production (1 000 t)	21/20 (%)	21/MOY(c*) (%)
CÉRÉALES (a)	8 904	64,6	57 518	9 266	72,4	67 079	+ 16,6	+ 6,8
Blé tendre	4 261	68,5	29 177	4 974	71,3	35 456	+ 21,5	+ 6,2
hiver	4 221	68,5	28 926	4 956	71,3	35 333	+ 22,2	+ 6,3
printemps	40	62,7	251	18	68,0	123	- 51,2	+ 2,2
Blé dur	251	52,5	1 321	291	54,6	1 589	+ 20,3	- 6,5
hiver	218	52,7	1 151	284	54,6	1 549	+ 34,6	- 5,2
printemps	33	51,6	170	8	53,6	41	- 76,2	- 38,7
Orge, escourgeon	1 972	52,7	10 394	1 729	66,2	11 448	+ 10,1	- 1,0
hiver	1 177	55,3	6 507	1 197	68,6	8 208	+ 26,1	- 0,8
printemps	795	48,9	3 888	532	60,9	3 239	- 16,7	- 1,5
Avoine	98	39,7	390	107	45,4	486	+ 24,5	+ 15,2
hiver	42	39,3	165	61	46,2	282	+ 71,4	+ 15,7
printemps	56	40,1	225	46	44,2	204	- 9,7	+ 14,6
Seigle	32	41,9	133	43	44,1	189	+ 42,0	+ 61,0
Triticale	261	46,7	1 218	336	51,4	1 725	+ 41,6	+ 19,3
Autres (pures et mélanges)	208	33,5	696	190	39,3	747	+ 7,3	+ 29,0
Riz	14	55,0	77	12	50,9	62	- 19,7	- 23,6
Céréales à paille	7 098	61,2	43 408	7 682	423,1	51 702	+ 19,1	+ 4,9
Maïs (a) (b)	1 691	80,3	13 576	1 497	99,2	14 847	+ 9,4	+ 12,9
grain (b)	1 609	82,7	13 294	1 415	102,8	14 543	+ 9,4	+ 12,6
semences	82	34,2	282	82	37,2	304	+ 7,9	+ 25,6
Maïs fourrage (d)	1 419	116,5	16 526	1 308	138,8	18 158	+ 9,9	+ 6,9
Sorgho grain	115	46,3	533	87	61,0	531	- 0,5	+ 43,4

Source : Agreste

(1) SAA - Agreste

(2) Situation mensuelle au 1^{er} novembre 2021 - Agreste

Note : les cases grisées indiquent les hausses de production

(a) y c. semence

(b) y c. maïs grain humide

(c) moyenne 2016-2020

(d) production matière sèche

Productions régionales (1000 t)

Régions	Blé tendre				Blé dur				Orges				Maïs (a)			
	Moy 2016-2020 (1)	2020 (1)	2021 (2)	Évolution 2021/2020 (%)	Moy 2016-2020 (1)	2020 (1)	2021 (2)	Évolution 2021/2020 (%)	Moy 2016-2020 (1)	2020 (1)	2021 (2)	Évolution 2021/2020 (%)	Moy 2016-2020 (1)	2020 (1)	2021 (2)	Évolution 2021/2020 (%)
31 - Nord-Pas-de-Calais	2 461	2 472	2 392	- 3,2	2	2	2	- 8,7	369	348	325	- 6,7	150	215	226	+ 5,0
22 - Picardie	4 213	4 302	4 483	+ 4,2	1	2	4	+ 88,1	862	838	814	- 2,9	295	354	412	+ 16,2
21 - Champagne-Ardenne	2 952	3 131	3 378	+ 7,9	2	3	4	+ 65,9	1 837	1 716	1 885	9,9	300	260	335	+ 28,6
23 - Haute-Normandie	2 149	1 971	2 186	+ 10,9	2	3	5	+ 104,2	449	418	479	14,7	65	84	75	- 10,7
25 - Basse-Normandie	1 451	1 254	1 458	+ 16,3	1	2	4	+ 109,5	382	378	408	8,0	160	218	192	- 11,8
41 - Lorraine	1 542	1 611	1 762	+ 9,3	...	...	...	...	886	804	926	0,0	111	66	117	...
42 - Alsace	352	387	391	+ 1,1	0	2	5	+ 135,7	36	42	40	- 3,8	1 320	1 236	1 288	+ 4,3
11 - Île-de-France	1 593	1 470	1 817	+ 23,7	18	25	31	+ 23,0	619	584	634	8,7	331	351	470	+ 33,8
26 - Bourgogne	1 872	1 620	2 029	+ 25,2	5	5	7	+ 36,0	1 099	842	1 087	29,1	348	297	467	+ 57,3
24 - Centre	4 114	3 294	4 595	+ 39,5	468	496	546	+ 10,0	1 891	1 634	1 951	19,4	1 109	1 247	1 229	- 1,4
53 - Bretagne	2 098	1 610	2 111	+ 31,1	1	2	2	+ 0,8	697	659	609	- 7,6	1 230	1 711	1 521	- 11,1
43 - Franche-Comté	408	413	413	- 0,0	1	1	1	- 24,8	189	176	178	1,1	186	158	222	+ 40,4
52 - Pays de la Loire	2 463	1 689	2 689	+ 59,2	174	102	161	+ 58,1	469	400	486	21,5	1 056	1 290	1 485	+ 15,2
54 - Poitou-Charentes	2 306	1 459	2 388	+ 63,7	258	196	211	+ 7,8	677	630	584	- 7,3	1 252	1 364	1 275	- 6,6
83 - Auvergne	617	558	618	+ 10,9	2	1	1	+ 75,2	142	125	140	11,8	299	280	364	+ 29,9
74 - Limousin	135	105	138	+ 31,4	1	1	1	+ 47,7	61	52	59	15,0	39	34	42	+ 25,0
82 - Rhône-Alpes	660	534	732	+ 37,1	54	41	60	+ 46,8	235	187	223	19,6	881	745	941	+ 26,2
72 - Aquitaine	560	304	518	+ 70,7	13	7	8	+ 22,0	106	84	97	15,5	2 691	2 398	2 739	+ 14,2
73 - Midi-Pyrénées	1 337	901	1 243	+ 38,0	379	236	270	+ 14,4	458	374	415	11,0	1 279	1 217	1 397	+ 14,9
93 - Provence-Alpes-Côte d'Azur	31	31	46	+ 46,9	117	55	123	+ 123,7	45	52	52	- 1,0	26	24	21	- 12,5
91 - Languedoc-Roussillon	58	63	69	+ 8,9	197	139	140	+ 0,7	54	53	55	2,9	18	20	24	+ 18,4
France	33 372	29 177	35 456	+ 21,5	1 699	1 321	1 589	+ 20,3	11 562	10 394	11 448	10,1	13 154	13 576	14 847	+ 9,4

Source : Agreste

(1) SAA - Agreste

(2) Situation mensuelle au 1^{er} novembre 2021 - Agreste

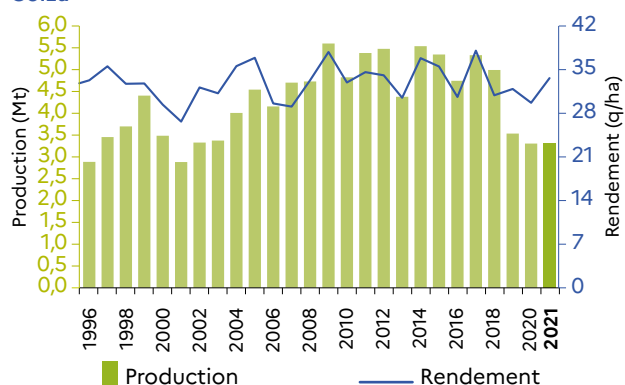
(a) y c. maïs grain humide et semences

Oléoprotéagineux – Pommes de terre - Betteraves

En 2021, malgré un repli des surfaces, la production française d'oléagineux rebondit à 5,8 Mt, grâce à de bons rendements, en particulier pour les cultures récoltées à l'automne (tournesol, soja). La récolte de tournesol (2 Mt) est la plus élevée depuis 1997 alors que celle de colza stagne à 3,3 Mt, malgré la hausse des rendements. La hausse des prix des oléagineux se poursuit en 2021, sous l'effet d'un manque de disponibilités pour le colza et d'une demande mondiale d'oléagineux toujours soutenue pour la production d'huiles et en alimentation animale, principalement en Asie. La récolte de betteraves s'accroît sous l'effet de la hausse des rendements. La baisse de la production de pommes de terre et la reprise de la demande dans l'industrie de transformation tirent les prix vers le haut.

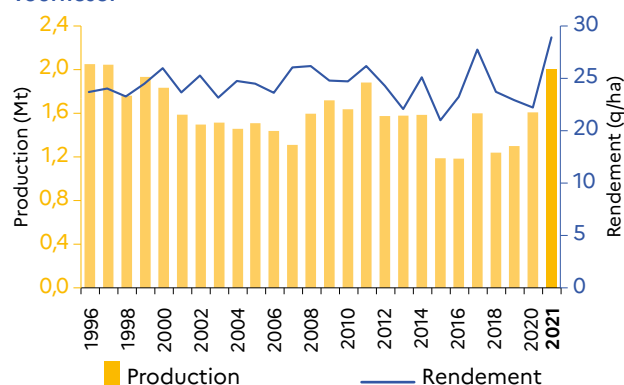
Principaux indicateurs

Graphique 1
Colza



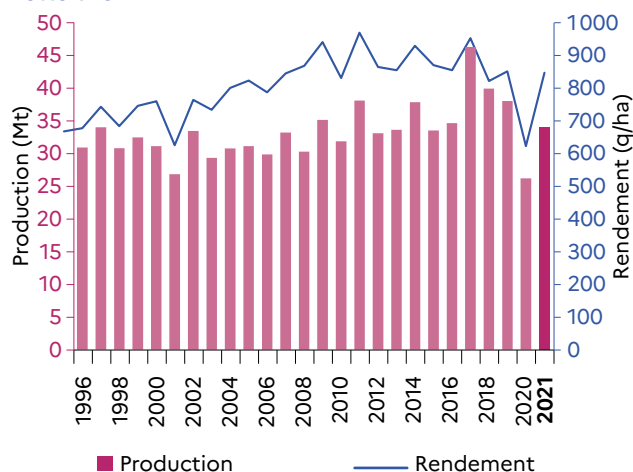
Source : Agreste

Graphique 2
Tournesol



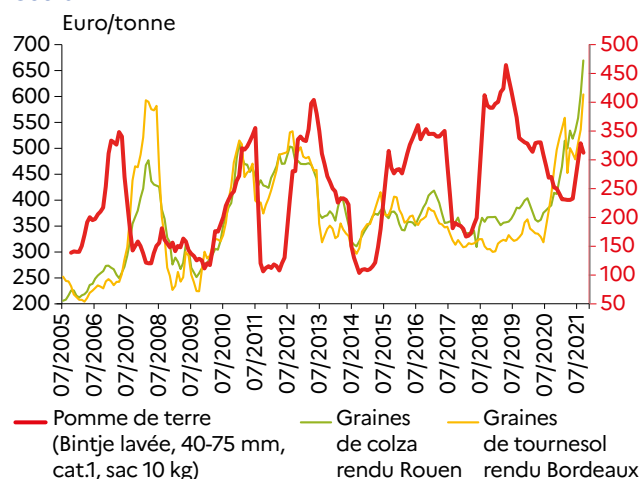
Source : Agreste

Graphique 3
Betterave



Source : Agreste

Graphique 4
Cours



Source : La Dépêche

En 2021, la forte récolte de tournesol permet un rebond de la production d'oléagineux, après deux mauvaises années

En 2021, la récolte française d'oléagineux dépasserait 5,8 millions de tonnes (Mt), en

nette hausse par rapport à 2020 (+ 8,5 %) et 2019 (+ 10,1 %), années de faibles récoltes ; elle reste cependant inférieure à la moyenne quinquennale (6,2 Mt) (*annexe Oléoprotéagineux*). Ce rebond est d'autant plus notable que les surfaces d'oléagineux sont à leur

plus bas niveau depuis 2004, avec 1,88 million d'hectares (Mha).

Après les forts reculs en 2019 et 2020, la surface de **colza** descend en effet sous le seuil du million d'hectares, pour la première fois depuis 1997. Le recul des surfaces

de colza touche la plupart des grands bassins de production, à l'exception de la région Centre (+ 14 %) ; en Champagne-Ardenne et Lorraine, le recul est respectivement de 47 % et 60 %. La surface de **tournesol** perd près de 80 000 ha par rapport à celle de 2020, dont le niveau élevé résultait d'un report en faveur des semis de printemps. Pour les mêmes raisons, la surface de **soja** reculerait, de 16,5 %, tout en restant comme pour le tournesol, supérieure à la moyenne sur cinq ans.

Bien que chaotique, la météo de la campagne culturale est finalement favorable à l'obtention de rendements élevés, en particulier pour les cultures récoltées à l'automne (tournesol, soja) (*encadré*).

Le rendement du **colza** est estimé à 33,5 quintaux (q) par hectare (*graphique 1*), soit un gain de 4,0 q par rapport à 2020 et 1,4 q au-dessus de la moyenne sur cinq ans. La hausse des rendements est plus forte que la moyenne dans la région Centre et le grand Ouest ; en revanche, dans le Grand-Est, les Hauts-de-France et la Franche-Comté, les rendements sont inférieurs à 2020 et à la moyenne sur cinq ans. Dans ces régions, faisant partie des bassins traditionnels de production, celle-ci poursuit son déclin : la récolte n'atteindrait pas 0,1 Mt en Lorraine (*annexe*), quand elle s'élevait à près de 0,5 Mt en 2015. La hausse du rendement national compensant juste la baisse des surfaces, la récolte 2021 serait au même niveau qu'en 2020, soit 3,3 Mt.

Le rendement du **tournesol** (*graphique 2*) est estimé à 28,7 q/ha, record historique, en hausse de 39 % par rapport à 2020 et 26 % par rapport à la moyenne sur cinq ans. Il est nettement supérieur à 30 q/ha dans plusieurs régions de la moitié nord : Champagne-Ardenne, Bourgogne, Lorraine, Pays de la Loire. La production de tournesol dépasserait ainsi les 2 Mt pour la première fois depuis 1997 ; elle ferait plus que doubler en Lorraine et Champagne-Ardenne et augmenterait de 25 % dans le bassin historique de Midi-Pyrénées.

Les pluies de l'été favorables aux cultures de tournesol et de soja

La campagne culturale 2020-2021 des oléo-protéagineux a alterné des séquences de sécheresse (au début de l'automne 2020 puis au printemps 2021), de pluies (printemps et été 2021) et de gel en avril 2021, peu favorables aux cultures d'autant plus qu'elles se combinaient avec des attaques de ravageurs. À compter de

mai, la météo a été nettement plus favorable pour le colza lors du remplissage des grains ; le retour des pluies pendant l'été a été bénéfique au tournesol et au soja, mais beaucoup plus pénalisant pour les rendements et la qualité des pois d'hiver et de printemps, en favorisant le développement de maladies et la verse des cultures.

Le rendement du **soja** est estimé à 29 q/ha, en hausse de 7,2 q sur un an et de 3,4 q par rapport à la moyenne sur cinq ans. Comme pour le tournesol, les augmentations les plus fortes sont observées dans les régions de la moitié nord. La récolte nationale de soja est estimée à 0,45 Mt, en hausse de 11,4 % par rapport à 2020 et de 13,8 % par rapport à la moyenne sur cinq ans.

En 2021, une hausse de la récolte de protéagineux, principalement liée à celle des rendements

La récolte 2021 de graines protéagineuses est estimée à 0,95 Mt, en hausse de 20,4 % sur un an et de 14,1 % par rapport à la moyenne sur cinq ans. Tous les protéagineux (féverole, pois purs et en mélanges, lupin doux) sont concernés par l'augmentation ; la croissance de la production s'appuie pour 30 % sur la poursuite de la hausse des surfaces (+ 6 % sur un an) et pour 70 % sur la hausse des rendements (+ 14 % sur un an).

La récolte de pois protéagineux pur est estimée à 0,58 Mt et celle de pois dans des mélanges à dominante de pois, à 0,17 Mt. La récolte de féveroles est attendue à 0,18 Mt (+ 23 %).

Hausse de la production et de la consommation mondiale de graines oléagineuses

Pour la deuxième campagne consécutive, la production mondiale de graines oléagineuses augmente en 2021/22 ; elle serait de 629 Mt, selon l'USDA, contre

602 Mt en 2020/21 et 581 Mt en 2019/20.

La trituration, destinée à la production d'huiles et de tourteaux, est estimée en 2021/22 à 526 Mt, soit une nouvelle hausse de 18 Mt sur un an. Cette progression de la trituration est tirée à la fois par une demande croissante (+ 8 Mt sur un an) d'huiles végétales (palme, tournesol, soja), principalement en Chine, Indonésie et Malaisie, et par une demande également plus importante de tourteaux en alimentation animale (+ 9 Mt sur un an), en particulier en Asie (Chine, Inde, Thaïlande).

En parallèle de la croissance de la consommation mondiale, les échanges mondiaux augmenteraient pour les graines, à 194 Mt (+ 3 Mt), les tourteaux, à 93 Mt (+ 1,5 Mt) et surtout pour les huiles, à 87 Mt (+ 4,5 Mt). En fin de campagne 2021/22, les stocks mondiaux de graines pourraient légèrement se renforcer, mais sans que le ratio stocks/consommation (22 %) n'augmente.

Décroissance des cours mondiaux du soja au 2^d semestre 2021, sous l'effet de la hausse de la production dans les principaux pays exportateurs

Entre avril 2020 et juillet 2021, les cours mondiaux de la graine de soja ont connu une forte augmentation, en même temps que la hausse du prix du pétrole, de la demande mondiale en oléo-protéagineux et plus particulièrement sous l'effet de la reconstitution du cheptel porcin chinois et du

besoin d'importations induit. La perspective d'une forte hausse de la production mondiale en 2021/22 a contribué à la détente des cours mondiaux, qui, tout en restant élevés, sont orientés à la baisse depuis août 2021 : les cours de la graine de soja à Chicago ont ainsi baissé de 11 % entre juillet et octobre 2021. La production mondiale estimée à 385 Mt augmenterait en effet de 20 Mt, et cette hausse serait concentrée chez les trois premiers producteurs et exportateurs mondiaux (Brésil, États-Unis, Argentine). À l'opposé, la production de la Chine, premier importateur mondial (avec plus de 60 % du total), diminuerait de 3 %.

Envolée des cours du colza depuis juillet 2020, dans le sillage général des oléagineux et sous l'effet de la chute de la récolte canadienne

La production mondiale de colza est estimée à 67,4 Mt, en recul de 5 Mt sur 2020 ; il s'agirait du plus faible volume depuis 2012. Cette baisse résulte de la chute de la récolte canadienne de canola (- 30 % en un an), consécutive au dôme de chaleur ayant touché le pays pendant l'été, les fortes chaleurs ayant pénalisé la floraison et la croissance du canola. Cette baisse de récolte du Canada a d'autant plus d'impact qu'il s'agit du premier exportateur mondial, qui assure entre 50 et 66 % des exportations mondiales.

La récolte dans l'UE augmenterait de 5 %, à 17 Mt, mais serait inférieure à la moyenne sur cinq ans (17,5 Mt). Elle reste cependant insuffisante pour couvrir les besoins intérieurs, en baisse, à 22,7 Mt, en lien avec des possibilités d'importation réduites. Les stocks en fin de campagne 21/22 resteraient à un niveau extrêmement bas (0,5 Mt).

Dans ce contexte de disponibilités réduites, les prix du colza (*graphique 4*) suivent une tendance haussière marquée depuis juillet 2020, dans le sillage général de la hausse des prix de l'énergie, qui se diffuse aux différents maillons du complexe oléagineux (huiles,

graines, tourteaux). Le prix moyen du colza rendu Rouen dépasse ainsi depuis plusieurs mois les précédents records datant de janvier 2011 (511 €/t) et atteint en octobre 670 €/t ; en un an, les cours du colza ont augmenté de plus de 70 %, et de 25 % depuis le début de la campagne 2021 (en juillet 2021).

Tournesol : baisse des récoltes mondiales et hausse des prix

En 2021-2022, la production mondiale de tournesol augmenterait de 10 %, à 56 Mt, contre 49 Mt en 2020-2021, selon le département américain de l'agriculture (USDA). Les deux premiers producteurs mondiaux, l'Ukraine et la Russie, engrangent des quantités en nette hausse, respectivement 17 Mt (14,1 Mt en 2020) pour le premier et 15 Mt (13,3 Mt) pour le second. La récolte de l'UE s'accroîtrait aussi, de 1 à 1,5 Mt, principalement en France et en Roumanie. La consommation mondiale de graines de tournesol augmenterait également du même volume que la production, en lien avec les moindres disponibilités de colza. Les stocks mondiaux de tournesol pourraient continuer à baisser, à 1,9 Mt (2,1 Mt en 2020).

À l'instar des autres graines oléagineuses, les prix de la graine de tournesol (*graphique 4*) ont fortement augmenté depuis juillet 2020, passant de 318 €/t en juillet 2020 à 559 €/t en mars 2021, suivi d'un repli à des niveaux élevés (450 - 500 €/t), d'avril à juin 2021 et d'une nouvelle et forte hausse depuis. En octobre, le prix de la graine de tournesol dépasse 600 €/t et le niveau historique de mars 2008. Outre le contexte général de hausse des matières premières, la forte demande en huiles végétales entretient cette tendance haussière, qui pourrait cependant faiblir avec l'arrivée des récoltes ukrainiennes et russes sur le marché.

Pois protéagineux : poursuite de la tendance haussière des cours

Les prix du pois protéagineux, principalement utilisé en

alimentation animale, ont suivi l'évolution des cours des céréales, avec une augmentation de 21 % lors de la campagne 2020-2021. En dépit d'une meilleure récolte en 2021, les prix du pois (départ Marne) continuent de progresser, atteignant 319 €/t en octobre 2021 (+ 42 % sur un an).

Sucre : des cours soutenus en 2021 par la reprise de la consommation et des tensions sur l'offre

En France, les semis 2021 de betteraves se sont déroulés dans d'excellentes conditions météorologiques mais les vagues successives de gel du mois d'avril ont fait des dégâts importants sur les parcelles déjà levées forçant certains producteurs à ressemer rapidement. Par ailleurs, le traitement non conforme dans certaines zones de production (principalement dans la région Grand Est), avec un herbicide interdit dans l'Union européenne, a entraîné la destruction des soles concernées. Les surfaces 2021 récoltées diminueraient ainsi de 4 % par rapport à 2020 et de 10 % par rapport à la moyenne quinquennale 2016-2020. Par la suite, les températures et les précipitations ont été globalement favorables aux betteraves même si le déficit d'ensoleillement de l'été a pu limiter la teneur en sucre.

Estimé à 84,7 t/ha, le rendement serait supérieur de 36 % à celui de la récolte 2020 (fortement touchée par la jaunisse) et de 3 % à la moyenne 2016-2020. Cette hausse permettrait à la récolte betteravière d'atteindre 34,1 Mt en 2021 (+ 30 % par rapport à la production 2020 mais - 8 % par rapport à la moyenne 2016-2020) (*annexe*).

Parallèlement, la production française de sucre augmenterait en 2021 par rapport à 2020 : elle devrait se situer aux alentours de 4,4 Mt pour le sucre de betterave, contre 3,4 Mt en 2020, auxquels il faut ajouter 0,2 Mt de sucre de canne produit dans les DOM, selon les dernières estimations.

Après l'envolée des prix mondiaux du sucre, constatée durant l'été et confirmée en septembre, la campagne 2021-2022 débute par une stabilisation des prix à un haut niveau en octobre (*graphique 5*). Ces niveaux de prix élevés reposent sur plusieurs facteurs : en premier lieu, la perspective d'un nouveau déficit du bilan mondial pour la campagne à venir, dans le sillage d'une production brésilienne réduite par la sécheresse et davantage orientée vers la production d'éthanol, en deuxième lieu, le constat d'un faible niveau des stocks de sucre, troisièmement, une consommation mondiale qui augmenterait dans un contexte de reprise économique et, enfin, les tensions logistiques. Le déficit annoncé pourrait être compris entre 3,4 (selon l'analyste FO Licht) et 3,8 Mt (pour l'International Sugar Organization).

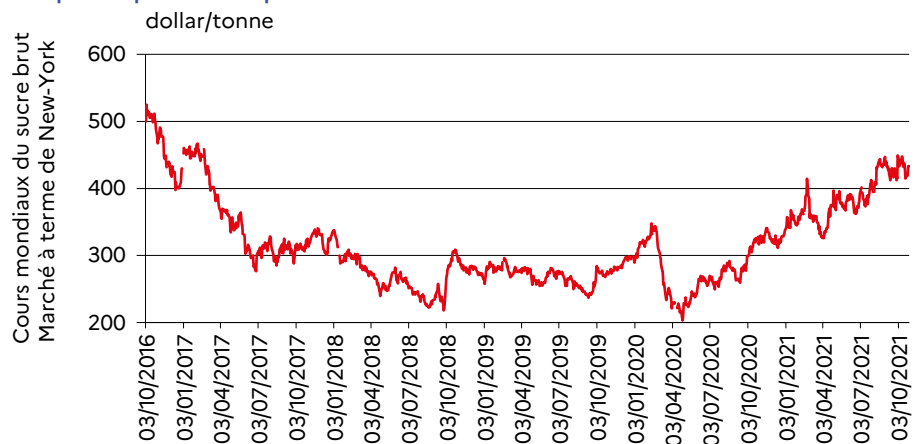
Dans un contexte de stocks européens historiquement bas, le marché européen suit la reprise mondiale. Les prix de la betterave payés aux agriculteurs devraient ainsi enregistrer une hausse même si elle resterait limitée (d'autant plus que la production est contractualisée en amont de la période d'arrachage des betteraves et du début de la campagne).

Pomme de terre : la reprise de la demande et le recul de la production devraient tirer les prix à la hausse

D'après les estimations du SSP, la production de pommes de terre de conservation et de demi-saison, qui représente plus des trois quarts de la production totale de pommes de terre, s'élèverait à 6,5 Mt en 2021 (*annexe*). Elle diminuerait de 3 % par rapport à la production record de 2020, tout en augmentant de 6 % par rapport à la moyenne 2016-2020.

Les surfaces de pommes de terre de conservation et de demi-saison ne baissent pas en 2021, malgré une demande perturbée par la crise sanitaire, des prix orientés à la baisse du fait d'une récolte 2020 abondante

Graphique 5
Des prix au plus haut depuis 2017



Source : FranceAgriMer

et les recommandations des groupements de producteurs pour réduire les emblavements face à l'incertitude concernant le retour de la demande industrielle. Elles progressent même de 2 % par rapport à 2020 et de 11 % par rapport à la moyenne quinquennale. La baisse de la production 2021 s'explique donc exclusivement par le recul des rendements (- 5 % par rapport à 2020 et par rapport à la moyenne 2016-2020). Ces derniers ont souffert des conditions climatiques de l'été (manque d'ensoleillement, fortes pluies). Les ajustements techniques mis en place pendant la phase de culture (augmentation des pulvérisations dans les champs, notamment contre le mildiou) ont entraîné une hausse des coûts de production. Des problèmes de qualité et de stockage pourraient également apparaître.

La récolte de pommes de terre de féculerie augmenterait de 23 % sur un an, sous l'effet de la hausse des rendements mais aussi de celle des surfaces qui retrouvent un niveau proche de celui de 2017.

La récolte française s'inscrit dans un contexte de réduction de la production européenne selon l'estimation provisoire du groupement des producteurs de pommes de terre du Nord-Ouest européen (NEPG) rassemblant les principaux producteurs d'Europe de l'Ouest (France, Pays-Bas, Allemagne et Belgique), moins la Grande-Bretagne depuis le

1^{er} janvier 2021. Les récoltes s'établiraient à 22,4 Mt, en baisse de 3 % par rapport à 2020, en lien avec le recul des surfaces, mais proches de la moyenne 2016-2020. L'été très humide dans ces pays génère, là aussi, beaucoup d'incertitude quant à la qualité des récoltes (pourriture, cœurs creux, crevasses, faibles taux de matière sèche dans certains cas).

Orientés en hausse depuis septembre, les niveaux de prix anticipent la baisse de l'offre attendue pour la nouvelle campagne (*graphique 4*). Pour autant, si la filière reste dans l'expectative après des mois de crise sanitaire, plusieurs indicateurs sont au vert. En premier lieu, la demande de l'industrie (60 % de la production commercialisée part vers l'industrie), qui soutient les prix depuis quelques années maintenant, est bien présente et devrait bénéficier prochainement de l'ouverture de deux nouvelles usines de transformation dans l'Hexagone. Les ventes et l'exportation de produits transformés sont bonnes et les hypermarchés retrouvent tout doucement leur niveau de fréquentation d'avant crise. Depuis le printemps dernier, les transformateurs travaillent ainsi à pleine capacité. En outre, l'été chaud et sec autour du bassin méditerranéen a réduit les rendements des cultures locales et devrait favoriser les exportations françaises de pommes de terre fraîches vers les pays du Sud.

Annexe - Oléoprotéagineux – Pommes de terre - Betteraves

Estimation des productions 2020 et 2021

	Récolte 2020 (1)			Récolte 2021 (2)			Variation production	
	Superficie (1 000 ha)	Rendement (q/ha)	Production (1 000 t)	Superficie (1 000 ha)	Rendement (q/ha)	Production (1 000 t)	21/20 (%)	21/MOY(c*) (%)
OLÉAGINEUX (a)	2 121	25,4	5 385	1 883	31,0	5 843	+ 8,5	- 6,0
Colza	1 114	29,6	3 297	983	33,5	3 297	+ 0,0	- 24,6
hiver	1 111	29,6	3 291	981	33,6	3 293	+ 0,1	- 24,5
printemps	3	24,8	6	1	29,6	4	- 31,4	- 28,3
Tournesol	778	20,6	1 607	699	28,7	2 003	+ 24,6	+ 44,6
Soja	187	21,8	407	156	29,0	453	+ 11,4	+ 13,8
Autres oléagineux	42	33,3	74	46	37,7	90	+ 21,4	+ 39,3
PROTÉAGINEUX (a)	312	25,3	790	331	28,8	951	+ 20,4	+ 14,1
Féveroles (et fèves)	77	19,4	148	78	23,3	182	+ 22,8	+ 5,4
Pois protéagineux	229	27,4	629	246	30,7	754	+ 20,0	+ 16,1
- dont pois protéagineux purs	217	27,3	594	197	29,6	583	- 1,8	- 9,3
Lupin doux	6	22,0	13	7	22,5	15	+ 15,2	+ 31,8
BETTERAVES (b)	421	622,4	26 195	402	847,3	34 066	+ 30,0	- 8,0
POMMES DE TERRE (c)	214	400,6	8 586	...	...	...	...	...
Plants	23	294,1	690	...	...	...	...	...
Féculerie	23	378,1	881	24	454,1	1 082	+ 22,9	+ 11,4
Conservation et demi-saison	159	425,4	6 762	162	404,8	6 546	- 3,2	+ 5,9

Source : Agreste

(1) SAA - Agreste

(2) Situation mensuelle au 1^{er} novembre 2021 - Agreste

Note : les cases grisées indiquent les hausses de production.

(a) y c. semences

(b) non compris semences, données à 16 % de richesse en sucre

(c) moyenne 2016-2020

Productions régionales 2021 (1000 t)

Régions	Colza				Tournesol				Soja				Pois protéagineux (y compris mélanges)			
	Moy 2016- 2020 (1)	2020 (1)	2021 (2)	Évolution 2021/2020 (%)	Moy 2016- 2020 (1)	2020 (1)	2021 (2)	Évolution 2021/2020 (%)	Moy 2016- 2020 (1)	2020 (1)	2021 (2)	Évolution 2021/2020 (%)	Moy 2016- 2020 (1)	2020 (1)	2021 (2)	Évolution 2021/2020 (%)
31 - Nord-Pas-de-Calais	106	95	84	- 12	0	0	0	+ 24	0	0	0	+ 277	7	7	7	- 1
22 - Picardie	445	367	303	- 18	3	9	18	+ 105	0	1	1	+ 42	77	79	86	+ 8
21 - Champagne-Ardenne	533	374	188	- 50	31	56	126	+ 125	6	6	6	+ 1	83	96	125	+ 31
23 - Haute-Normandie	272	213	264	+ 24	0	1	2	+ 99	0	0	0	+ 28	23	17	16	- 4
25 - Basse-Normandie	172	141	168	+ 20	2	3	6	+ 72	0	0	1	+ 88	34	28	26	- 6
41 - Lorraine	307	265	94	- 64	37	49	109	...	2	2	2	...	33	24	34	...
42 - Alsace	22	25	26	+ 4	2	3	4	+ 40	19	20	18	- 7	0	0	1	+ 38
11 - Île-de-France	234	205	191	- 7	8	18	31	+ 73	4	8	6	- 28	35	44	45	+ 4
26 - Bourgogne	375	179	199	+ 11	58	109	178	+ 63	47	38	54	+ 43	57	54	70	+ 31
24 - Centre	820	602	783	+ 30	170	257	292	+ 13	9	14	10	- 30	86	80	89	+ 12
53 - Bretagne	171	145	173	+ 19	1	1	2	+ 29	0	1	1	- 17	19	19	16	- 14
43 - Franche-Comté	97	83	73	- 13	4	7	11	+ 66	28	23	30	+ 29	2	3	2	- 14
52 - Pays de la Loire	244	194	237	+ 22	87	124	128	+ 3	2	2	2	- 7	41	36	46	+ 27
54 - Poitou-Charentes	287	213	321	+ 50	324	376	381	+ 1	8	8	7	- 13	88	96	96	- 0
83 - Auvergne	42	11	23	+ 99	29	38	47	+ 25	2	2	2	- 3	6	7	6	- 18
74 - Limousin	11	6	9	+ 45	6	8	9	+ 8	0	0	0	- 6	1	1	2	+ 136
82 - Rhône-Alpes	76	65	63	- 3	41	41	50	+ 24	43	34	37	+ 8	6	5	5	- 1
72 - Aquitaine	43	30	24	- 17	147	125	138	+ 10	84	104	107	+ 3	3	2	12	+ 674
73 - Midi-Pyrénées	105	77	63	- 18	379	335	416	+ 24	138	138	163	+ 19	40	28	61	+ 119
93 - Provence-Alpes-Côte d'Azur	3	2	3	+ 45	15	14	9	- 32	2	1	1	- 4	2	1	1	+ 3
91 - Languedoc-Roussillon	7	6	10	+ 69	42	34	47	+ 38	3	3	4	+ 17	7	3	7	+ 163
France	4 370	3 297	3 297	+ 0	1 385	1 607	2 003	+ 25	398	407	453	+ 11	650	629	754	+ 20

Source : Agreste

(1) SAA - Agreste

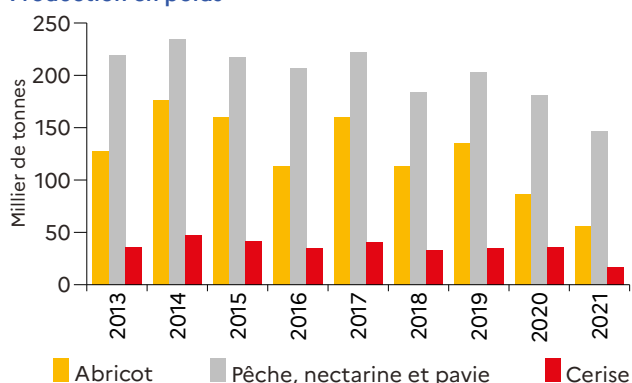
(2) Situation mensuelle au 1^{er} novembre 2021 - Agreste

Fruits

En 2021, les récoltes françaises et européennes de fruits d'été sont historiquement basses, à l'exception de celles de fraises. Le gel de printemps a frappé tous les pays producteurs, conduisant à une hausse des cours par rapport à 2020. Pour les fruits d'hiver, une demi-récolte est attendue en poires alors que celle de la pomme se replierait de 10 % comparée à la moyenne sur cinq ans. Au niveau national, le chiffre d'affaires est estimé en baisse pour la fraise et, surtout, pour l'abricot et la cerise - de façon plus ou moins marquée selon les régions et les producteurs -, et se maintient pour la pêche-nectarine. En tout début de campagne des fruits d'hiver, il baisserait également pour la pomme et la poire.

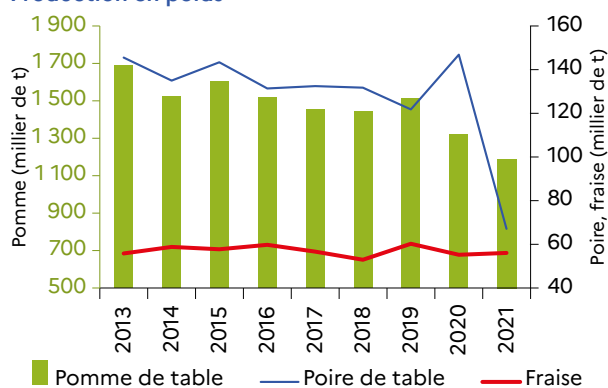
Principaux indicateurs

Graphique 1
Production en poids



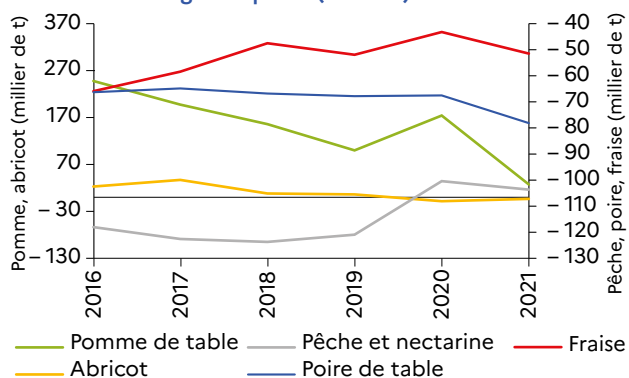
Source : Agreste

Graphique 2
Production en poids



Source : Agreste

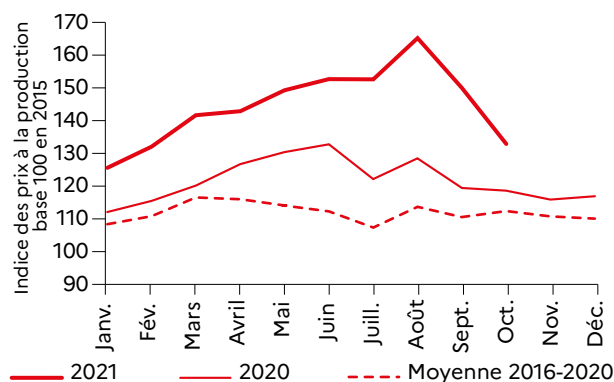
Graphique 3
Solde des échanges en poids (9 mois*)



Source : DGDDI

* sur les 9 premiers mois de chaque année

Graphique 4
Prix des fruits frais



Source : Agreste, Insee

En 2021, chute historique des productions de fruits à noyaux en France

En 2021, la production française de fruits d'été à noyaux (abricots, pêches et cerises) atteint un niveau historiquement bas (*graphique 1 – annexe Fruits*), conséquence du gel qui a touché toutes les régions productrices au printemps. La

baisse s'inscrit dans un contexte de recul également important des récoltes dans l'Union européenne (*encadré*).

La production d'**abricots** est estimée à 56 000 tonnes (t), soit moins de la moitié de la production annuelle moyenne 2016-2020. Il s'agit de la production la plus faible depuis 42 ans. Les variétés les

plus tardives comme le Bergeron, essentiellement localisées en Vallée du Rhône, sont les plus affectées.

La récolte française de **pêches-nectarines**, estimée à 146 000 t, se contracterait de 19 % sur un an et de 26 % par rapport à la moyenne 2016-2020 (*graphique 1*). Les rendements seraient les plus

faibles observés depuis 23 ans. En Vallée du Rhône, moins d'une demi-récolte est attendue, alors que 2019 et 2020 avaient déjà été deux années de faible production. En Occitanie, les pertes seraient plus limitées (- 6 % sur un an).

La récolte de **cerises**, estimée à 16 000 t, serait réduite de moitié sur un an et par rapport à la moyenne des cinq dernières années. La France enregistrerait la production et le rendement les plus faibles depuis au moins 46 ans. Les variétés précoces ont été les plus affectées par le gel. La campagne de production s'est par ailleurs étirée dans le temps, conséquence du retard végétatif lié à une météo estivale fraîche et humide.

Augmentation des récoltes nationales de fraises

Contrairement aux productions de fruits à noyau, la production de **fraises** françaises est estimée à 56 000 tonnes, en hausse de 3 % par rapport à la campagne précédente, dans un contexte de hausse des surfaces. Le gel d'avril, puis les températures relativement fraîches pour la période estivale ont toutefois freiné la maturation des fraises.

Après la faible récolte de 2020, la production de **pommes** se replierait de 10 % cette année (*graphique 2 – annexe*) sous l'effet de rendements en baisse, les plus faibles depuis 1991. La variété Golden serait la moins touchée par la baisse. Avant le gel, la production globale de pommes s'annonçait pourtant élevée avec une floraison importante. La météo estivale réduit les calibres, malgré un rattrapage en septembre.

La production de **poires** en 2021 correspondrait à une demi-récolte par rapport à la moyenne quinquennale, soit les volumes les plus faibles observés depuis au moins 46 ans. Outre le gel, la relative fraîcheur de l'été n'a pas favorisé le grossissement des fruits. Les variétés d'été seraient les plus affectées.

Des prix élevés pour l'abricot, malgré une demande plus faible

Sur la campagne 2021 (juin à août), les prix à la production de l'**abricot** sont supérieurs de 3 % à ceux, déjà élevés, de 2020 et de 38 % à la moyenne 2016-2020. Après un démarrage timide en mai, la qualité hétérogène des fruits incite les opérateurs début juin à écouler les lots en « abricots confiture ».

La demande est alors atone et des stocks se forment. À la faveur d'une météo plus estivale et avec l'arrivée sur le marché de variétés plus gustatives, la demande se raffermirait progressivement. Les grandes et moyennes surfaces (GMS) privilégient alors l'abricot français face à une production espagnole moins présente cette année sur les étals. En juillet, malgré la commercialisation de variétés tardives comme le Rouge du Roussillon ou le Bergeron, la demande ralentit. Les stocks sont cependant bas et le marché toujours fluide. Dans ce contexte, les prix se maintiennent à des niveaux élevés. Entre mai et juillet, la baisse de la production se traduit par une contraction des achats d'abricots consommés par les ménages (- 25 % sur un an).

Sur la période de commercialisation, les exportations françaises d'abricots repartent à la hausse en 2021 : + 20 % par rapport à 2020, année où elles avaient chuté de moitié. Cette reprise survient dans un contexte de réduction de l'offre d'abricots sur le marché européen. Pour autant, les volumes restent inférieurs de 58 % à la moyenne 2016-2020 (*annexe*). Sur l'ensemble de l'année, le déficit extérieur se réduit (*graphique 3*).

Baisse historique des récoltes de fruits dans l'UE, à l'exception de la pomme

Dans l'Union européenne à 27, la baisse des récoltes de fruits d'été à noyau atteindrait des records. Conséquence du gel printanier, la production européenne d'**abricots** reculerait de 37 % par rapport à la moyenne 2016-2020. C'est la plus faible production observée depuis 20 ans. En Italie, Grèce et Espagne, la récolte diminuerait d'un tiers en comparaison de la moyenne quinquennale.

Touchées par le gel, les récoltes européennes de **pêches et nectarines** se contracteraient de 21 % sur un an et de 28 % par rapport à la moyenne 2016-2020. En Italie, la baisse observée en 2020 se poursuivrait cette année (- 13 %). Dans le Piémont et en Vénétie, les pertes atteindraient jusqu'à 70 %. Une demi-récolte est par ailleurs attendue en Grèce. En Espagne, les pertes atteindraient 18 % par rapport à la moyenne quinquennale. Ce repli s'inscrit par ailleurs dans un contexte de diminution progressive des surfaces plantées

en pêches espagnoles initiée en 2014 suite à l'instauration d'un embargo russe et à la perte de marchés à l'Est.

Dans l'UE, la production de **poires** chuterait (- 28 % sur un an et par rapport à la moyenne quinquennale). Un tiers de récolte seulement serait prévu en Italie, premier pays producteur d'Europe. La Belgique enregistrerait une perte d'un quart de sa production.

La production de **pommes** s'en sortirait mieux, supérieure de 10 % à celle de 2020 et de 5 % à la moyenne 2016-2020. Après deux récoltes réduites en 2019 et 2020, la production de la Pologne, premier pays producteur européen, dépasserait de 22 % celle de 2020 et de 16 % la moyenne 2016-2020. En Allemagne et en Espagne, les récoltes progresseraient de 28 % sur un an et de 6 % par rapport à la moyenne quinquennale.

Les cours de la pêche sont soutenus par une demande importante

Entre juin et septembre 2021, les cours de la **pêche-nectarine** augmentent sur un an et par rapport à leurs moyennes 2016-2020 (respectivement + 24 % et + 43 %). Dans un contexte d'offre limitée, les cours sont particulièrement élevés en début de commercialisation, en juin : + 22 % sur un an et + 43 % par rapport à la moyenne quinquennale. Le marché est particulièrement dynamique pour la nectarine. Les importations d'Espagne sont par ailleurs moins importantes que lors des dernières campagnes, notamment en pêches. En juillet, les cours se maintiennent au-dessus des années précédentes. La demande continue de privilégier la nectarine. Les mises en avant du produit en GMS permettent de fluidifier le marché. Les petits calibres sont majoritaires. En août, les cours sont en légère baisse, mais toujours nettement supérieurs à la moyenne 2016-2020. La demande est toujours présente et l'offre reste portée par les nectarines et les petits calibres. En septembre, le dynamisme de la consommation se prolonge sous l'effet de températures estivales.

Sur la période de juin à août, les exportations françaises de pêches-nectarines se contractent par rapport à celles de 2020 (- 9 %) et à la moyenne 2016-2020 (- 24 %). Parallèlement, les importations, provenant majoritairement d'Espagne, baissent de 12 % sur un an, tout en restant proches de la moyenne sur cinq ans.

Les prix de la cerise augmentent fortement

En 2021, la campagne de commercialisation de la **cerise** démarre plus tardivement qu'en 2020. En mai, les cours sont nettement supérieurs à ceux de 2020 (+ 34 %) et à la moyenne quinquennale (+ 50 %). Conséquence des gelées sur les variétés précoces, les apports

sur le marché sont réduits et ne suffisent pas à satisfaire la demande, particulièrement forte en fin de mois. La qualité des fruits récoltés est par ailleurs variable, ne facilitant pas la mise en avant de la cerise dans les rayons. Les volumes en provenance d'Espagne atteignent quasiment le double de ceux observés habituellement sur certains marchés régionaux. En juin, la hausse des cours atteint 48 % sur un an et 51 % par rapport à la moyenne 2016-2020. La demande est présente, mais les prix élevés freinent la consommation, notamment en fin de mois. Les cours s'orientent alors à la baisse pour soutenir les ventes. En outre, la concurrence reste vive, notamment sur les marchés de gros où les volumes importés d'Espagne sont supérieurs à ceux des campagnes précédentes. Sur l'ensemble de la campagne, les prix augmentent de 47 % sur un an et de 49 % par rapport à la moyenne 2016-2020.

Entre mai et juillet 2021, les exportations de cerises augmentent en volume sur un an (+ 10 %), mais se réduisent en comparaison de la moyenne 2016-2020 (- 27 %). Les cerises tardives, davantage épargnées, ont été les plus exportées. Sur la même période, les importations, en provenance majoritairement d'Espagne, doublent presque par rapport au niveau moyen.

Les prix de la fraise en baisse sur un an

Sur l'ensemble de la campagne 2021 (mars à juillet), les prix moyens de la **fraise** destinée au marché du frais baissent de 6 % sur un an tout en progressant de 5 % par rapport à la moyenne quinquennale 2016-2020. Face à une offre encore restreinte en début de campagne, les prix sont orientés à la hausse par rapport à ceux de 2020. Par la suite, l'étalement des récoltes du fait d'une météo fraîche favorise la stabilité des prix en mai. À partir de juin, en lien avec la forte concurrence entre régions, les prix baissent. Sur la période de mars à septembre 2021, les exportations

augmentent de 38 % sur un an et les importations (plutôt des gros calibres), de 28 %. Le solde déficitaire se creuse ainsi de 26 % par rapport à la campagne précédente.

Orientation à la hausse des prix des pommes et des poires en début de campagne

En 2021, la baisse de la production de **pommes** se traduit par une hausse des cours. Sur les trois premiers mois de la mise en marché (août à octobre), les prix sont fermes. En septembre, notamment la production a du retard. En octobre, les prix se tassent, tout en restant supérieurs à ceux des années précédentes. La gamme variétale s'étoffe. L'offre est composée en grande partie de fruits de petits calibres, surtout en Gala. La demande est peu active.

À l'exportation, les flux restent assez bien orientés vers le marché anglais, alors que la concurrence des pommes d'Italie ou de l'est de l'Europe est vive vers le Moyen-Orient. Sur la période d'août à septembre, les volumes exportés de pommes vers l'Union européenne baissent fortement sur un an (- 50 %), se situant en dessous de la moyenne 2016-2020 (- 48 %). Les baisses sont les plus importantes vers l'Espagne et les Pays-Bas. Les volumes exportés fléchissent également vers les pays tiers (- 43 % sur un an et - 45 % par rapport à leur niveau moyen sur cinq ans).

En début de campagne 2021-2022 (août 2021) et jusqu'à octobre 2021, la **poire** affiche des prix en forte hausse sur un an en raison de la chute de la production, notamment de poires d'été, et d'une demande active. Fin septembre, la commercialisation des poires d'automne débute en retard par rapport aux campagnes précédentes. Les opérateurs de l'aval de la filière importent alors des poires pour satisfaire la demande intérieure. En octobre, les cours se maintiennent à un niveau élevé (+ 50 % comparés à 2020 et à la moyenne quinquennale). Les disponibilités limitées sur

les marchés contribuent à cette hausse. Les importations espagnoles et portugaises permettent toutefois de répondre à l'ensemble de la demande. La campagne de commercialisation de la poire d'été se termine précocement, au début du mois d'octobre.

Sur les trois mois de juillet à septembre 2021, les volumes exportés de poires baissent de 68 % sur un an et de 63 % par rapport à leur niveau moyen sur cinq ans. Les exportations chutent vers l'Italie et l'Allemagne.

En 2021, sur les neuf premiers mois, les prix de l'ensemble des fruits frais sont en nette hausse : + 18 % par rapport à 2020 et + 29 % par rapport à la moyenne quinquennale (*graphique 4*).

Baisse du chiffre d'affaires des fruits d'été sauf pour la pêche

Au niveau national, la hausse du cours de la cerise n'aura pas suffi

en 2021 à compenser la chute des quantités produites. Le chiffre d'affaires de la **cerise** recule d'un tiers sur un an et comparé à la moyenne 2016-2020. La baisse touche tous les bassins, sauf le Languedoc et le Roussillon.

Le chiffre d'affaires à la production de l'**abricot** diminue d'un tiers au niveau national par rapport à 2020 et à la moyenne 2016-2020. La hausse des cours ne compense pas la forte baisse des quantités produites. Cette tendance nationale masque cependant des différences entre régions de production, selon l'impact des aléas climatiques. En Vallée du Rhône et en Provence, le chiffre d'affaires se contracte de moitié sur un an quand il se maintient en Languedoc et en Roussillon.

En 2021, le chiffre d'affaires à la production de la **pêche** est quasi stable (+1 %) sur un an, au niveau national, et supérieur de 6 % comparé à la moyenne 2016-

2020. La hausse des prix a plus que contrebalancé la baisse de la production. En Vallée du Rhône, le chiffre d'affaires est moitié moins important qu'en 2020, après trois années consécutives de baisse ; il progresse en Languedoc et en Roussillon (+ 19 %).

Sur les trois premiers mois de la campagne 2021-2022, le chiffre d'affaires national de la **pomme** recule de 11 % sur un an, dans le sillage de la baisse de la production. Il se situe toutefois au-dessous de sa valeur moyenne des cinq dernières campagnes. Pour la **poire**, le chiffre d'affaires national provisoire chute de 37 % sur les trois premiers mois de 2021-2022. Cette évolution marque une rupture après six années de hausse continue.

Sur la période de mars à juillet 2021, le chiffre d'affaires de la **fraise** commercialisée pour le frais recule de 4 % sur un an, tout en progressant de 3 % par rapport à la moyenne 2016-2020.

Annexe - Fruits

Chiffre d'affaires, prix à la production, production et surface

	Campagne	Indice du chiffre d'affaires *		Indice de prix *		Indice de production *		Indice de surface *	
		Écart en % par rapport à la campagne précédente	Écart en % par rapport à la moyenne des 5 dernières campagnes	Écart en % par rapport à la campagne précédente	Écart en % par rapport à la moyenne des 5 dernières campagnes	Écart en % par rapport à la campagne précédente	Écart en % par rapport à la moyenne des 5 dernières campagnes	Écart en % par rapport à la campagne précédente	Écart en % par rapport à la moyenne des 5 dernières campagnes
Cerise**	Mai-juil. 2021	- 32,6	- 30,9	+ 46,9	+ 48,5	- 54,1	- 53,5	+ 2,9	+ 1,4
Pêche	Juin-sept. 2021	+ 1,0	+ 6,2	+ 24,4	+ 43,0	- 18,8	- 26,4	- 4,7	- 2,1
Abricot	Juin-août 2021	- 33,1	- 33,3	+ 2,6	+ 37,7	- 34,8	- 53,8	+ 2,4	+ 3,1
Fraise	Mars-juil. 2021	- 3,0	+ 3,4	- 5,7	+ 4,8	+ 2,9	- 1,4	- 1,0	+ 1,0
Pomme	Août 2021 - juin 2022	- 11,0	- 11,1	- 1,2	+ 8,0	- 9,9	- 17,9	+ 0,3	+ 0,4
Poire	Juil. 2021 - avr. 2022	- 41,0	- 39,0	+ 28,0	+ 19,0	- 53,8	- 49,0	+ 1,0	+ 6,0

Champ : France métropolitaine

Source : Agreste

* La période de calcul des indices s'étend du premier mois de campagne à octobre 2021

** Il s'agit de la cerise de bouche

Note de lecture : l'évolution est calculée sur la période allant du premier mois au dernier mois de campagne, soit par exemple pour la cerise** de mai à juillet 2021.

l'indice de chiffre d'affaires de la cerise (de bouche uniquement), sur la période de mai à juillet 2021, a baissé de 32,6 % par rapport à mai-juillet 2020.

L'écart de cet indice par rapport à la moyenne quinquennale sur cette même période est de - 30,9 %.

Commerce extérieur

Tonnes

	Année	Cerise	Pêche	Abricot	Fraise	Pomme	Poire
Exportations	2013	4 477	43 614	45 450	16 451	305 125	21 047
	2014	7 079	43 828	65 145	13 201	501 052	16 178
	2015	4 624	46 004	52 704	12 199	402 380	16 933
	2016	2 732	40 880	42 041	11 167	402 438	10 085
	2017	2 721	43 359	56 088	10 701	353 447	10 705
	2018	1 879	25 096	28 173	8 595	295 563	5 669
	2019	1 746	29 020	21 721	8 474	239 719	5 311
	2020	2 844	26 517	11 367	8 033	285 084	11 336
	2021	1 648	25 423	13 785	9 261	200 551	4 934
Importations	2013	6 540	141 730	19 842	89 746	214 967	83 316
	2014	7 011	138 552	17 714	82 427	119 031	74 313
	2015	7 768	159 691	19 010	72 989	149 743	68 926
	2016	7 609	159 819	20 181	77 137	132 559	76 475
	2017	6 598	166 587	20 217	69 201	136 821	75 658
	2018	8 588	149 423	21 398	56 184	122 903	72 534
	2019	10 870	150 700	16 867	60 465	126 490	73 225
	2020	5 945	128 794	21 105	51 305	93 217	78 931
	2021	15 375	130 768	18 358	60 837	164 263	83 146
Solde des échanges	2013	- 2 063	- 98 115	+ 25 608	- 73 295	+ 90 158	- 62 269
	2014	+ 67	- 94 724	+ 47 430	- 69 226	+ 382 021	- 58 134
	2015	- 3 144	- 113 687	+ 33 694	- 60 790	+ 252 637	- 51 993
	2016	- 4 877	- 118 938	+ 21 860	- 65 969	+ 269 879	- 66 390
	2017	- 3 877	- 123 228	+ 35 871	- 58 500	+ 216 626	- 64 953
	2018	- 6 709	- 124 327	+ 6 775	- 47 588	+ 172 660	- 66 865
	2019	- 9 124	- 121 680	+ 4 854	- 51 992	+ 113 229	- 67 915
	2020	- 3 101	- 102 277	- 9 738	- 43 273	+ 191 867	- 67 594
	2021	- 13 727	- 105 346	- 4 572	- 51 576	+ 36 288	- 78 212

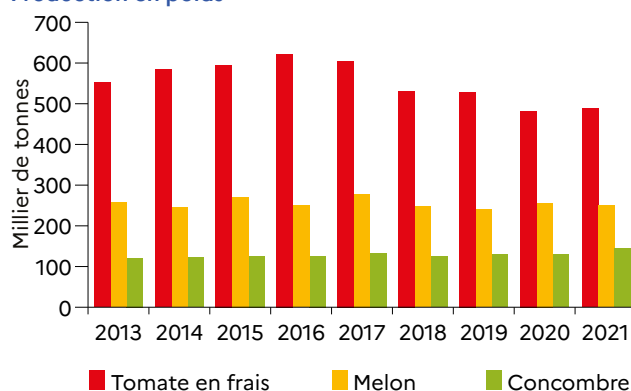
Source : DGDDI, cumul de janvier à septembre

Légumes

En 2021, malgré la météo contrastée au printemps et un été frais et humide, les récoltes de légumes d'été progressent, hormis pour la courgette. Les productions de légumes d'hiver sont, elles, en diminution, à l'exception de celle de carottes, le gel d'avril ainsi que les intempéries de mai et juin ayant pénalisé le potentiel de production. À l'exception de la tomate qui bénéficie d'un marché favorable en période estivale, les prix baissent par rapport à la campagne précédente, dont les cours avaient été tirés à la hausse par le contexte de la crise sanitaire. Seul le chiffre d'affaires de la tomate s'élève par rapport à la campagne précédente. Sur les neuf premiers mois de 2021, les soldes commerciaux de la carotte, du chou-fleur et du melon se dégradent tandis que les autres s'améliorent.

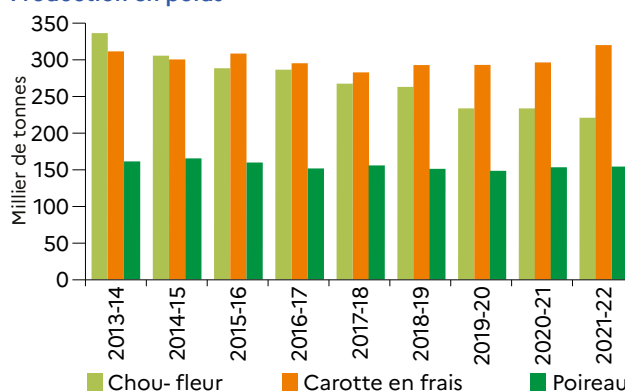
Principaux indicateurs

Graphique 1
Production en poids



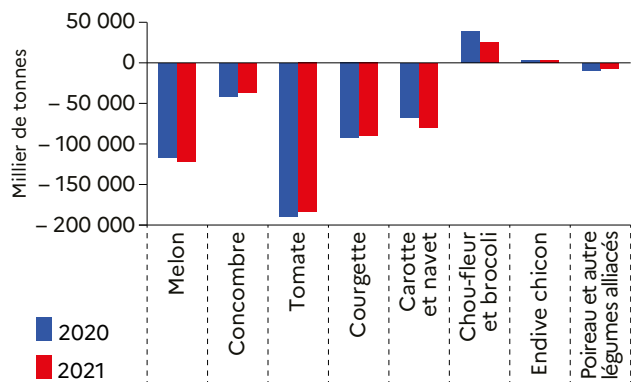
Source : Agreste

Graphique 2
Production en poids



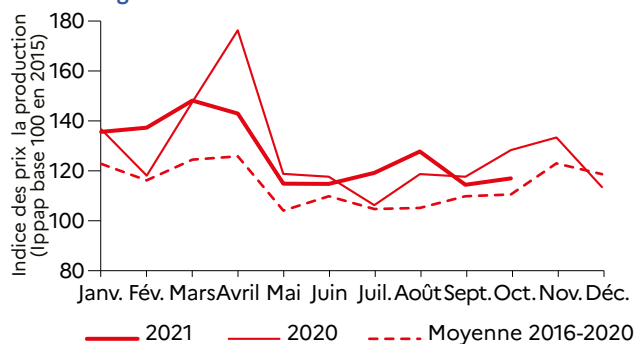
Source : Agreste

Graphique 3
Solde du commerce extérieur en 2020 et 2021



Source : DGDDI

Graphique 4
Prix des légumes frais



Source : Insee, Agreste

Annexe - Légumes

Chiffre d'affaires, prix à la production, production et surface

	Campagne	Indice du chiffre d'affaires*		Indice de prix*		Indice de production*		Indice de surface*	
		Écart en % par rapport à la campagne précédente	Écart en % par rapport à la moyenne des 5 dernières campagnes	Écart en % par rapport à la campagne précédente	Écart en % par rapport à la moyenne des 5 dernières campagnes	Écart en % par rapport à la campagne précédente	Écart en % par rapport à la moyenne des 5 dernières campagnes	Écart en % par rapport à la campagne précédente	Écart en % par rapport à la moyenne des 5 dernières campagnes
Tomate en frais	Fév. - déc. 2021	+ 7,0	- 2,9	+ 4,7	+ 9,9	+ 2,2	- 11,7	- 8,1	+ 0,5
Concombre	Janv. - oct. 2021	- 1,7	+ 13,8	- 9,7	+ 2,7	+ 8,9	+ 10,7	+ 8,8	+ 9,5
Courgette	Avril - oct. 2021	- 23,9	- 6,5	- 22,9	- 8,6	- 1,2	+ 2,6	+ 1,3	+ 5,9
Melon	Mai - sept. 2021	- 2,5	- 3,4	- 4,0	- 2,6	+ 1,6	- 1,1	+ 0,8	- 6,0
Carotte en frais	Mai 2021 - avr. 2022	- 3,7	+ 18,5	- 7,0	+ 5,7	+ 3,5	+ 12,3	- 7,0	- 20,0
Poireau	Mai 2021 - avr. 2022	- 16,5	- 6,9	- 14,6	- 2,4	- 2,2	- 5,0	+ 2,5	+ 3,4
Chou-fleur	Juin 2021 - mai 2022	- 40,0	- 32,5	- 34,9	- 24,3	- 5,4	- 22,0	- 13,2	- 17,4
Endive chicon**	Sept. 2021-août 2022	- 31,4	- 11,2	- 29,3	- 10,2	- 3,0	- 0,8	+ 0,9	+ 0,2

Champ : France métropolitaine

Source : Agreste

* La période de calcul des indices s'étend du premier mois de campagne à octobre 2021

** Racines d'endives pour les surfaces

La SAA pour l'année 2020 est celle publiée en octobre 2021 (définitive)

Note de lecture : pour la tomate, l'indice de chiffre d'affaires, sur la campagne de février à octobre 2021, progresse de 7 % par rapport aux mêmes mois de 2020.

L'écart de chiffre d'affaires par rapport à la moyenne quinquennale sur cette même période est de - 2,9 %.

Commerce extérieur

Millier de tonnes

	Année	Carotte et navet	Chou-fleur et brocoli	Concombre	Courgette	Endive chicon	Melon	Poireau et autres légumes alliés	Tomate
Exportations	2013	83	116	9	16	15	44	16	168
	2014	61	100	10	16	13	46	15	176
	2015	92	102	10	14	14	46	17	167
	2016	89	66	13	17	12	43	14	181
	2017	72	107	13	17	11	41	15	171
	2018	56	71	7	14	8	37	11	155
	2019	66	89	6	17	8	36	14	162
	2020	65	74	7	16	5	32	8	174
	2021	45	73	7	16	5	32	9	171
Importations	2013	107	37	51	103	3	166	22	414
	2014	110	35	53	97	2	163	18	405
	2015	111	36	54	88	3	168	15	390
	2016	112	40	57	109	2	166	15	398
	2017	120	39	55	102	2	171	17	380
	2018	116	36	52	103	2	162	15	380
	2019	114	36	50	108	3	163	13	374
	2020	132	36	48	109	3	148	18	363
	2021	125	48	43	106	2	153	17	354
Solde des échanges	2013	-24	79	-42	-87	12	-122	-6	-246
	2014	-49	65	-43	-81	11	-117	-3	-229
	2015	-19	66	-43	-74	11	-122	2	-224
	2016	-23	26	-45	-92	10	-124	-2	-217
	2017	-47	68	-42	-84	9	-130	-1	-209
	2018	-61	34	-46	-89	6	-125	-4	-225
	2019	-48	54	-44	-92	5	-127	1	-212
	2020	-67	38	-41	-92	3	-116	-10	-189
	2021	-80	26	-36	-90	3	-121	-7	-183

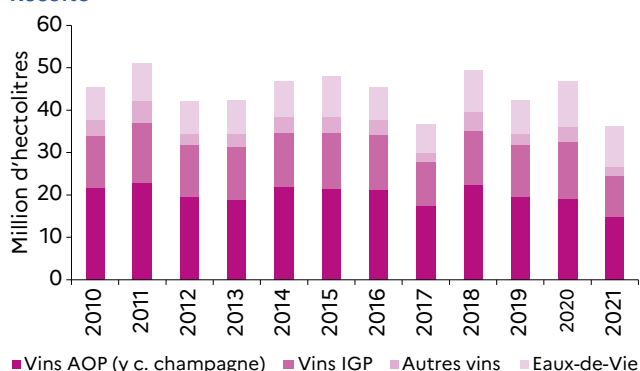
Source : DGDDI - cumul de janvier à septembre

Vins

En 2021, la récolte viticole française s'établirait à 36,2 Mhl, soit un niveau en forte baisse par rapport à celle de 2020 (- 23 %) et à la moyenne 2016-2020 (- 18 %). C'est la plus faible vendange depuis au moins 1970, en lien avec des rendements proches de ceux de 1991 affectés eux aussi par un gel sévère au printemps. Malgré des stocks de report parfois confortables, les disponibilités pour la campagne 2021-2022 sont en nette baisse. Dans un contexte international plus favorable depuis le printemps 2021, les exportations de vins français, hors spiritueux, font plus que rebondir sur la campagne 2020-21. Depuis mai 2021, les prix des vins se redressent également sur un an, en lien avec la réouverture de la restauration hors domicile.

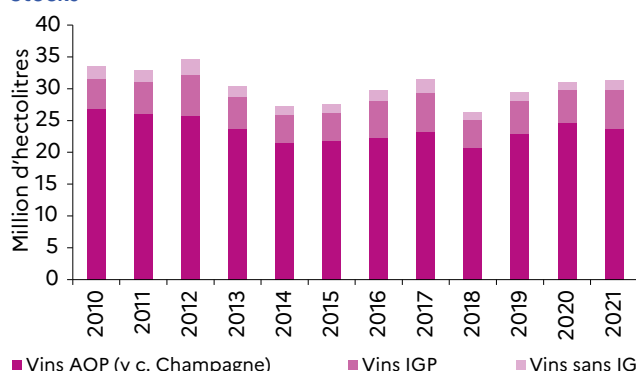
Principaux indicateurs

Graphique 1
Récolte



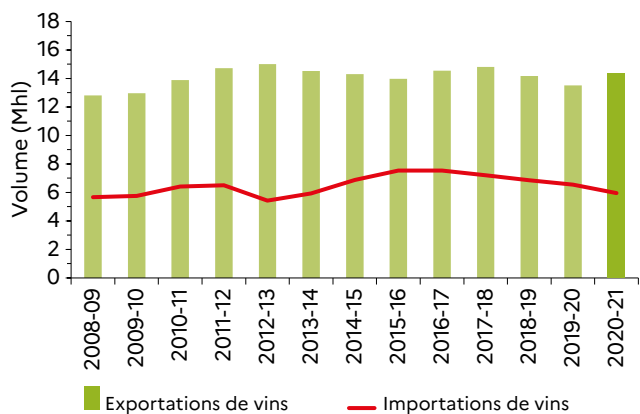
Sources : Agreste (récolte 2021), SAA-DGDDI pour années antérieures

Graphique 2
Stocks



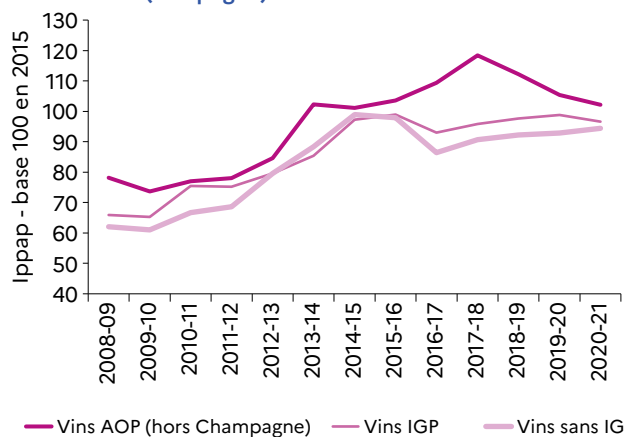
Source : DGDDI - estimation au 01/11/21

Graphique 3
Commerce extérieur (campagne)



Source : DGDDI

Graphique 4
Prix des vins (campagne)



Source : Insee - Indice des prix des produits agricoles à la production (Ippap) en moyenne sur 12 mois

La plus faible récolte depuis au moins 1970

Selon les estimations établies au 1^{er} novembre 2021, la récolte viticole française s'établirait à 36,2 millions d'hectolitres (Mhl) en 2021, inférieure de 23 % à celle de 2020 et de 18 % à la

moyenne des récoltes des cinq dernières années (*graphique 1 – annexe Vins*). Le gel printanier a amputé une bonne partie de la production, qui est la plus faible depuis au moins 1970, en lien avec des rendements proches de ceux de 1991, affectés eux aussi par un gel sévère au printemps. Après le

gel, les maladies (mildiou et oïdium principalement) ont accentué les pertes. Toutefois, les précipitations estivales, surtout celles survenues en septembre, ont permis de rehausser les volumes, notamment en Bordelais, en Charentes et dans les vignobles méditerranéens, limitant au final la chute de la

production. La quasi-totalité des bassins viticoles a été touchée par la baisse des volumes, avec une intensité variable selon les bassins (*annexe*). Les vendanges ont été plus tardives qu'en 2020, qui avait été une année précoce, mais le millésime s'annonce de qualité.

La production mondiale de vins (hors jus et moûts) devrait être historiquement faible, à 250 Mhl, en baisse de 4 % par rapport à 2020 et proche du niveau de 2017, selon une estimation de novembre de l'Organisation internationale de la vigne et du vin. Les hausses dans l'hémisphère sud et aux États-Unis ne compenseraient pas les baisses dans l'Union européenne, en raison des reculs importants chez les trois plus gros producteurs mondiaux : en France mais aussi en Italie (- 9 %) et en Espagne (- 14 %). À eux trois, ils représentent près de la moitié de la production mondiale de vins. L'Italie resterait le premier producteur mondial et la France reculerait pour la première fois à la troisième place, derrière l'Espagne.

Des disponibilités en 2021-2022 au plus bas

Majoritaires au sein du vignoble français, les volumes récoltés de vins d'appellation d'origine contrôlée (AOP) reculent d'environ un quart sur un an et par rapport

à la moyenne 2016-2020. Les volumes de vins hors appellation sont en baisse plus marquée, surtout ceux du segment sans indication géographique (IG) (- 47 %). Les pertes de volume pour eaux de vie seraient moins fortes (- 11%). Les stocks à la production en début de campagne (stocks de report, y compris la réserve climatique) sont confortables pour les AOP (+ 7 %) et, surtout, les indications géographiques protégées (IGP) (+ 16 %) par rapport aux niveaux moyens sur cinq ans, mais ne peuvent compenser la faiblesse des récoltes (*graphique 2*). Les stocks reculent, par ailleurs, pour les vins sans IG. Les disponibilités en début de campagne 2021 (ensemble formé par la récolte et les stocks) sont ainsi au plus bas depuis plusieurs années dans tous les segments, ce qui devrait favoriser la hausse des prix dans un contexte de reprise de la demande.

En 2020-2021, les exportations françaises de vins font plus que rattraper leur niveau de 2019-2020

Sur la campagne 2020-2021 (d'août 2020 à juillet 2021), les exportations de vins français, hors spiritueux, repartent à la hausse en volume sur un an (+ 6,2 %) (*graphique 3 - annexe*) et, surtout, en valeur (+ 18,2 %).

Après les baisses en 2019-2020, les exportations font plus que retrouver les niveaux de 2018-2019 : elles les dépassent de 1,2 % en volume et de 6,4 % en valeur. Le redressement des exportations s'opère en seconde moitié de campagne, à partir de février-mars 2021 (*graphique 5*). Il coïncide avec des disponibilités plus importantes à l'exportation, suite à l'arrivée de la récolte 2020 mais surtout avec un environnement international plus favorable (reprise économique, suspension des taxes américaines sur les vins tranquilles français).

Les pays tiers redeviennent le moteur principal de la croissance des exportations françaises de vins

Les segments de vins et les destinations les plus touchés par les baisses des exportations en valeur en 2019-2020 (- 9,2 % sur un an pour les vins d'appellation, - 13,5 % pour les vins effervescents et - 12,3 % vers les pays tiers) sont les plus dynamiques en 2020-2021 (respectivement + 22,4 % + 17,9 % et + 19,6 %) (*graphique 6*). *A contrario*, relativement moins pénalisées en 2019-2020 (- 4,7 %), les exportations en valeur de vins avec et sans IG en 2020-2021 affichent comparativement des progressions moins marquées (+ 6,0 %).

Sur les neuf premiers mois de 2021, net rebond des exportations de vins

Sur les neuf premiers mois de 2021 (sept derniers mois de la campagne 2020-2021 + deux premiers mois de la campagne 2021-2022), les exportations des vins français (hors spiritueux) s'accroissent sur un an, à la fois en volume (+ 11,4 %) et en valeur (+ 35,3 %). Les AOP, et surtout les vins effervescents, sont le moteur de la croissance

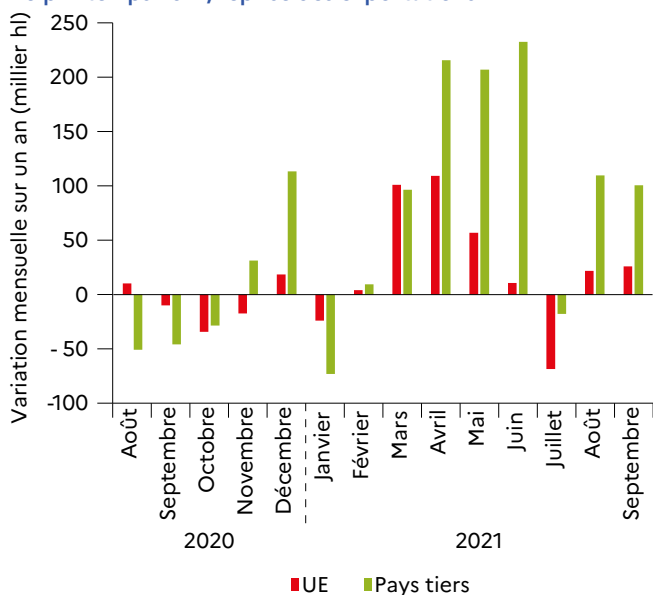
(*annexe*). Rapportée aux neuf premiers mois de 2019, la hausse globale atteint + 12,2 % en valeur mais est moins marquée en volume (+ 2,7 %). Sur les deux premiers mois de la nouvelle campagne (août-septembre 2022), les exportations sont clairement orientées à la hausse (+ 12,4 % en volume et + 35,8 % en valeur).

Hausse des prix à la production des vins d'appellation

Sur les neuf premiers mois de 2021, les prix à la production des vins d'appellation tranquilles se redressent par rapport à 2020 (+ 2,1 %), mais sont en deçà du niveau moyen des cinq dernières années (- 3,2 %) (*annexe - graphique 8*). *A contrario*, les prix des autres vins se replient sur un an (- 0,9 %), tout en s'établissant au-dessus des prix moyens (+ 1,3 %). Ces évolutions s'inscrivent dans

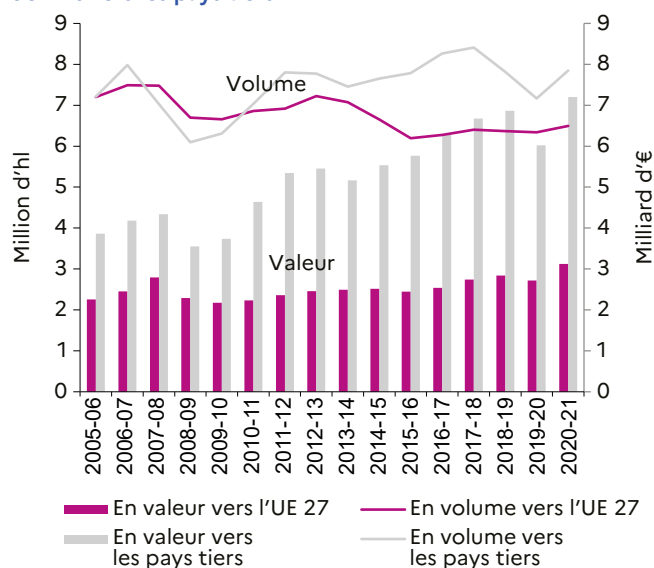
un contexte où les ventes de vins tranquilles en grande distribution restent déprimées, en volume et en valeur, de janvier à mi-septembre 2021 par rapport à la même période de 2020 et par rapport à la moyenne 2018-2020. Seuls les vins blancs s'en sortent mieux, de même que les effervescents. Les ventes de rosé ont particulièrement pâti de la météo maussade de l'été 2021.

Graphique 5
Au printemps 2021, reprise des exportations



Source : DGDDI

Graphique 6
Sur la campagne 2020-2021, redressement des exportations de vins vers les pays tiers



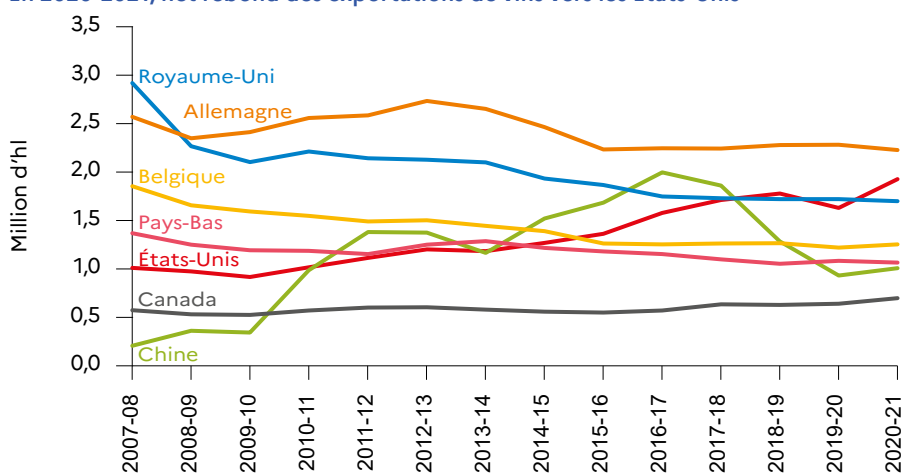
Source : DGDDI

Les volumes sont même tout juste au niveau de ceux de 2019-2020 (- 0,1 %). Cela s'explique par la baisse vers l'Union européenne (UE) (- 1,9 %), surtout l'Allemagne, la Belgique et les Pays-Bas. La reprise vers la zone UE, toutes catégories de vins confondues (+ 2,4 %) est de ce fait moins forte que celle vers les pays tiers (+ 9,6 %).

Les États-Unis sont le principal moteur de la reprise des échanges de vins français vers les pays tiers (graphique 7). La hausse des volumes expédiés (+ 18,5 % sur un an) fait plus que compenser la baisse enregistrée en 2019-2020 (- 8,5 %) même si en valeur, les exportations restent légèrement en deçà de 2018-2019 (- 1,4 %). Outre l'amélioration des perspectives économiques mondiales, la suspension le 5 mars 2021 des taxes sur les vins français importés aux États-Unis participe à la reprise.

Le rythme de progression des exportations vers la Chine atteint + 8,2 % en volume, et + 33,9 % en valeur, après deux années en forte baisse. Alors que la croissance économique est repartie plus vite que partout ailleurs en 2020 et que les exportations en valeur ont quasiment retrouvé leurs niveaux d'avant crise, les volumes restent inférieurs de 21,7 % aux niveaux

Graphique 7
En 2020-2021, net rebond des exportations de vins vers les États-Unis



Source : DGDDI

de 2018-2019. Outre une certaine modération dans les achats de vins, les vins français ne bénéficieraient qu'en partie de la place laissée par les volumes de vins australiens qui n'entrent quasiment plus en Chine à cause de l'instauration de surtaxes.

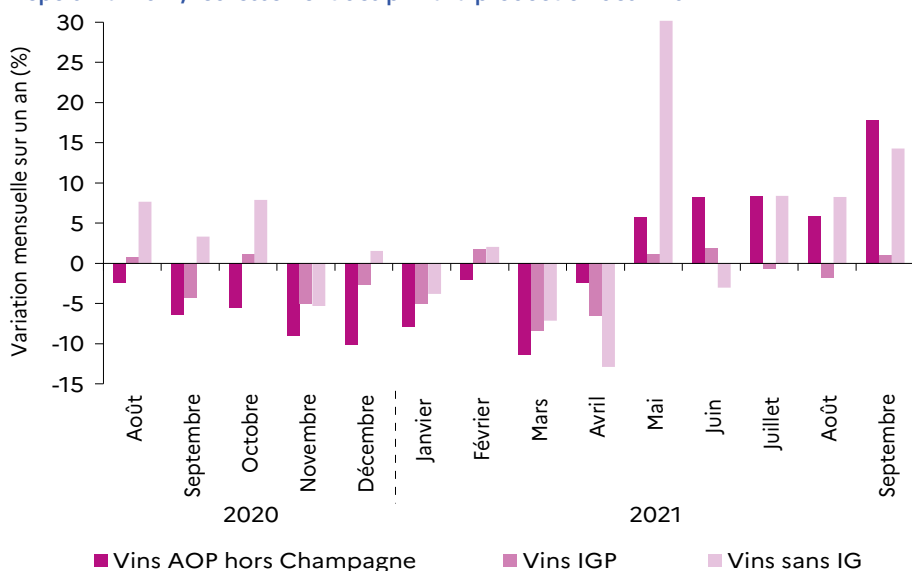
Les exportations vers le Royaume-Uni sont soutenues en valeur (+ 24,1 %) mais fléchissent en volume (- 1,2 %). Après avoir progressé jusqu'à l'entrée en vigueur du Brexit en janvier 2021 dans le cadre d'achats d'anticipation, le marché se rééquilibre.

Particulièrement affectées en 2019-2020 par la crise de la

Covid-19, les exportations de Champagne sont très dynamiques (annexe). Elles sont portées par la croissance des échanges vers les États-Unis et le Royaume-Uni (+ 24 % en volume chacun), respectivement premier et deuxième débouchés pour le Champagne français. Cependant, les exportations restent proches des niveaux de 2018-2019 (+ 0,8 % en valeur et - 0,5 % en volume). Les exportations des autres vins effervescents atteignent des records, avec des progressions dépassant nettement les niveaux d'avant la crise sanitaire (+ 14,0 % en valeur et + 12,1 % en volume sur la campagne 2020-2021 par rapport à 2018-2019).

Graphique 8

Depuis mai 2021, redressement des prix à la production des vins



Source : Insee - Indice des prix des produits agricoles à la production (Ippap)

Toutes catégories de vins confondues, l'Allemagne demeure le premier marché des vins français en volume, suivi des États-Unis et du Royaume-Uni. La Chine arrive en sixième position. En valeur, les États-Unis sont toujours en tête (1,8 Md €), devant le Royaume-Uni (1,4 Md €).

Net redressement de l'excédent commercial

En 2020-2021, les importations françaises de vins se contractent de nouveau (- 4,6 % en valeur et - 9,0 % en volume par rapport à 2019-2020) (*graphique 3 - annexe*). En volume, le recul est même quasiment deux fois plus marqué que lors des trois

campagnes précédentes. Le vrac continue d'alimenter l'essentiel de nos importations (74,0 % du total), la France manquant de vins d'entrée de gamme. L'Espagne demeure le principal fournisseur.

Combinée à la hausse des exportations, la diminution des importations favorise le redressement de l'excédent de la balance commerciale : + 20,5 % en valeur et en volume. Le solde retrouve les volumes de 2013-2014, après deux années consécutives de baisse et dépasse pour la première fois le seuil des neuf milliards d'euros, dont il était proche en 2018-2019, avant de reculer fortement en 2019-2020.

Redressement des prix à la production des vins depuis mai 2021, en lien avec la reprise de la consommation et des exportations

Sur la campagne 2020-2021, alors que les transactions de vins en vrac sur le territoire national (hormis pour les vins rosés d'appellation) ont été en forte reprise en volume par rapport à 2019-2020, les prix à la production des vins d'appellation, hors Champagne, mesurés par l'Ippap (indice des prix des produits agricoles à la production) se replient (- 3,1%) pour la troisième campagne consécutive (*graphique 4 - annexe*). La baisse est encore plus marquée par rapport aux niveaux moyens sur les cinq dernières campagnes (- 6,9 %). Les Bordeaux et les Côtes du Rhône sont les plus touchés. Les prix se redressent toutefois depuis mai 2021, dans le sillage de la réouverture des circuits de distribution et de restauration (*graphique 8*).

Baisse des prix des vins sans appellation

Pour la première fois depuis 2016-2017, les prix des vins hors appellation sont inférieurs à ceux de la campagne précédente (- 1,2 %). Ils restent toutefois proches des prix moyens (+ 0,4 %), soutenus par les prix des vins sans IG en début et fin de campagne.

Annexe - Vins

Estimation de récolte viticole au 1^{er} novembre 2021

Unité : 1000 hl ou %

	Moyenne 2016-2020	2020	2021	2021/2020	2021/ Moyenne
Vins AOP	19 982	19 108	14 856	- 22,3	- 25,7
Vins pour eaux-de-vie	8 588	10 736	9 602	- 10,6	+ 11,8
Vins IGP	12 317	13 407	9 750	- 27,3	- 20,8
Autres vins (dont vins sans IG)	3 324	3 672	1 942	- 47,1	- 41,6
TOTAL VINS	44 210	46 923	36 151	- 23,0	- 18,2

Sources : Agreste pour 2021, Agreste-DGDDI pour années antérieures

Estimation de récolte viticole au 1^{er} novembre 2021

Unités : 1000 hl ou %

	Tous vins (*)					Récolte pour AOP hors vins pour eaux-de-vie				
	Moy (***)	2020	2021	2021/ 2020	2021/ Moy***	Moy (***)	2020	2021	2021/ 2020	2021/ Moy***
Champagne**	2 443	2 070	1 528	-26,0	-37,0	2 147	1 756	1 510	- 14,0	- 30,0
Bourgogne - Beaujolais	2 301	2 360	1 183	- 50,0	- 49,0	2 178	2 251	1 121	- 50,0	- 49,0
Alsace	1 102	1 013	895	- 12,0	- 19,0	1 059	970	883	- 9,0	- 17,0
Val de Loire	2 565	2 848	1 793	- 37,0	- 30,0	2 053	2 196	1 522	- 31,0	- 26,0
Charentes	8 672	10 874	9 770	- 10,0	+ 13,0	ns	ns	ns	ns	ns
Sud-Ouest	3 560	3 570	2 347	- 34,0	- 34,0	1 078	1 028	722	- 30,0	- 33,0
Bordelais	5 233	4 997	3 907	- 22,0	- 25,0	4 877	4 554	3 563	- 22,0	- 27,0
Languedoc-Roussillon	12 030	12 553	9 209	- 27,0	- 23,0	2 474	2 201	1 921	- 13,0	- 22,0
Sud-Est	5 147	5 415	4 599	- 15,0	- 11,0	3 349	3 377	3 035	- 10,0	- 9,0
Autres vignobles	521	559	430	- 23,1	- 17,5	265	279	187	- 33,0	- 29,4

(*) la catégorie « tous vins » inclut outre les vins avec ou sans IG, une estimation des dépassements de plafonds (distillation) et des lies

(**) Pour la Champagne, le total des vins ("tous vins") est constitué uniquement des AOP et des volumes en dépassement de plafond ou de lies

(***) moyenne des années 2016 à 2020

Sources : Agreste pour 2021, Agreste-DGDDI pour années antérieures

Commerce extérieur des vins

	Exportations				Importations			Solde		
	Campagne 2020-2021	20-21/ 19-20	19-20/ 18-19	9 mois 2021/2020	Campagne 2020-2021	2020-2021 /2019-2020	9 mois 2021/2020	Campagne 2020-2021	2020-2021 /2019-2020	9 mois 2021/2020
	Milliers d'hl	%	%	%	Milliers d'hl	%	%	Milliers d'hl	%	%
Vins AOP tranquilles	5 755,4	+ 9,8	- 2,7	+ 12,2	819,9	+ 1,5	- 4,1	4 935,5	+ 11,4	+ 15,2
Vins IGP tranquilles	3 614,2	+ 0,9	- 4,3	+ 5,3	220,5	- 6,7	- 5,8	3 393,7	+ 1,5	+ 6,0
Autres vins tranquilles	2 876,9	- 1,4	- 4,7	+ 1,4	4 458,1	- 11,8	- 9,0	- 1 581,2	- 26,0	- 23,8
Vins effervescents	2 099,3	+ 18,7	- 11,0	+ 43,1	448,7	+ 2,2	- 2,7	1 650,6	+ 24,1	+ 55,8
dont Champagne	1 149,1	+ 18,9	- 16,3	+ 49,6	17,9	7,4	1,1	1 131,2	+ 19,1	+ 50,7
Total vins	14 345,9	+ 6,2	- 4,7	+ 11,4	5 947,2	- 9,0	- 6,8	8 398,7	+ 20,5	+ 28,4

Source : DGDDI

Prix des vins à la production

	Campagne 2020-2021 /2019-2020	Campagne 2020-2021 /moyenne quinquennale	Campagne 2019-2020 /2018-2019	9 mois 2021/2020	9 mois 2021/ moyenne quinquennale	9 mois 2020/2019
	%					
Vins AOP	- 3,1	- 6,9	- 6,0	+ 2,1	- 3,2	- 4,1
dont Champagne	- 1,2	+ 2,5	+ 1,6	- 3,3	+ 0,6	+ 1,8
Vins IGP	- 2,2	- 0,2	+ 1,0	- 1,9	- 0,0	+ 0,9
Autres vins	+ 1,7	+ 2,9	+ 1,8	+ 3,2	+ 6,9	+ 6,5
Total vins	- 2,2	- 3,4	- 3,0	+ 0,3	- 1,6	- 1,7

Source : Insee (Ippap)

PRODUCTIONS ANIMALES

En 2021, les productions animales diminuent légèrement en France en nombre de têtes. Elles se maintiennent toutefois en poids pour celles de bovins et augmentent pour celles d'ovins et d'œufs. La consommation globale est quasiment stable pour la viande porcine et de volaille et baisse pour celle de bovin et d'ovin. En lien avec la relance de l'activité dans la restauration hors foyer, les importations repartent à la hausse. Les prix à la production augmentent, à l'exception de ceux des porcins et des œufs. Les élevages pâtissent toutefois de la hausse du prix des intrants, les prix de l'alimentation animale, des engrais et de l'énergie étant en effet en nette augmentation.

En 2021, les productions animales diminuent en nombre de têtes par rapport à 2020. La production d'ovins augmente cependant en poids ; celle de gros bovins finis se maintient tandis que les tonnages de veaux de boucherie reculent. Après une hausse continue de 2018 à 2020, la production porcine se replie, tout en restant supérieure au volume moyen des cinq dernières années. À l'exception de la filière poulet, de nouveau dynamique, la production de volailles recule sur un an. La collecte de lait de vache baisse, en lien avec la diminution du cheptel de vaches laitières et la forte hausse du coût des intrants. Portée par le développement des élevages alternatifs (biologique, plein air et sol), la production d'œufs de consommation augmente.

Sur les neuf premiers mois de 2021, la consommation apparente

de viande porcine et de volaille repart légèrement à la hausse, tandis qu'elle continue de se contracter pour les viandes bovine et ovine. Hormis la viande de veau dont la consommation se stabilise, les quantités de viande achetées par les ménages pour leur consommation à domicile reculent au profit de la restauration hors domicile (RHD), en lien avec la réouverture des restaurants. La consommation d'œufs ralentit et retrouve un profil plus habituel, après une forte augmentation en 2020.

Portées par la RHD, les importations en volume de la plupart des viandes repartent à la hausse, sur les neuf premiers mois de 2021. Pour autant, à l'exception de celui des volailles, les déficits des échanges extérieurs se réduisent (œufs, ovins) tandis que les excédents commerciaux

de viande bovine et porcine s'améliorent légèrement. Les exportations de viande ont été tirées par le dynamisme des demandes, en Europe, de viande bovine et, en Asie, de viande porcine.

Sur les neuf premiers mois de 2021, à l'exception des porcins et des œufs, les prix des productions animales sont en moyenne supérieurs à ceux de 2020, tirés notamment par le prix élevé des ovins depuis le début de l'année 2021 et la hausse marquée des prix des bovins et du lait au 2^d semestre 2021. Parallèlement, dans la plupart des filières, les coûts de production sont en forte hausse. En effet, le prix de l'aliment augmente nettement, en lien avec la hausse des cours des céréales et des oléagineux, de même que ceux de l'énergie, et surtout des engrais.

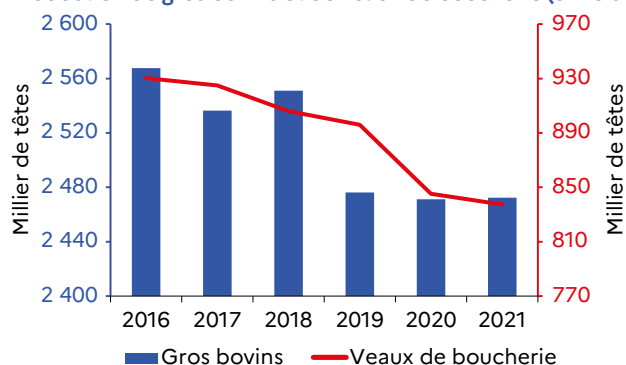
Bovins

Sur les neuf premiers mois de 2021, la production de gros bovins finis se maintient tandis que celle de veaux de boucherie recule de nouveau. Dans un contexte de baisse structurelle des effectifs de vaches en France et en Europe, l'offre d'animaux disponibles sur les marchés est limitée. Si la consommation globale de viande bovine se replie légèrement, la reprise progressive de la restauration collective favorise la hausse des importations françaises de viande bovine tandis que la demande européenne dynamise les exportations. Dans ce contexte d'offres française et européenne limitées et de demande soutenue, les cours des bovins finis sont tirés à la hausse et dépassent leur niveau moyen 2016-2020. Les exportations de brouards repartent à la hausse. Malgré une offre limitée, les cours des brouards ne dépassent leur niveau de 2020 que depuis septembre 2020.

Principaux indicateurs

Graphique 1

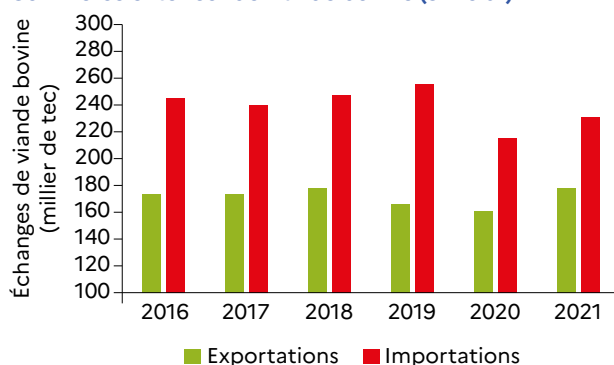
Production de gros bovins et de veaux de boucherie (9 mois*)



Source : Agreste, BDNI - traitement SSP

Graphique 2

Commerce extérieur de viande bovine (9 mois*)

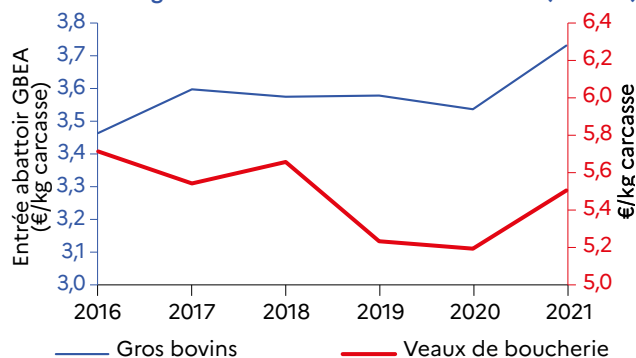


Source : Agreste

* sur les 9 premiers mois de chaque année

Graphique 3

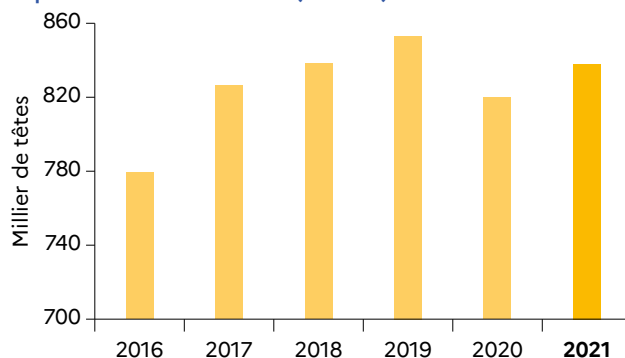
Cotations de gros bovins et de veaux de boucherie (9 mois*)



Source : FranceAgriMer

Graphique 4

Exportations de brouards (9 mois*)



Source : DGDDI

Maintien de la production de gros bovins finis et baisse de celle de veaux de boucherie

Sur les neuf premiers mois de l'année 2021, la production de bovins finis en France est en légère baisse en nombre de têtes par rapport à 2020 (- 0,2 %), et à la moyenne 2016-2020 (- 3,3 %)

(annexe Bovins), signe manifeste d'une offre d'animaux limitée en France (encadré). En poids, la production est quasiment stable par rapport à l'an dernier et en repli de 1,3 % par rapport à la moyenne quinquennale.

Moins forte qu'en 2020, la baisse de la production de veaux de

boucherie (- 0,9 % en têtes) est quasiment compensée par le maintien de la production de gros bovins (graphique 1). Comparée au niveau moyen de la période 2016-2020, la production de bovins finis recule ; les veaux de boucherie sont plus touchés que les gros bovins.

En 2021, recul global des abattages de bovins

En 2021, les abattages de bovins reculent sur un an et par rapport à la moyenne quinquennale (*annexe*).

Après le pic de 2020, les abattages de vaches laitières reculent : respectivement - 4,4 % et -5,2 % en nombre de têtes sur les neuf premiers mois de 2021 par rapport à 2020 et à la moyenne quinquennale (*graphique 5*). Bien que la demande en steak haché reste soutenue en 2021, après l'engouement des français pendant les confinements de 2020, la hausse du prix du lait incite au maintien des animaux dans les exploitations. Par ailleurs, la bonne production fourragère favorisée par les conditions météorologiques de l'été permet un maintien sur l'exploitation à moindre coût.

Ce repli des abattages s'inscrit par ailleurs dans un mouvement plus structurel de décapitalisation du cheptel de vaches laitières dans les exploitations, engagé depuis plusieurs années.

Sur les neuf premiers mois de 2021, les abattages de vaches allaitantes dépassent en nombre de têtes, le niveau de 2020 (+ 0,7 %) et la moyenne quinquennale (+ 1,2 %). La demande non satisfaite de viande issue de vaches laitières se reporte sur celle de vaches allaitantes. Par ailleurs, avec la réouverture progressive des restaurants, la hausse de la demande en viande dite de qualité s'accompagne d'une hausse des abattages de vaches allaitantes. En poids, depuis le début de l'année, leurs abattages dépassent de 0,5 % leur niveau de 2020 et de 2,2 % celui de la période 2016-2020.

Après quatre années de repli, les abattages de jeunes bovins mâles (de 8 à 24 mois) repartent à la hausse par rapport à 2020, en nombre de têtes (+ 2,5 %) et en poids (+ 2,1 %). Ils restent toutefois inférieurs au niveau moyen 2016-2020. Cette augmentation s'inscrit sur fond de tendance au repli des effectifs de bovins disponibles,

En 2021, recul du cheptel européen

Au 1^{er} janvier 2021, avec 76,5 millions de bovins, le cheptel bovin européen recule (- 0,9 % sur un an) pour la quatrième année consécutive. Les effectifs progressent légèrement en Espagne, Italie et Pologne (entre + 0,3 % et + 0,5 %), mais diminuent nettement en France (1^{er} pays dans l'Union européenne), en Allemagne (2^e pays) et en Irlande.

Les effectifs de vaches laitières diminuent dans les six premiers pays producteurs européens (162 000 têtes entre le 1^{er} janvier 2020 et le 1^{er} janvier 2021). Depuis la suppression des quotas laitiers en 2015, les effectifs de vaches laitières dans ces pays se sont repliés de 671 000 têtes. Les baisses les plus importantes concernent l'Allemagne (- 363 000 têtes, soit - 8,5 %), la France (- 182 000 têtes, soit - 5,0 %)

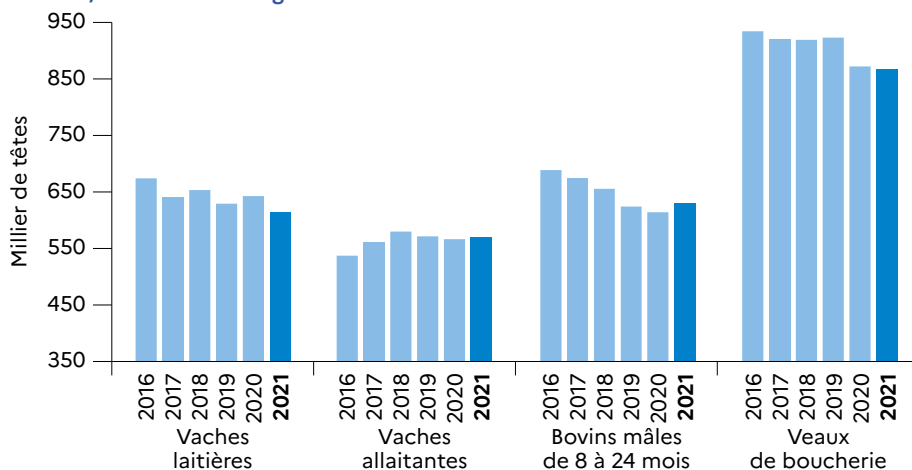
et l'Italie (- 185 000 têtes, soit - 9,0 %). Seul le cheptel laitier irlandais s'accroît depuis 2015 (+ 216 000 têtes, + 17,4 %). S'agissant des vaches allaitantes, les effectifs sont en nette hausse en Espagne, 2^e cheptel européen (+ 30 000 têtes). Avec une hausse de 5 700 têtes, la France se maintient au 1^{er} rang dans l'UE.

La réduction des effectifs totaux de vaches se traduit par une baisse des naissances et donc des animaux disponibles dans l'UE. En France, entre 2019 et 2020, les naissances issues de vaches laitières reculent de 152 000 animaux. Dans le même temps, les naissances issues du troupeau allaitant diminuent de 136 000 têtes.

Sur les huit premiers mois de 2021, les abattages dans l'UE se replient de 0,4 % en nombre de têtes tout en s'accroissant légèrement en poids (+ 0,2 %).

Graphique 5

En 2021, recul des abattages de vaches laitières et de veaux de boucherie



Source : Agreste, BDNI - traitement SSP
Données sur les 9 premiers mois de chaque année 2016 à 2021

conséquence de la baisse des naissances.

Les abattages de veaux de boucherie sont en léger retrait sur un an (- 0,5 % en nombre de têtes et en poids). Le repli est plus marqué par rapport à la moyenne quinquennale : - 5,1 % en têtes

et - 3,1 % en poids. La baisse des naissances explique en partie ces évolutions. Pour y faire face, les engraisseurs ont tendance à augmenter le poids des animaux à l'abattage depuis plusieurs années : entre 2016 et 2021, le poids moyen à l'abattage des veaux de boucherie passe ainsi de 142 kg

par carcasse à plus de 147 kg par carcasse.

Augmentation des exportations et importations de bovins finis vivants

Sur les neuf premiers mois de 2021, les exportations françaises de bovins finis augmentent aussi bien en têtes qu'en poids (respectivement + 3,7 % et + 10,9 % sur un an) (annexe). Cette hausse est portée par les gros bovins mâles (+ 28,7 %) qui représentent 61 % des volumes à l'exportation. En revanche, celles des veaux de boucherie (19 % des volumes) se replient. Avec la sortie de la crise, la demande européenne en viande de jeunes bovins repart toutefois progressivement et rejoint le niveau de 2019.

Constituées à 95 % de veaux de boucherie, les importations de bovins finis dépassent de 2,4 % leur niveau de 2020, et de 42,8 % celui de la moyenne quinquennale. Face au manque de veaux en France, les opérateurs nationaux se tournent vers le marché européen. Majoritaires, les achats en volume en provenance de Belgique reculent, tandis que ceux en provenance des Pays-Bas augmentent nettement.

Le solde du commerce extérieur de bovins vivants finis continue de se dégrader, passant de + 14 400 animaux en moyenne sur la période 2016-2020 à - 3 000 en 2021.

Réduction du déficit commercial de viande bovine

Sur les neuf premiers mois de l'année 2021, le déficit du commerce extérieur français de viande bovine se réduit par rapport à la moyenne 2016-2020. Il passe de - 70 000 tonnes-équivalent-carcasse (tec) à - 53 000 tec, et de - 281 millions d'euros à - 267 millions d'euros. Par rapport à une année 2020 atypique en raison de la crise sanitaire, le déficit commercial se creuse en valeur mais s'améliore légèrement en volume.

Les exportations de viande bovine augmentent en volume de 10,3 % sur un an et de 4,3 % par rapport à la moyenne quinquennale (graphique 2 - annexe). Avec la reprise de l'activité économique et la réouverture des restaurants dans l'Union européenne, la demande en viande bovine progresse dans un contexte d'offre limitée. Les exportations s'accroissent par rapport à 2020 essentiellement vers les Pays-Bas et la Belgique et, dans une moindre mesure, vers l'Allemagne. En revanche, les exportations vers l'Italie et la Grèce diminuent, prolongeant la tendance à la baisse des cinq dernières années. En valeur, les exportations totales de viande bovine dépassent de 13,3 % leur niveau de 2020 et de 7,6 % la moyenne 2016-2020.

Les importations de viande bovine augmentent en volume de 7,3 % sur un an mais se replient de 3,9 % par rapport à la moyenne quinquennale (graphique 2 - annexe). Face à la diminution de l'offre dans les exploitations et à la réouverture de la restauration hors foyer, les opérateurs français se tournent vers la viande d'importation, malgré la hausse du coût moyen. En valeur, elles augmentent ainsi de 14,1 % sur un an et de 4,0 % par rapport à la période 2016-2020. Cette viande provient des Pays-Bas, d'Irlande, de Pologne, mais aussi du Royaume-Uni.

Léger repli de la consommation par rapport à 2020

Sur les neuf premiers mois de 2021, la consommation totale de viande bovine (à domicile et hors foyer) recule de nouveau en 2021, mais la baisse est plus légère (- 0,3 %),

après celle de 2020 (- 2,7 %), conséquence de la crise sanitaire et des différents confinements (tableau 1). Le repli est plus marqué par rapport à la moyenne quinquennale (- 2,5 %).

La consommation à domicile des ménages baisse de 0,7 % pour la viande de bœuf mais se maintient pour la viande de veau, dans un contexte où la consommation hors foyer repart à la hausse à la suite de la réouverture des restaurants.

Redressement des cours des gros bovins finis et des veaux de boucherie

Sur les neuf premiers mois de 2021, les cours des gros bovins finis dépassent de 20 cts/kg de carcasse ceux de 2020 et de 18 cts/kg les cours moyens de la période 2016-2020 (graphiques 3 et 6).

Les cours des gros bovins finis augmentent dès le début de l'année, tirés par le manque d'animaux dans les exploitations, la réouverture des restaurants et un marché européen également caractérisé par l'insuffisance de l'offre. Dans ces conditions, les cours de la viande, notamment ceux des vaches laitières, augmentent en France, d'autant que les prix sur le marché européen sont élevés. La hausse des cours des vaches laitières bénéficie aux cours des vaches allaitantes et des jeunes bovins, également en progression. Parallèlement, l'entrée sur le marché français de viande d'importation à un coût moyen supérieur aux années précédentes contribue à la fermeté des cours.

S'agissant des cours des jeunes bovins, en retrait en début

Tableau 1

Recul de la consommation apparente de viande bovine en poids

	2021	2021/2020	2021/Moyenne 2016-2020
	Millier de tec*		%
Abattages bovins (a)	1 064	-0,2	-1,1
Importations de viande bovine (b)	214	7,3	-3,9
Exportations de viande bovine (c)	161	10,3	4,3
Consommation apparente (a+b-c)	1 120	-0,3	-2,5

* tec : tonne-équivalent-carcasse

Source : Agreste - cumul de janvier à septembre

d'année, ils dépassent à partir de mars leurs niveaux de 2020 et de la moyenne quinquennale.

Sur les neuf premiers mois de 2021, les cours des veaux de boucherie sont fermes. Ils dépassent de 33 cts/kg de carcasse leur niveau bas de 2020 et de 4 cts/kg la moyenne quinquennale. Dans un contexte d'offre limitée, la demande, même modérée, permet de soutenir les cours.

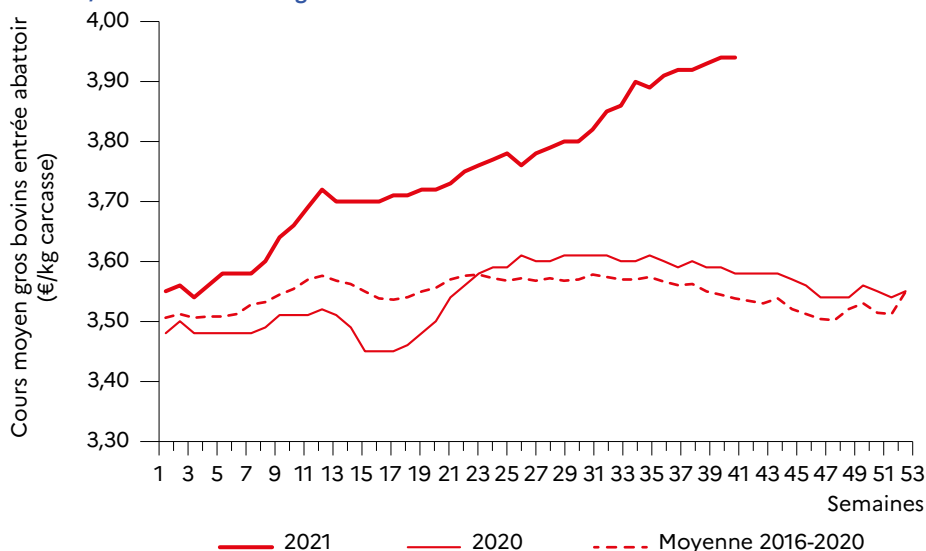
Reprise des exportations de bovins maigres

Sur les neuf premiers mois de 2021, les exportations totales de bovins maigres (ou broutards) repartent à la hausse, dépassant de 2,2 % leur niveau de 2020 et de 1,8 % celui de la période 2016-2020 (graphique 4). Elles restent toutefois inférieures au niveau de 2019.

Le marché des broutards regroupe deux types d'animaux : les broutards légers, dont le poids vif est compris entre 160 et 300 kg, et les broutards lourds (mâles ou femelles), de plus de 300 kg. Les évolutions sont disparates selon ces catégories et les pays (annexe). Destinataire de 80 % des volumes de broutards exportés, l'Italie reste le principal débouché pour la France. Ce marché semble toutefois marquer le pas en 2021 pour les bovins mâles lourds (- 4,9 % sur la période) au profit d'animaux plus légers (+ 12,8 % de génisses dites lourdes et + 6,3 % pour les broutards dits légers). Les ventes à destination des marchés espagnol et algérien redémarrent sans retrouver cependant leur niveau d'avant crise.

Graphique 6

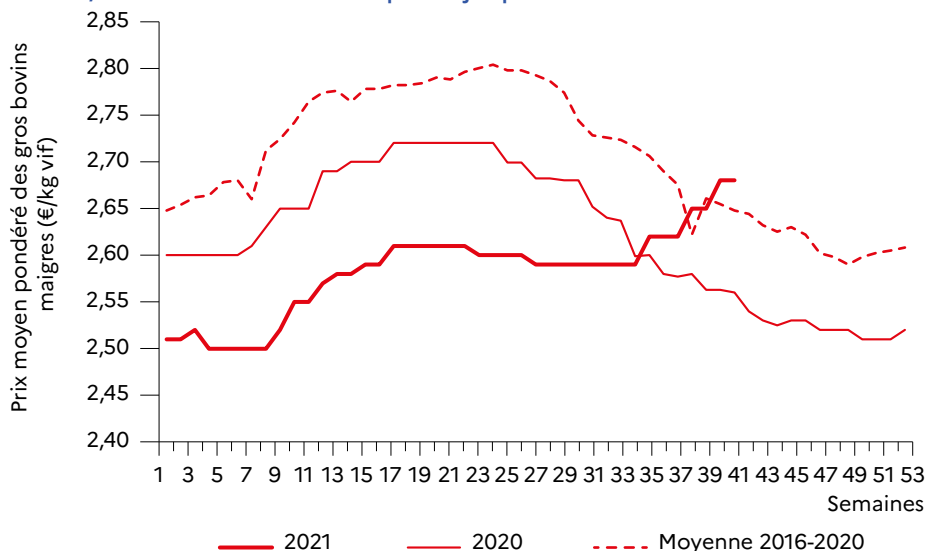
En 2021, envolée des cours gros bovins



Source : FranceAgriMer

Graphique 7

En 2021, des cours des broutards déprimés jusqu'en août



Source : FranceAgriMer

Sur les neuf premiers mois de 2021, les cours des bovins maigres sont inférieurs de 10 cts/kg de carcasse en moyenne à ceux de 2020 et de 4,4 % à la période 2016-2020 (graphique 7). En retrait

durant la plus grande partie de l'année, ils augmentent à partir de fin août et dépassent leurs niveaux de 2020 et ceux de la moyenne quinquennale à partir de fin septembre.

Annexe - Bovins

Production

	Abattages			Exportations animaux finis			Importations animaux finis			Production bovins finis		
	2021	2021/2020 (%)	2021/Moy 2016-2020 (%)	2021	2021/2020 (%)	2021/Moy 2016-2020 (%)	2021	2021/2020 (%)	2021/Moy 2016-2020 (%)	2021	2021/2020 (%)	2021/Moy 2016-2020 (%)
en têtes												
TOTAL BOVINS	3 312 486	-0,2	-2,8	38 615	+3,7	-11,4	41 611	+2,4	+42,8	3 309 490	-0,2	-3,3
Veaux de boucherie	868 704	-0,5	-5,1	7 336	-29,9	-35,2	38 801	+0,5	+50,3	837 239	-0,9	-7,0
GROS BOVINS	2 443 782	-0,1	-1,9	31 279	+16,8	-3,0	2 810	+40,4	-15,8	2 472 251	+0,0	-1,9
Vaches	1 186 153	-2,0	-2,2	2 456	-7,2	-35,1	1 281	-1,5	+18,7	1 187 328	-2,0	-2,3
Génisses	465 090	+1,5	+3,2	5 372	-8,9	+27,2	0	-100,0	-100,0	470 462	+1,4	+3,4
Gros bovins mâles	792 539	+1,9	-4,3	23 451	+28,7	-3,3	1 529	+121,9	-32,1	814 461	+2,4	-4,2
en tec												
TOTAL BOVINS	1 064 368	-0,2	-1,1	8 166	+10,9	-11,1	5 665	+5,4	+53,0	1 066 869	-0,1	-1,3
Veaux de boucherie	127 897	-0,5	-3,1	911	-33,3	-36,0	4 905	+0,6	+70,4	123 903	-0,9	-5,1
GROS BOVINS	936 471	-0,2	-0,8	7 255	+21,0	-6,5	760	+52,4	-7,8	942 966	-0,0	-0,8
Vaches	436 125	-1,9	-0,9	657	+4,5	-28,0	327	-4,7	+14,5	436 455	-1,9	-1,0
Génisses	169 438	+0,9	+3,8	1 198	-2,3	+32,7	0	-100,0	-100,0	170 637	+0,9	+3,9
Gros bovins mâles	330 907	+1,6	-2,8	5 400	+30,3	-9,1	433	+179,6	-19,5	335 875	+1,9	-2,9

Sources : Agreste, DGDDI - données de janvier à septembre

Exportations françaises de viande bovine (avec onglet et hampe)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	21/20 (%)
Millier de tec							
Monde	173,7	173,6	177,8	166,2	161,2	177,9	+10,3
Italie	60,7	57,2	56,0	51,7	49,8	47,6	-4,4
Grèce	34,8	33,3	33,7	33,2	29,2	28,1	-3,9
Allemagne	33,9	33,3	32,9	30,6	31,8	32,9	+3,6
Autres pays	44,3	49,7	55,2	50,7	50,4	69,3	+37,4
Million d'euros							
Monde	715	726	760	720	685	776	+13,3
Italie	277	271	263	247	234	236	+0,9
Grèce	125	120	128	124	110	106	-4,1
Allemagne	143	142	145	139	143	158	+10,8
Autres pays	170	193	225	209	198	276	+39,4

Sources : Agreste, DGDDI - données de janvier à septembre

Importations françaises de viande bovine (avec onglet et hampe)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	21/20 (%)
Millier de tec							
Monde	245	240	247	255	216	231	+7,3
Pays-Bas	59	57	60	62	53	56	+6,2
Allemagne	43	43	44	43	30	30	-0,3
Irlande	44	42	41	45	41	43	+5,3
Pologne	19	22	26	22	22	25	+12,2
Autres pays	81	77	76	83	70	77	-17,1
Million d'euros							
Monde	990	983	1 042	1 083	914	1 043	+14,1
Pays-Bas	253	249	263	282	234	270	+15,3
Allemagne	169	169	169	166	116	118	+1,7
Irlande	153	149	159	173	162	179	+11,0
Pologne	50	61	79	69	70	84	+19,2
Autres pays	364	356	373	391,8	333	392	+17,9

Sources : Agreste, DGDDI - données de janvier à septembre

Exportations françaises de broutards

Millier de têtes		2016	2017	2018	2019	2020	2021	21/20 (%)
Monde	Broutards légers	176	209	189	177	130	130	-0,7
	Broutards femelles lourds	158	186	181	193	158	178	12,9
	Broutards mâles lourds	444	430	467	482	531	529	-0,3
	TOTAL	779	826	837	852	819	837	2,2
dont Italie	Broutards légers	73	89	71	69	53	56	6,3
	Broutards femelles lourds	150	182	177	189	153	173	12,8
	Broutards mâles lourds	380	372	400	405	464	441	-4,9
	TOTAL	603	643	648	663	670	669	0,0
dont Espagne	Broutards légers	71	113	111	100	70	67	-4,3
	Broutards femelles lourds	4	2	3	3	2	4	88,8
	Broutards mâles lourds	15	16	22	18	17	19	11,0
	TOTAL	90	131	136	120	89	90	0,6

Sources : Agreste, DGDDI - données de janvier à septembre

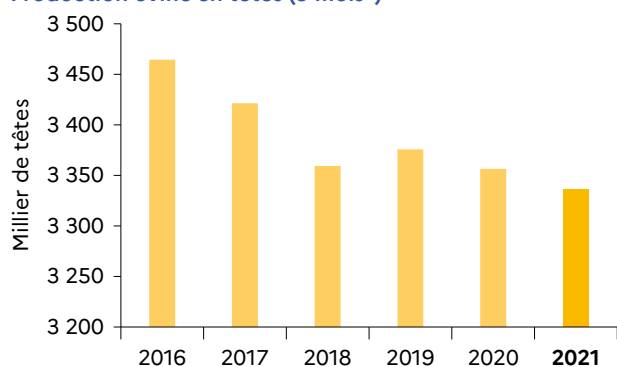
Ovins

Sur les neuf premiers mois de 2021, la production ovine recule de 0,6 % en nombre de têtes mais augmente de 1,4 % en poids sur un an. Les abattages d'agneaux sont en hausse en nombre de têtes alors que ceux d'ovins de réforme sont stables. Les importations d'agneaux vivants progressent, permettant ainsi de compléter l'offre lors des fêtes pascales, du Ramadan et de l'Aïd-El-Kébir. Les importations de viande ovine destinées au marché intérieur reculent pour la deuxième année consécutive. Dans ces conditions d'offre limitée et de tension sur les marchés mondiaux et européens, les cours de l'agneau français atteignent des niveaux particulièrement élevés, malgré le repli de la consommation de viande en France.

Principaux indicateurs

Graphique 1

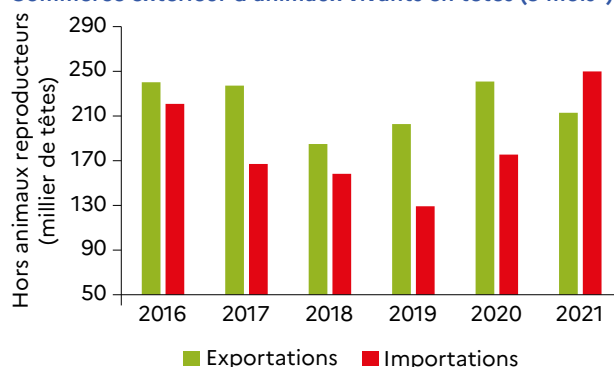
Production ovine en têtes (9 mois*)



Source : Agreste

Graphique 2

Commerce extérieur d'animaux vivants en têtes (9 mois*)

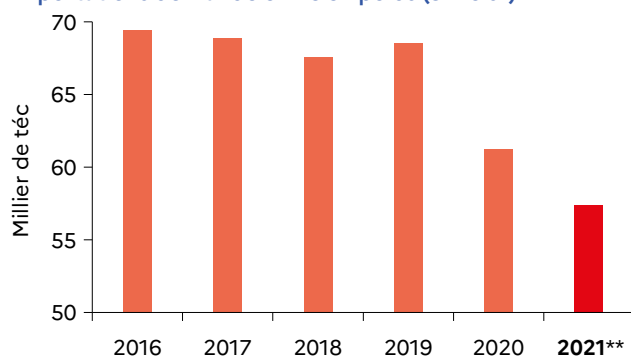


Source : DGDDI

* sur les 9 premiers mois de chaque année

Graphique 3

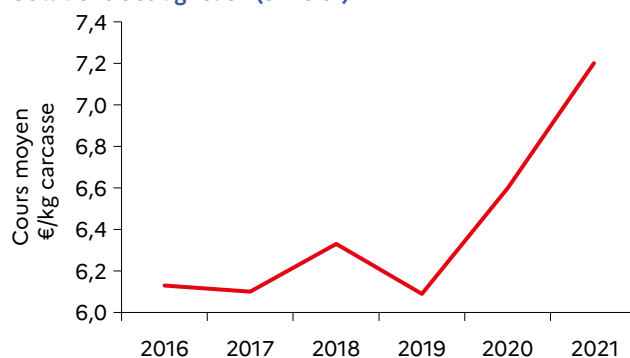
Importations de viande ovine en poids (9 mois*)



Sources : Agreste, DGDDI
** Après estimation des ré-exportations

Graphique 4

Cotations des agneaux (9 mois*)



Source : FranceAgriMer

En 2021, léger recul de la production ovine

La production ovine française recule en 2021, pour la deuxième année consécutive (graphique 1). Sur les neuf premiers mois de l'année, la baisse est de 0,6 % en nombre de têtes (annexe Ovins). La production est davantage

orientée vers l'intérieur : hausse des abattages et des importations d'animaux vivants, recul des exportations d'animaux. En revanche, la production dépasse de 1,4 % celle de 2020, en poids.

En cumul depuis janvier 2021, les abattages d'ovins dépassent de 2,5 % en nombre de têtes et

de 2,9 % en poids, leurs niveaux de 2020. Cette hausse est portée principalement par les agneaux, dont les abattages sont majoritaires par rapport au total. Les abattages connaissent les hausses saisonnières habituelles liées aux fêtes de Pâques, du Ramadan et de l'Aïd-El-Kébir. Par rapport à la période 2016-2020, les

abattages d'agneaux s'accroissent de 1,7 % en nombre de têtes (+ 50 000 animaux). Ceux d'ovins de réforme reculent de 5,0 %, soit 22 000 têtes de moins.

La croissance des abattages s'inscrit dans un contexte de repli généralisé des effectifs de femelles reproductrices dans les exploitations françaises et dans les principaux pays producteurs de l'Union européenne (UE). Ainsi, entre 2010 et 2020, les effectifs reproducteurs d'ovins dans les principaux pays producteurs européens reculent de près de 3,5 millions de têtes. En France, cinquième pays de l'UE pour son cheptel ovin, ce repli atteint 690 000 têtes sur la période. Cette situation conduit à un recul du nombre de naissances et à un déficit d'offre de viande ovine sur le marché européen. Dans le même temps, la demande mondiale est soutenue par la hausse des importations asiatiques.

Ovins vivants : hausse des importations et recul marqué des exportations

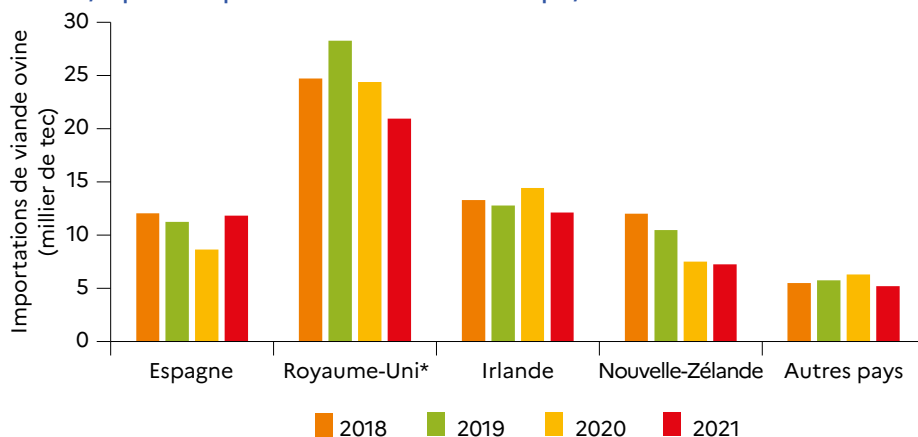
Sur les neuf premiers mois de 2021, les importations d'ovins vivants augmentent de 42,3 % sur un an, après une hausse de 36,0 % en 2020 (graphique 2). Cette forte progression concerne à près de 90 % des achats d'agneaux et contribue à compléter l'offre d'agneaux français. Traditionnellement limitées sur les deux premiers mois de l'année, les importations s'accroissent fortement à l'approche de Pâques, du Ramadan et de la fête de l'Aïd-El-Kébir.

Les agneaux proviennent à 70 % d'Espagne, qui triple ses ventes vers la France et désengorge ainsi son propre marché confronté aux nouvelles mesures sanitaires mises en place par ses clients du pourtour méditerranéen.

Les exportations d'ovins vivants reculent de 11,6 % par rapport à 2020, après avoir augmenté lors des trois dernières années. Parmi les agneaux du bassin laitier de

Graphique 5

En 2021, repli des importations de viande britannique, néo-zélandaise et irlandaise



Sources : Agreste, DGDDI - de janvier à septembre

* Après estimation de la viande réexportée

Lacaune, ceux qui n'ont pu être exportés au 1^{er} trimestre sont engraisés puis abattus sur le marché français, comblant ainsi en partie le déficit d'agneaux issus du cheptel allaitant. Les envois vers l'Italie et la Grèce progressent tandis qu'ils se contractent vers l'Espagne.

Viande ovine : une hausse des importations en « trompe l'œil »

Sur les neuf premiers mois de 2021, les importations totales de viande ovine dépassent de 25 % le niveau de 2020 qui avait été fortement impacté par la Covid-19. Alors que la France exporte chaque année peu de viande ovine, les exportations augmentent fortement à partir de février 2021, passant de 6 700 tonnes-équivalent-carcasse (tec) sur neuf mois, à près de 26 500 tec, en moyenne sur la période 2016-2020. Cette hausse est toutefois en « trompe l'œil ». En effet, une grande partie de l'augmentation s'expliquerait par les volumes de viande ovine en provenance du Royaume-Uni, transitant par la France avant d'être réexpédiés vers la Belgique, l'Allemagne et les Pays-Bas. Jusqu'en 2020, ces pays importaient directement de la viande ovine du Royaume-Uni. Après exclusion des volumes réexportés (estimés à 19 700 tec), les importations de viande ovine destinées au marché français se replieraient finalement de 6,3 % sur un an (graphique 3).

En 2021, les importations de viande ovine diminuent en provenance des principaux pays partenaires, à l'exception de la viande espagnole qui retrouve son niveau de 2018 (graphique 5). Après la hausse de 2019, les achats en provenance du Royaume-Uni reculent pour la seconde année consécutive.

En 2021, nouveau repli de la consommation de viande ovine

Sur les neuf premiers mois de 2021, la baisse des importations de viande ovine sur le marché français s'inscrit dans un contexte de repli de la consommation totale (- 2,7 % sur an). Initiée en 2020 par la profession, la démarche de mise en avant de l'agneau français a permis de diminuer la part de la viande importée dans la consommation totale qui passe ainsi de 51,2 % en 2020 à 49,3 % en 2021.

Au sein de la consommation totale, les achats des ménages en grandes et moyennes surfaces reculent légèrement (- 0,4 % sur les neuf premiers mois de 2021 par rapport à l'an dernier). La baisse de la consommation concernerait alors surtout les industries agroalimentaires et la restauration hors domicile.

Des cours au plus haut depuis 20 ans

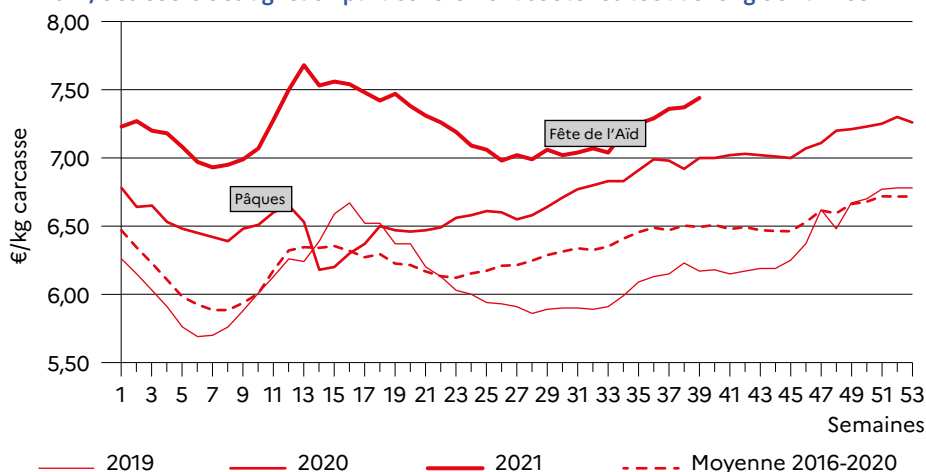
En moyenne sur les neuf premiers mois de 2021, le cours de l'agneau dépasse de 62 cts/kg de carcasse le

niveau de 2020 et de 98 cts/kg de carcasse celui de la moyenne 2016-2020 (*graphique 4*). Tout au long de 2021, le cours reste nettement supérieur à celui de l'an dernier (*graphique 6*).

Aux niveaux européen et mondial, l'offre limitée et la forte demande asiatique s'accompagnent de la hausse des cours. En France, la baisse du cheptel ovin combinée à un repli des importations de viande soutient les prix même si la demande est peu active en dehors des périodes des fêtes religieuses traditionnelles (Pâques, Ramadan et Aïd-El-Kébir).

Graphique 6

En 2021, des cours des agneaux particulièrement soutenus tout au long de l'année



Source : FranceAgriMer

Annexe - Ovins

Production ovine, commerce extérieur d'animaux vivants et abattages

	Abattages			Exportations animaux vivants			Importations animaux vivants			Production Ovins		
	2021	2021/2020 (%)	2021/Moy. 2016-2020 (%)	2021	2021/2020 (%)	2021/Moy. 2016-2020 (%)	2021	2021/2020 (%)	2021/Moy. 2016-2020 (%)	2021	2021/2020 (%)	2021/Moy. 2016-2020 (%)
en têtes												
Total OVINS	3 373 047	+ 2,5	+ 0,9	213 143	- 11,6	- 3,8	250 147	+ 42,3	+ 46,8	3 336 043	- 0,6	- 1,8
Agneaux	2 961 316	+ 2,9	+ 1,7	156 016	- 7,0	- 8,9	201 916	+ 21,2	+ 32,0	2 915 416	+ 1,2	- 0,5
Ovins de réforme	411 731	- 0,1	- 5,0	57 127	- 22,1	+ 13,6	48 231	+ 424,3	+ 176,9	420 627	- 11,7	- 9,8
en tec												
Total OVINS	65 806	+ 2,9	+ 1,7	2 760	- 15,9	+ 6,1	3 057	+ 15,6	+ 28,9	65 510	+ 1,4	+ 0,9
Agneaux	54 582	+ 3,3	+ 2,6	1 290	- 5,6	- 1,0	2 847	+ 17,3	+ 48,3	53 025	+ 2,4	+ 0,9
Ovins de réforme	11 224	+ 1,1	- 2,5	1 470	- 23,3	+ 13,3	210	- 3,7	- 53,7	12 485	- 2,4	+ 1,0

Sources : Agreste, DGDDI (Douanes)
Données de janvier à septembre

Abattages - Exportations et importations d'ovins vivants par année

	Abattages (millier de têtes)			Abattages (millier de tec)		
	Ovins	Agneaux	Ovins de réforme	Ovins	Agneaux	Ovins de réforme
2016	3 445,3	3 009,9	435,4	66,4	54,8	11,6
2017	3 351,4	2 906,3	445,0	64,6	52,9	11,7
2018	3 332,8	2 886,8	446,0	64,4	52,5	11,9
2019	3 302,2	2 873,8	428,4	64,0	52,8	11,2
2020	3 291,2	2 878,9	412,2	64,0	52,9	11,1
2021	3 373,0	2 961,3	411,7	65,8	54,6	11,2

Source : Agreste

	Exportations d'ovins vivants (millier de têtes)			Exportations d'ovins vivants (millier de tec)		
	Total Ovins	Agneaux jusqu'à l'âge d'1 an, vivants	Ovins de plus d'1 an vivants	Total Ovins	Agneaux jusqu'à l'âge d'1 an, vivants	Ovins de plus d'1 an vivants
2016	240,6	200,4	40,2	2,7	1,5	1,2
2017	237,6	187,3	50,3	2,6	1,4	1,2
2018	185,1	144,0	41,1	2,0	1,0	1,0
2019	202,9	156,5	46,4	2,4	1,2	1,2
2020	241,1	167,7	73,4	3,3	1,4	1,9
2021	213,1	156,0	57,1	2,8	1,3	1,5

Sources : Agreste, Douanes (DGDDI)

	Importations d'ovins vivants (millier de têtes)			Importations d'ovins vivants (millier de tec)		
	Total Ovins	Agneaux jusqu'à l'âge d'1 an, vivants	Ovins de plus d'1 an vivants	Total Ovins	Agneaux jusqu'à l'âge d'1 an, vivants	Ovins de plus d'1 an vivants
2016	221,2	192,5	28,7	3,0	2,3	0,8
2017	167,3	148,1	19,3	2,2	1,6	0,6
2018	158,5	142,1	16,3	2,1	1,7	0,4
2019	129,3	115,7	13,5	1,9	1,6	0,3
2020	175,8	166,6	9,2	2,6	2,4	0,2
2021	250,1	201,9	48,2	3,1	2,8	0,2

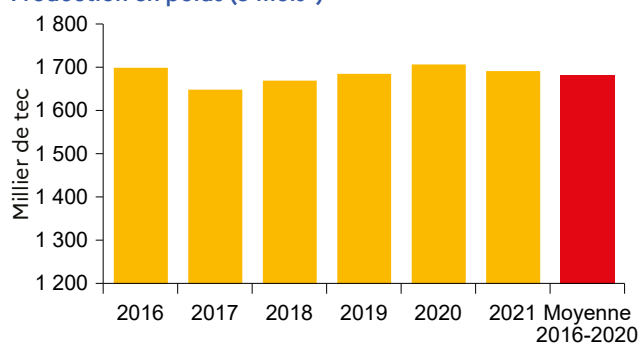
Sources : Agreste, Douanes (DGDDI)

Porcins

En 2021, l'offre de viande porcine est quasiment stable en France quand elle augmente dans l'Union européenne. Face à la peste porcine africaine qui sévit en Allemagne et à l'encombrement du marché européen, la hausse de la demande asiatique représente un appel d'air pour la France et les autres pays européens. Néanmoins, le ralentissement de la demande chinoise depuis le printemps impacte fortement l'Espagne, provoquant un retournement progressif du marché. Très fermes au printemps sous l'effet du creux saisonnier de l'offre et la reprise de la demande, les cours du porc baissent à compter de juillet. En 2021, le coût des intrants s'accroît. Malgré la réouverture de la restauration hors foyer, la consommation française de viande porcine s'établit à un niveau bas.

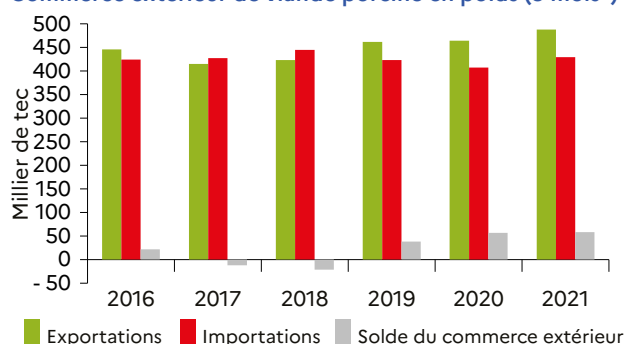
Principaux indicateurs

Graphique 1
Production en poids (9 mois*)



Source : Agreste

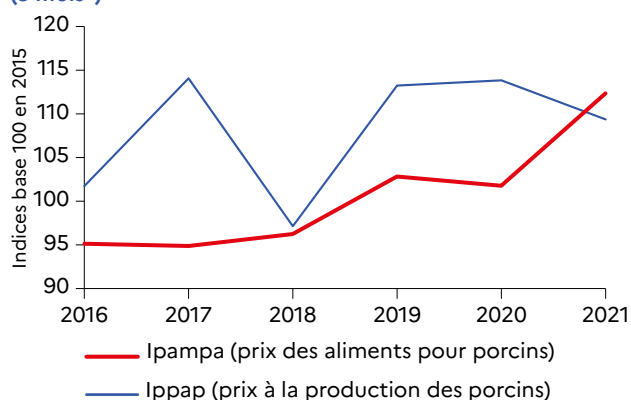
Graphique 2
Commerce extérieur de viande porcine en poids (9 mois*)



Source : DGDDI

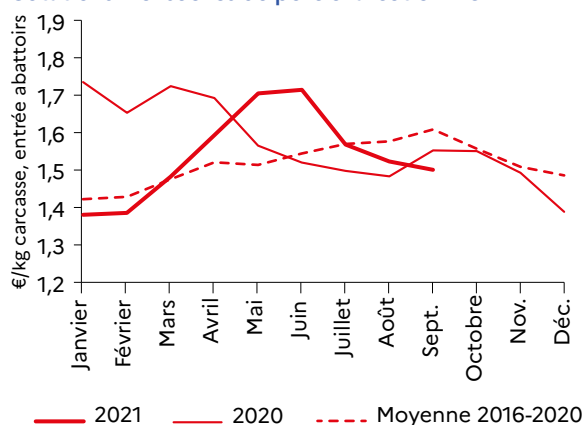
* sur les 9 premiers mois de chaque année

Graphique 3
Prix à la production du porc et coût des aliments pour porcins (9 mois*)



Sources : Insee, Agreste
** Après estimation des ré-exportations

Graphique 4
Cotations mensuelles du porc charcutier E+S



Source : RNM-FranceAgriMer

Léger recul de la production porcine française

Sur les neuf premiers mois de 2021, la production porcine française (abattages corrigés du commerce extérieur des animaux vivants) recule en nombre de têtes, comparée à la moyenne

2016-2020 (- 0,7 %) et sur un an (- 0,9 %) (graphique 1 - annexe Porcins), dans un contexte de baisse des effectifs de truies dans les élevages. Le poids des porcs augmente toutefois ces dernières années afin de maintenir les disponibilités de viandes destinées à l'exportation. L'allongement de

la durée d'engraissement au cours des trois dernières années apporte ainsi un gain de 1,2 kg pour les carcasses de porcs charcutiers.

Après une année 2020 marquée par une forte hausse (+ 34 % sur les neuf premiers mois), les exportations de porcs vivants

reculent en 2021 sur la même période (- 32 %). Les échanges retrouvent des niveaux plus habituels.

Quasi-stabilité des abattages

Les abattages de porcins sont quasiment stables par rapport à ceux de 2020 (respectivement + 0,2 % en nombre de têtes et + 0,3 % en poids) (*annexe*). Cette situation s'inscrit dans un contexte d'abondance de l'offre de viande disponible sur le marché européen et de demande asiatique soutenue (*encadrés 1 et 2*).

Encadré 1

En 2021, les besoins de l'Asie en viande porcine restent importants

Depuis 2018, la peste porcine africaine (PPA) s'est répandue dans plus de 30 pays d'Asie, dont certains sont des producteurs ou des consommateurs majeurs de viande de porc. En Chine, la PPA aurait réduit de 40 % le cheptel porcin. Premier importateur mondial de viande porcine, le pays accroît fortement ses achats, notamment auprès de l'Union européenne (UE), pour satisfaire sa demande intérieure. L'importance des besoins chinois combinée aux restrictions à l'exportation qui affectent d'importants pays producteurs européens également touchés

par la PPA (Allemagne, Pologne) bouleverse les circuits et les équilibres commerciaux depuis 2020, ouvrant pour les pays indemnes de PPA de nouvelles perspectives, et générant pour les autres des difficultés d'écoulement. Selon le Ministère américain de l'agriculture (USDA), la production chinoise augmenterait de plus de 25 % en 2021, accompagnant ainsi une nette hausse de la consommation. Parallèlement, les importations de la Chine reculeraient de près de 15 % par rapport au niveau record de 2020, tout en restant à un niveau élevé.

Encadré 2

Abondance de l'offre dans l'UE dans un contexte de peste porcine africaine en Allemagne

Sur les huit premiers mois de 2021, les abattages porcins en Europe augmentent de 2,9 % en poids, après -0,3 % en 2020. Cette hausse masque cependant des disparités entre pays. Avec le développement de ses capacités d'abattage et son orientation accrue vers le grand export depuis 2019, l'Espagne augmente ses abattages en 2021 (+ 2,7 %), devenant ainsi le premier producteur européen. En revanche, l'Allemagne, impactée par la PPA depuis septembre 2020, réduit son cheptel et par conséquent ses abattages (- 1,6 %). Suite à l'embargo imposé par certains pays asiatiques, le pays est confronté à une crise de débouchés. Malgré la réorientation d'une partie de sa viande porcine vers

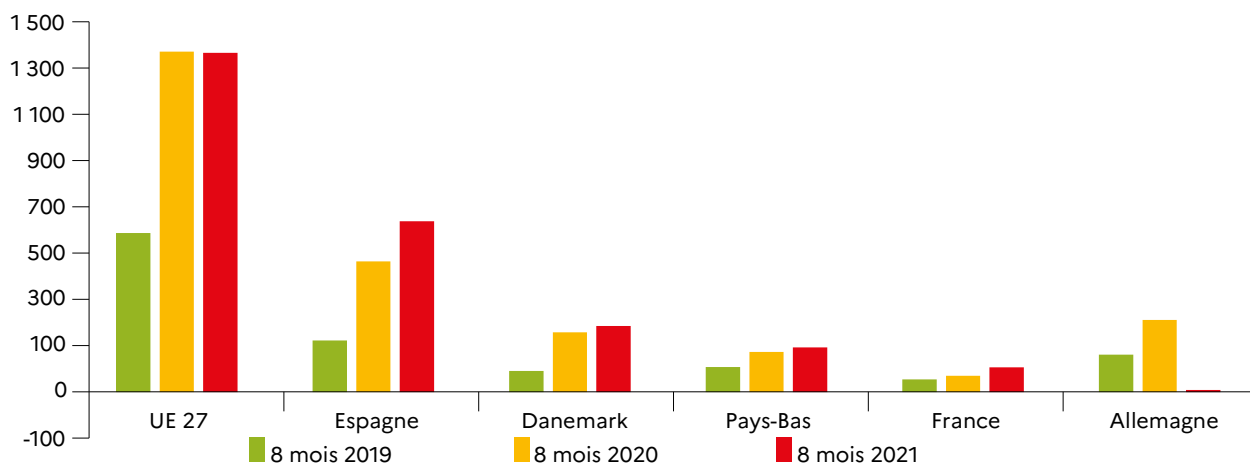
Hong Kong, l'Allemagne se tourne massivement vers le marché communautaire. Cette situation accroît la concurrence entre États membres malgré l'appel d'air représenté par la demande asiatique depuis 2019.

En 2021, le marché porcine européen reste fortement dépendant de la demande asiatique. Sur les huit premiers mois, l'UE exporte 1,4 million de tonnes de viande porcine vers la Chine (*graphique 5*). L'Espagne reste le premier fournisseur de la Chine (700 milliers de tonnes), devant les États-Unis. En 2021, elle reprend même à l'Allemagne plus de la moitié de ses parts de marché en Chine.

Graphique 5

Hausse en volume des exportations espagnoles de viande porcine vers la Chine

1 000 tonnes



Source : Eurostat

Légère hausse de l'excédent en volume et réduction du déficit en valeur

Excédentaire depuis 2019, le solde des échanges extérieurs de viande porcine s'accroît très légèrement en 2021, à 58,5 milliers de tec sur neuf mois, après 56,8 milliers de tec en 2020 (*graphique 2 - annexe*). Jusqu'en avril, le solde est fortement excédentaire, à la faveur d'exportations soutenues vers l'Asie. À compter de mai, la balance commerciale se dégrade, les exportations vers la Chine ralentissant tandis que les importations européennes augmentent.

En valeur, le solde reste déficitaire même s'il se réduit sur an (- 142 M€ en 2021, - 197 M€ en 2020), sous l'effet de la baisse plus marquée des importations que des exportations.

Les exportations françaises restent portées par la demande asiatique

Sur les neuf premiers mois de 2021, les exportations françaises en poids de viande et graisse porcines augmentent de 5,1 % par rapport à 2020, portées par l'essor de la demande asiatique, notamment chinoise (+ 35,1 %, après + 35,3 % en 2020) (*graphique 2 - annexe*). Comparés à la moyenne 2016-2020, les volumes augmentent de 10,4 %.

Le dynamisme des ventes vers l'Asie (+ 36 % sur un an) compense nettement le recul observé vers l'Union européenne (- 5,7 % sur un an), notamment vers l'Italie (- 20,5 %) qui s'approvisionne davantage en viande porcine allemande, moins chère. Historiquement première destination, l'Italie ne représente plus que 12,7 % des exportations françaises en volume, soit sept points de moins qu'en 2018. Le marché chinois absorbe désormais 25 % des exportations françaises, soit trois fois plus qu'en 2018. Un certain ralentissement des exportations françaises vers la Chine s'opère

Encadré 3

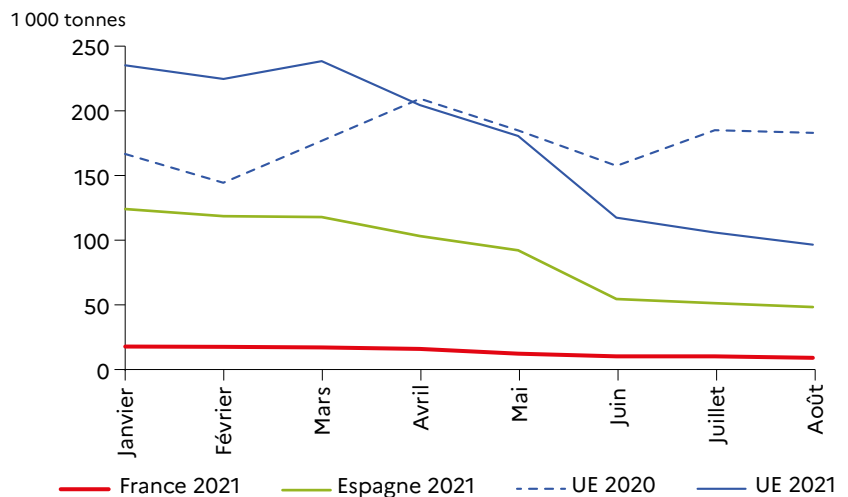
Retournement du marché mondial depuis le printemps 2021

À compter de mars 2021, la Chine ralentit ses achats mondiaux, notamment en provenance de l'UE (*graphique 6*). Les déréférencements d'opérateurs par la Chine contribuent à saturer progressivement le marché européen. En raison

de sa forte dépendance au marché chinois, l'Espagne est particulièrement touchée. Les stocks espagnols non écoulés en Asie s'ajoutent aux volumes allemands, perturbant davantage encore le marché européen.

Graphique 6

Baisse en volume des exportations européennes vers la Chine



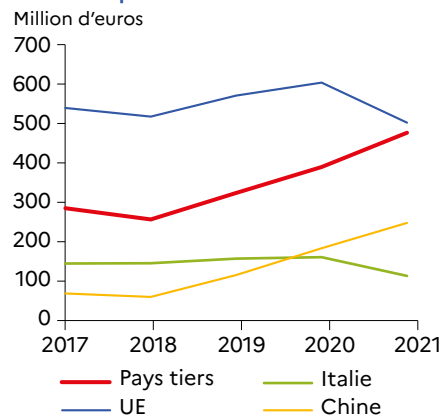
Source : Eurostat

à partir du printemps 2021 (*encadré 3*).

En valeur, les exportations reculent de 0,8 % en 2021, sous l'effet de la chute des prix dans l'UE, tandis qu'elles progressent vers les pays tiers (*graphique 7*).

Graphique 7

Baisse en valeur des exportations françaises de viande porcine vers l'UE



Source : DGDDI

Les produits porcins vendus à l'UE perdent 23 cts d'€ par kilo, tandis qu'ils augmentent de 3 cts d'€ par kg vers les pays tiers. La valeur des exportations vers les pays tiers rejoint quasiment celle vers l'UE. Dans ce contexte, la Chine devient le 1^{er} client de la France, devant l'Italie.

Reprise des importations

En 2021, les importations françaises de viande et graisse porcines augmentent de 5,4 % en volume sur un an, après le recul de 2020 à la suite de la fermeture de la restauration hors domicile et du ralentissement de l'activité de l'industrie agro-alimentaire, principaux usagers des produits importés (*graphique 2 - annexe*). Premier pays fournisseur de la France, l'Espagne réduit ses volumes envoyés vers la France

(- 5,7 % après - 6,0 % en 2020) au profit de l'Asie. Dans le même temps, la France augmente de 20 % ses achats à l'Allemagne et multiplie par 5,7 ses importations en provenance du Royaume-Uni.

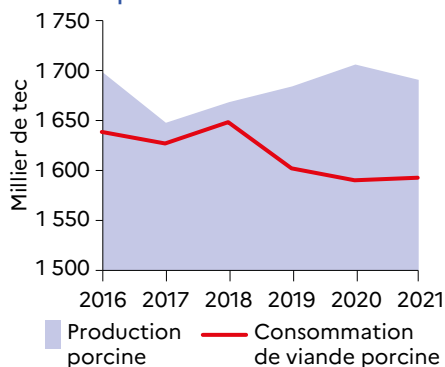
En valeur, les importations françaises reculent de 5,2 %, compte tenu de la chute des cours européens. Cette baisse plus marquée que celle des exportations est toutefois à nuancer au regard du niveau exceptionnellement élevé des cours européens début 2020.

Stabilisation de la consommation française

En 2021, la consommation globale de viande de porc (à domicile et hors domicile) est quasiment stable (+ 0,2 %), après deux années consécutives de baisse (*graphique 8 – annexe*). La relance de la consommation hors foyer à la suite de la réouverture des restaurants permet de compenser le recul de la consommation à domicile : - 6,1 % pour le porc frais (après + 6,8 % en 2020) et - 2,8 % pour les charcuteries (après + 5,0 %).

Le niveau de la consommation totale de viande de porc reste toutefois bas au regard de la production porcine.

Graphique 8
Quasi-stabilité de la consommation de viande porcine



Sources : Agreste, DGDDI

Des cours du porc proches de la moyenne 2016-2020

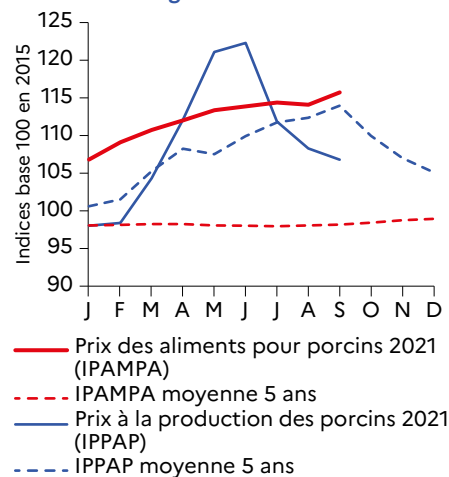
En 2021, le cours du porc charcutier, entrée abattoirs, s'établit à 1,54 €/kg en moyenne, en baisse de 6 cts d'€/kg par rapport à 2020 (*graphique 4*). L'envolée des cours de mars à juin, lié au niveau soutenu des débouchés chinois et au creux saisonnier de l'offre ne suffit pas à compenser les niveaux bas des cours des autres mois. À partir de fin juin, les cours chutent, sous l'effet du ralentissement de la demande accrue entre États membres sur le marché européen. En août et septembre, les cours sont bas.

Comparés à la moyenne sur les cinq dernières années, les cours sont en hausse de 2 cts d'€/kg.

Le prix de l'aliment s'envole

En 2021, le prix de l'aliment pour porcins est en hausse de 10,4 % sur un an, conséquence de l'envolée des cours mondiaux des céréales et oléagineux, favorisée par la forte demande chinoise (*graphique 3*). Cette hausse ne fait que prolonger celle du coût des intrants (énergie, aliments et engrais) observée depuis octobre 2020. Comparé à la moyenne sur cinq ans, le prix de l'aliment est très ferme (+ 14,4 %) tandis que le prix à la production du porc est en retrait (- 6,3 %) (*graphique 9*).

Graphique 9
Le prix du porc baisse quand le coût de l'aliment augmente



Source : Insee

Annexe - Porcins

Abattages - production porcine en 2021

	Production porcine		Exportations animaux vivants		Importations animaux vivants		Abattages		Solde du commerce extérieur viande porcine		Consommation viande	
	2021	2021/ moy.2016-2020 (%)	2021	2021/ moy.2016-2020 (%)	2021	2021/ moy.2016-2020 (%)	2021	2021/ moy.2016-2020 (%)	2021	Moy 2016-2020	2021	2021/ moy.2016-2020 (%)
Porcins (1000 têtes)	17 791	- 0,7	427	- 7,2	97	- 18,2	17 461	- 0,6	-	-	-	-
Porcins (1000 tec)	1 689	+ 0,6	40	- 8,7	2	- 12,9	1 650	+ 0,8	58	+ 16,7	1 592	- 1,8

Sources : Agreste-DGDDI, données sur les 9 premiers mois

Production porcine et consommation de viande porcine de 2016 à 2021

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2021/2020 (%)	2021/2019 (%)
1000 têtes								
Production	18 187	17 639	17 851	17 951	17 950	17 791	- 0,9	- 0,9
Abattages	17 918	17 417	17 527	17 586	17 425	17 461	+ 0,2	- 0,7
1000 tec								
Production	1 697	1 646	1 667	1 683	1 704	1 689	- 0,9	+ 0,4
Abattages	1 659	1 614	1 626	1 640	1 646	1 650	+ 0,3	+ 0,6
Consommation de viande porcine	1 638	1 626	1 648	1 601	1 589	1 592	+ 0,2	- 0,6

Sources : Agreste-DGDDI, données sur les 9 premiers mois

Exportations françaises de viande porcine (hors abats)

	2021	2020	2021/2020	2021/2019	2021/ moy 2016-2020
Millier de tec					
Monde	489	465	+ 5,1	+ 5,6	+ 10,4
UE	267	283	- 5,7	- 7,9	- 3,7
Italie	62	78	- 20,5	- 22,2	- 17,2
Belgique	35	34	+ 0,7	+ 5,1	- 1,2
Espagne	36	28	+ 29,0	+ 35,2	+ 48,5
Allemagne	32	24	+ 31,4	+ 12,6	+ 25,4
Pays-Bas	23	27	- 14,1	+ 0,4	+ 19,7
Pays tiers	222	182	+ 21,9	+ 28,3	+ 34,0
Chine	116	86	+ 35,1	+ 82,8	+ 97,2
Royaume-Uni	30	32	- 6,3	- 12,6	- 11,3
Philippines	23	13	+ 70,3	+ 11,2	+ 28,2
Japon	13	13	- 3,3	- 10,7	- 4,1
Million d'euros					
Monde	1 015	1 023	- 0,8	+ 10,1	+ 16,0
UE	518	620	- 16,4	- 11,3	- 5,7
Italie	111	159	- 30,2	- 28,8	- 21,4
Belgique	93	103	- 9,0	+ 8,6	+ 2,0
Allemagne	82	77	+ 7,4	+ 10,3	+ 17,9
Espagne	52	47	+ 10,5	+ 15,3	+ 31,9
Pays-Bas	40	51	- 21,5	+ 5,7	+ 15,3
Pays tiers	497	403	+ 23,2	+ 46,9	+ 52,8
Chine	258	190	+ 35,5	+ 115,1	+ 129,3
Royaume-Uni	73	74	- 2,4	+ 3,7	+ 2,5
Japon	43	47	- 8,9	- 2,9	+ 2,2
Philippines	40	24	+ 63,3	+ 19,4	+ 44,8

Sources : Agreste, DGDDI - données sur les 9 premiers mois - y c. grasse

Importations françaises de viande porcines (hors abats)

	2021	2020	2021/2020	2021/2019	2021/ moy 2016-2020
Millier de tec					
Monde	430	408	+ 5,4	+ 1,4	+ 0,9
Pays tiers	20	7	+ 193,0	+ 112,1	+ 151,5
Royaume-Uni	16	3	+ 470,2	+ 409,0	+ 414,7
UE	410	401	+ 2,2	- 1,1	- 2,0
Espagne	194	206	- 5,7	- 11,3	- 12,9
Allemagne	90	75	+ 19,8	+ 21,4	+ 21,7
Italie	45	47	- 3,8	- 2,0	- 0,9
Belgique	39	36	+ 7,1	+ 3,9	+ 7,6
Million d'euros					
Monde	1 157	1 220	- 5,2	- 0,7	+ 1,7
Pays tiers	36	17	+ 117,0	+ 117,1	+ 123,2
Royaume-Uni	26	7	+ 293,8	+ 319,9	+ 394,8
UE	1 121	1 203	- 6,9	- 2,5	- 0,1
Espagne	510	584	- 12,7	- 8,2	- 7,4
Allemagne	216	226	- 4,5	+ 3,7	+ 5,8
Italie	209	199	+ 5,4	+ 8,4	+ 12,4
Belgique	93	98	- 4,5	+ 6,5	+ 15,1

Sources : Agreste-DGDDI, données sur les 9 premiers mois - y c. grasse

Solde du commerce extérieur de viande porcine (hors abats)

	2021	2020	2019	2018	Moy 2016-2020
Millier de tec					
Monde	58	57	38	-22	17
Million d'euros					
Monde	-142	-197	-244	-346	-263

Sources : Agreste-DGDDI, données sur les 9 premiers mois - y c. grasse

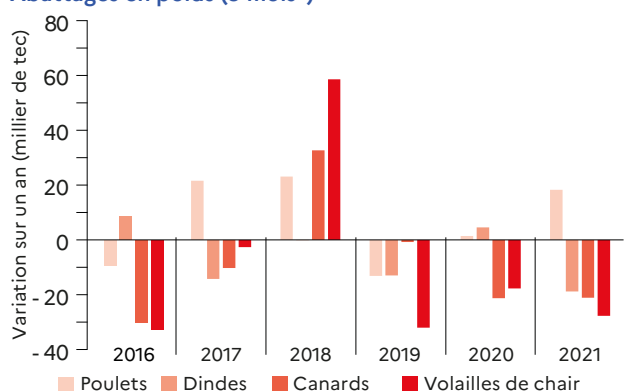
Volailles - Œufs

Sur les neuf premiers mois de 2021, les abattages de volailles reculent sur un an et par rapport à la moyenne 2016-2020. Impactées par différentes crises sanitaires (Covid-19 et Influenza aviaire), les productions de canards à rôtir et gras se réduisent fortement. La production de dindes se replie à son tour, après le rebond de 2020. *A contrario*, la production de poulets progresse en poids, stimulée par le dynamisme de la consommation française. La reprise de la restauration hors domicile et le reflux de la consommation des ménages s'accompagnent d'un rebond des importations de viande de volaille, en particulier de poulet. Dans le même temps, la progression des exportations de viande de poulet est moins marquée et le déficit des échanges extérieurs se creuse.

Principaux indicateurs

Graphique 1

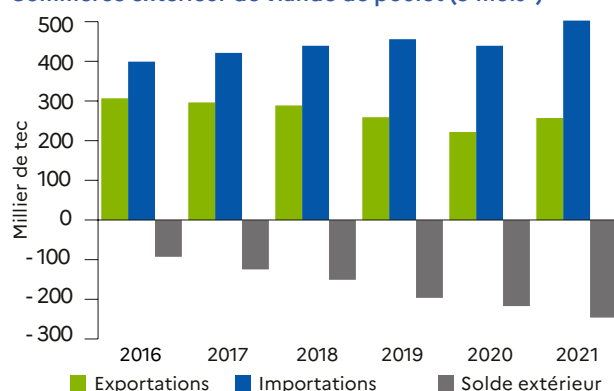
Abattages en poids (9 mois*)



Source : Agreste

Graphique 2

Commerce extérieur de viande de poulet (9 mois*)

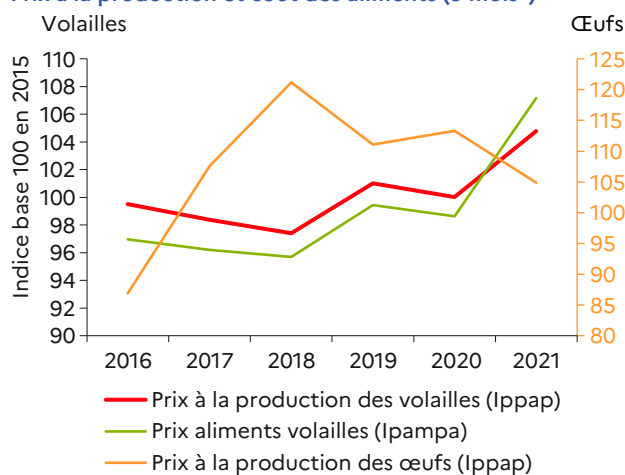


Source : DGDDI

* sur les 9 premiers mois de chaque année

Graphique 3

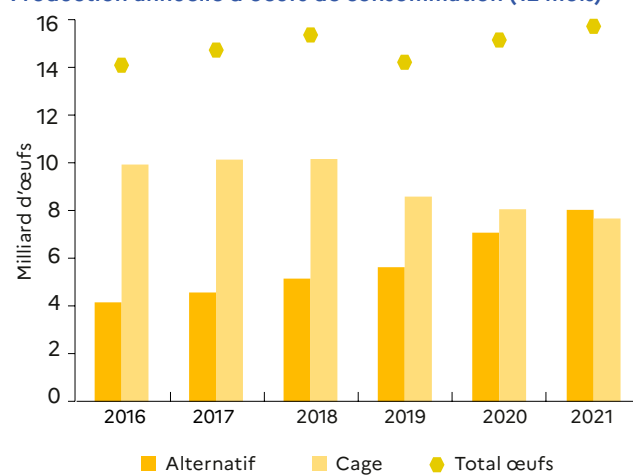
Prix à la production et coût des aliments (9 mois*)



Sources : Insee, Agreste

Graphique 4

Production annuelle d'œufs de consommation (12 mois)



Source : Modèle Itavi/SSP/CNPO V2, production intensive des élevages professionnels

En 2021, nouveau recul des abattages de volailles

Sur les neuf premiers mois de 2021, les abattages de volailles reculent de 2,2 % en tonnes-équivalent-carcasse (tec) par rapport à

2020 et de 3,1 % par rapport à la moyenne 2016-2020.

La baisse des abattages est plus marquée qu'en 2020 (*graphique 1 - annexe Volailles-Œufs*). Elle se caractérise par une chute au

1^{er} semestre dans les filières canards, et dans celles des dindes et pintades, déjà en situation de fragilité l'an dernier. Depuis l'été, l'activité semble s'orienter vers une sortie de crise pour les deux filières canards, tandis que les abattages

En 2021, les abattages de volailles diminuent dans l'UE

Sur les huit premiers mois de 2021, les abattages de poulets, dindes et canards reculent dans l'Union européenne (UE) (tableau 1). Ils fléchissent plus particulièrement en Espagne et Pologne, principaux pays producteurs de poulets en Europe.

Après le rebond de 2020, les abattages de dindes se replient fortement dans l'UE, la Pologne ayant été fortement touchée par l'Influenza aviaire hautement pathogène (IAHP) survenue en janvier 2020 dans l'est de l'UE. La production de canards repart à la hausse en Hongrie.

En 2020, les abattages de poulets dans l'UE à 27 représentaient 10 % de l'ensemble des abattages mondiaux de poulets. L'UE se situe ainsi derrière l'Asie (39 %), l'Amérique latine (20 %) et les États-Unis (17 %).

Poursuite de la hausse de la production mondiale

Selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), la hausse de la production mondiale de volailles devrait se poursuivre cette année (+ 1,1 % sur un an), portée par l'augmentation de la production asiatique. Les prix mondiaux enregistreraient également une nette hausse (+ 9,5 %).

Tableau 1

En 2021, baisse des abattages des viandes de volaille dans l'UE

Abattages (1000 t)	Poulet			Dinde			Canard		
	2021*	2021/20 %	2021/2019 %	2021*	2021/20 %	2021/2019 %	2021*	2021/20 %	2021/2019 %
UE 27	7 062	-1,1	-0,8	1 176	-6,7	-2,5	232	-1,4	-19,4
Pologne	1 350	-5,7	-3,0	233	-16,0	-7,7	41	-2,7	-2,7
Espagne	879	-6,0	-7,5	159	+ 6,6	+ 14,6	3	-8,1	-20,6
France	755	+ 1,6	+ 1,5	197	-7,1	-4,8	99	-19,5	-29,8
Allemagne	715	+ 0,8	+ 3,0	284	-8,1	-9,3	11	-8,3	-45,0
Italie	715	+ 0,9	+ 3,3	203	-3,2	+ 4,4	2	+ 78,3	+ 60,8
Hongrie	239	+ 4,5	+ 9,5	47	-11,0	-9,5	60	+ 61,8	-1,4
Bulgarie	59	+ 2,3	+ 0,0	0	+ 0,0	+ 0,0	11	+ 5,2	-7,4
Royaume-Uni *	1 131	-	-	88	-	-	17	-	-

Source : Eurostat - cumul 8 mois

* 2020 pour le Royaume-Uni

de poulets sont particulièrement dynamiques, portés par la croissance de la consommation.

Ce recul global sur l'année des abattages de volailles s'observe également dans les autres États membres de l'UE (encadré 1). À l'échelle mondiale, la situation est plus favorable, la production ayant continué d'augmenter en 2021.

Canards à rôti : des abattages à un niveau bas au 1^{er} semestre 2021

En 2021, les abattages de canards à rôti reculent de 3,5 % sur un an en nombre de têtes et de 19,0 % par rapport à la moyenne 2016-2020, conséquence, à la fois, d'une crise des débouchés à laquelle la filière est confrontée depuis 2019 et de la crise sanitaire en 2020 (graphique 5 - encadré 2). Quelques élevages de

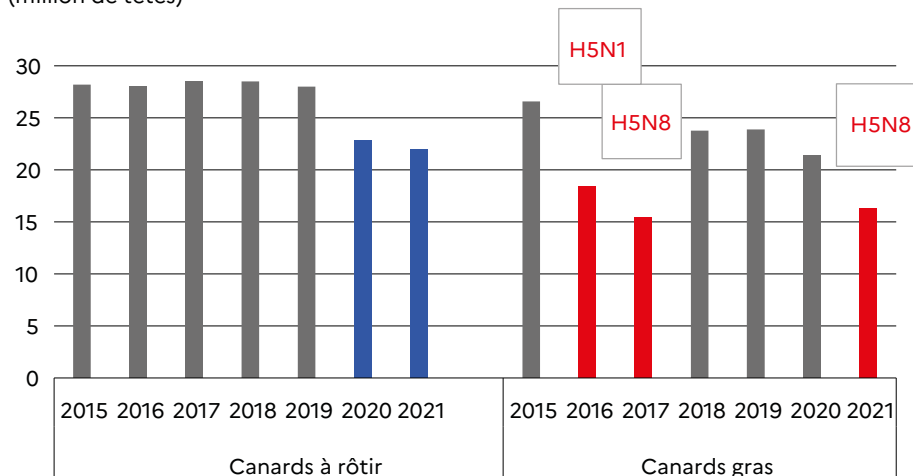
Graphique 5

En 2021, faiblesse des abattages de canards

Canards à rôti :
crise des débouchés des viandes
depuis mi-2019

Canards gras :
3 crises sanitaires IAHP affectant
les productions de palmipèdes

Abattages
(million de têtes)



Source : Agreste

Encadré 2

Contrainte de réguler sa production, la filière canards à rôtir montre des signes timides de sortie de crise à l'été 2021

Depuis 2020, la filière française du canard à rôtir fait face à une crise des débouchés : d'une part, la viande de canard sur le marché français est concurrencée par les magrets issus de canards gras ; d'autre part, la filière est confrontée à la viande de canard en provenance des pays de l'Est. Dans ce contexte, les exportations se contractent vers l'Allemagne, premier client de la France, mais également vers Hong Kong, engendrant des stocks importants. En 2020, la filière a en outre été fragilisée par la Covid-19 avec la fermeture des restaurants gastronomiques. Pour réduire les stocks, l'Interprofession limite les effectifs de reproductrices et les mises en place de canetons dans les élevages. En conséquence, les abattages décrochent en juin 2020, mais les mesures permettent de réguler le marché et de retrouver des niveaux d'abattages plus habituels à compter de l'été 2021.

En 2021, les exportations de viande, qui représentent 18 % du volume des abattages de canard à rôtir, se redressent : + 15 % par rapport à l'an dernier. Pour les seules exportations vers l'UE (Allemagne, Belgique et Espagne), le rebond intervient à partir de mars. Comparées à 2019, les exportations sont inférieures de 8 %, notamment vers Hong Kong, conséquence de l'embargo mis en place par l'Asie suite à l'émergence de l'IAHP en Europe.

Sur le marché français, la consommation globale (à domicile et hors foyer) recule de 14 % sur un an. La baisse est de 18 % pour la seule consommation à domicile. Toutefois, des signes de reprise de la consommation apparaissent depuis l'été. En net repli au premier semestre 2021, les abattages se redressent nettement depuis l'été (+ 32 % au 3^e trimestre par rapport à 2020).

canards à rôtir ont été touchés en 2021 par la survenue de l'Influenza aviaire hautement pathogène (IAHP), fin décembre 2020, mais les impacts ont été faibles et localisés pour cette espèce.

Canards gras : la production réduite par la nouvelle épizootie d'Influenza aviaire

Sur les neuf premiers mois de 2021, les abattages de canards gras baissent de 26 % en tec par rapport à l'an dernier et de 22 % par rapport à la moyenne sur cinq ans, conséquence de la pandémie d'Influenza aviaire hautement pathogène (IAHP) survenue dans les élevages du Sud-Ouest en décembre 2020 (encadré 3), mais aussi d'un cheptel réduit par deux années consécutives d'épizootie (2016 et 2017) (graphique 5). L'application des mesures de biosécurité mises en place conduisent en effet à réduire la capacité de produire des canards (viande et foie gras).

En nombre de têtes, les abattages reculent de 6,3 % par rapport à 2016 et de 6,5 % par rapport à 2017.

Encadré 3

Au 1^{er} semestre 2021, la filière avicole est à nouveau frappée par l'Influenza aviaire

Depuis le 16 novembre 2020, la France est à nouveau touchée par le virus Influenza aviaire H5N8, transmis par les oiseaux migrateurs. L'épizootie est comparable en gravité à celle de 2017. Sa propagation dans près de 500 élevages de volailles de chair et de palmipèdes gras nécessite la mise en œuvre, dès décembre 2020, d'un plan d'actions d'urgence lancé par l'État et les filières de volailles de chair et à gaver. Comme en 2017, un dépeuplement s'opère dans les élevages du Sud-Ouest. Les mises en place de canetons sont suspendues et des abattages préventifs ou sanitaires sont réalisés en élevage (plus de 3,5 millions de têtes). Les derniers foyers sont signalés le 28 avril 2021.

Depuis mai 2021, les remises en place de canetons sont

autorisées. Début septembre, la France retrouve son statut de pays indemne d'IAHP. Les exportations de produits et de génétique avicoles vers l'Asie sont toutefois touchées par cette crise et par la pandémie de Covid-19.

En septembre 2021, la détection d'IAHP dans le nord de la France fait craindre une nouvelle crise

Le 10 septembre 2021, le risque épizootique est relevé au niveau « modéré », après la détection de quatre cas d'IAHP dans les Hauts-de-France (en basse-cour et dans la faune sauvage). Deux arrêtés ministériels du 30 septembre s'appliquent afin de renforcer les mesures de prévention à appliquer dans les filières avicoles.

L'activité ralentit à nouveau dans la filière dindes

Après un rebond de 2 % en 2020, les abattages de dindes reculent à nouveau en 2021 : - 7,9 % en poids sur un an. Les exportations de viande de dinde se replient de 8,9 %, notamment vers l'Espagne. L'excédent des échanges extérieurs se réduit. La consommation totale de viande de dinde (hors foyer et à domicile) diminue de 7,2 %. La baisse est légèrement plus marquée pour la seule consommation à domicile (- 7,8 %).

Poulets : les abattages progressent en poids et sont stables en nombre de têtes

Après un recul de 1 % en 2020, les abattages de poulets de chair sont stables en nombre de têtes. En revanche, ils augmentent en tec (+ 2,3 %) sous l'effet du poids moyen des carcasses qui continue de progresser. De juin à septembre 2021, les abattages sont particulièrement dynamiques ; ils compensent ainsi l'activité modérée enregistrée de février à avril.

La gamme des poulets dits « standard » s'élargit : la part du poulet léger destiné au « grand export » diminue tandis que celle du standard supérieur, plus lourd, se développe.

Le déficit commercial des viandes de volailles se creuse sous l'effet de la reprise des importations de poulet

Déficitaire depuis 2014, le solde des échanges extérieurs de viande de volaille continue de se dégrader en 2021, en volume et en valeur (*annexe*). La détérioration s'explique principalement par le creusement du déficit des échanges de viande de poulet (*graphique 2*).

En 2021, les importations de viande de poulet augmentent fortement (+ 14,6 %), après s'être contractées en 2020 (- 3,7 %) à la suite des différents confinements de la population et, plus particulièrement, de celui du printemps. Avec la

réouverture de la restauration hors domicile (RHD) en mai et la reprise progressive des habitudes de consommation à domicile de plats préparés, les importations bondissent, notamment au 2^e trimestre (+ 31,4 %).

Comparés à la situation d'avant Covid-19, les volumes de viande de poulet importée sont en hausse (+ 10,4 % par rapport à 2019), notamment en provenance de Pologne et du Royaume-Uni.

Hausse des exportations de viande de poulet vers l'UE

En 2021, les exportations de viande de poulet repartent à la hausse (+ 15,8 % sur les neuf premiers mois par rapport à la même période de 2020), après s'être contractées en 2020 (- 14,5 %), du fait du premier confinement. Les exportations diminuent de 1 % par rapport à 2019, notamment à destination du Royaume-Uni, du Moyen-Orient et du Bénin.

Suite aux restrictions mises en place par les pays asiatiques depuis l'arrivée de l'IAHP en France, les flux vers les Philippines et la zone Chine-Hong Kong baissent en 2021, après avoir progressé les années précédentes afin de compenser la baisse de la production de viande de porc dans ces pays.

Le recul vers les pays tiers est partiellement compensé par le redéploiement des ventes vers l'UE (Pays-Bas, Belgique, Allemagne, Espagne).

Une consommation de viande de volailles toujours portée celle de poulet

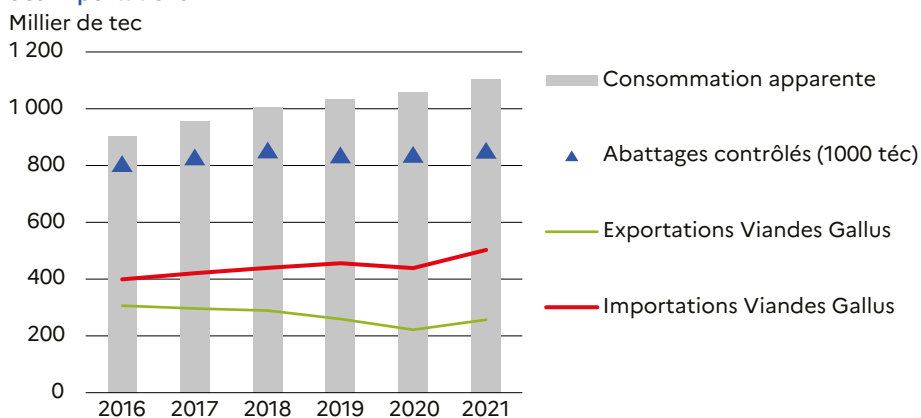
Sur les neuf premiers mois de 2021, la consommation globale de viande de volaille augmente légèrement sur un an (+ 0,6 %) et par rapport à la moyenne 2016-2020 (+ 4,8 %) (*annexe*).

Déjà ferme en 2020, la consommation de viande de poulet continue de progresser en 2021 (+ 4,3 %) soutenue par la reprise de la RHD, les achats des ménages ayant reculé (- 4,8 %) (*graphique 6*). Elle dépasse de 11,3 % la moyenne 2016-2020. La hausse des abattages ne suffit toutefois pas à couvrir l'ensemble des besoins et la part de la viande importée dans la consommation totale de poulets progresse d'un point en deux ans (45 % en 2021, contre 44 % en 2019).

La hausse du coût des aliments pour volailles est plus forte que celle des prix à la production

En 2021, les prix des aliments pour volailles augmentent fortement (+ 8,7 % sur un an et + 10,0 % par rapport à la moyenne sur cinq ans) tandis que les prix à la production des volailles augmentent de 4,8 % par rapport à 2020 (+ 5,6 % par rapport à la moyenne 2016-2020) (*graphique 3*). Depuis fin 2020, les prix des céréales sont fortement orientés à la hausse et semblent le rester avec l'arrivée de la récolte 2021.

Graphique 6
L'essor de la consommation de viande de poulet s'accompagne d'une augmentation des importations



Sources : Agreste, DGDDI

En 2021, 15,7 milliards d'œufs devraient être produits dans un contexte où la filière est en crise en début d'année : les prix des aliments pour poules pondeuses sont soutenus tandis que les prix à la production des œufs sont très bas. Le déficit des échanges extérieurs d'œufs en coquille se réduit. La transition des élevages en cage vers des modes alternatifs s'accélère. L'objectif fixé par la filière avicole de produire 50 % d'œufs alternatifs à échéance 2022 devrait être atteint en 2021.

Une production d'œufs en hausse en 2021

En 2021, la production française d'œufs devrait progresser de 3,7 % par rapport à l'an dernier (*graphique 4 - annexe*) et de 6,8 % par rapport à la moyenne 2016-2020, selon le modèle de prévision SSP-Itavi-CNPO*. La production atteindrait 15,7 milliards d'unités, soit 972 milliers de tonnes, après 15,1 milliards d'œufs en 2020.

Sur les neuf premiers mois de 2021, les mises en place de poussins de ponte augmentent de 0,7 % sur un an. La production d'œufs devrait rester soutenue en 2022.

Une augmentation de la production d'œufs portée par les élevages plein air, bio et sol

En 2021, plus de 8 Mds d'œufs seraient produits selon un mode d'élevage alternatif (biologique, plein air ou sol), soit 51 % de la production totale, contre 30 % en 2016. Selon les modes d'élevage, la production d'œufs se répartirait entre 49 % d'œufs produits en cage, 23 % en plein air, 15 % en biologique et 13 % au sol. L'objectif fixé par la filière avicole de produire 50 % d'œufs alternatifs à échéance 2022 serait ainsi atteint dès 2021.

Retour à un profil moyen pour la consommation d'œufs

Après une progression exceptionnelle de 13 % en 2020 liée au nombre plus important de repas pris à domicile et à l'engouement des Français pour la pâtisserie pendant les confinements, la consommation d'œufs à domicile par les ménages diminue de 9 % sur les neuf premiers mois de 2021, retrouvant ainsi des niveaux plus habituels.

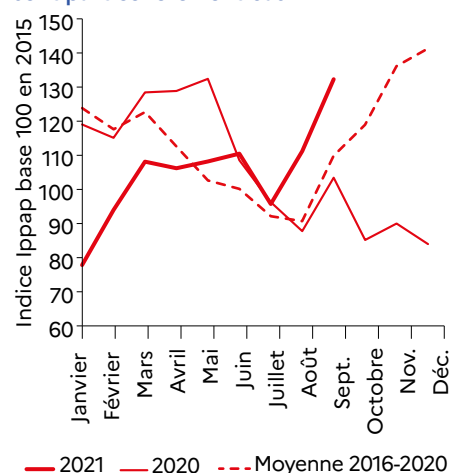
Le déficit de la balance commerciale se réduit

En 2021, le déficit de la balance commerciale des œufs de consommation (coquille + ovoproduits alimentaires) se réduit de nouveau en volume : - 3,6 K tonnes-équivalent-œuf-coquille (teoc), contre - 26,2 K teoc en 2020 (*annexe*). Les importations diminuent de 13,2 K teoc tandis que les exportations augmentent de 9,4 teoc. En valeur, la balance commerciale devient excédentaire.

Début 2021, le prix de l'œuf reflète les incertitudes liées à la crise sanitaire, puis se redresse

Sur les neuf premiers mois de 2021, le prix à la production des œufs de consommation est inférieur de 2,9 % à la moyenne sur cinq ans (*graphique 3*). Au 4^e trimestre 2020

Graphique 7
Au 1^{er} trimestre 2021, les prix des œufs sont particulièrement bas



Sources : Agreste, Insee - Indice des prix des produits agricoles à la production (Ippap)

et au 1^{er} trimestre 2021, il s'établit à un niveau exceptionnellement bas (*graphique 7*). Dans un contexte sanitaire incertain, les choix de conditionner les œufs en coquille ou de les transformer en ovoproduits réagissent étroitement aux éventuels confinements. Le prix de l'aliment des poules est par ailleurs soutenu, pesant fortement la rentabilité de la production des élevages. Dans ce contexte, la filière œufs est en crise au 1^{er} semestre 2021. Depuis l'été, la fermeté de la demande sur le marché intérieur et à l'exportation soutient les cours.

* Modèle de prévision SSP-Itavi-CNPO : production prévisionnelle d'œufs de consommation issus des élevages professionnels calculée à partir des données éclosions de poussins de ponte (enquête mensuelle SSP auprès des accouvoirs).

Annexe - Volailles - Œufs

Abattages - production de volaille

	Production			Solde extérieur animaux vivants	Abattages			Solde extérieur viandes	Variation de stocks (1 000 t)	Consommation apparente		
	2021	2021/2020 (%)	2021/moy. 2016-2020 (%)		2021	2021/2020 (%)	2021/moy. 2016-2020 (%)			2021	2021/2020 (%)	2021/moy. 2016-2020 (%)
Volaille (million de têtes)	683,4	-2,4	-5,3	+33,5	649,9	-1,9	-5,1	-	-	-	-	-
Gallus (*)	605,3	-1,2	-3,4	+31,3	574,0	-0,4	-2,9	-	-	-	-	-
Dindes	27,3	-8,2	-12,5	+1,2	26,1	-8,8	-13,5	-	-	-	-	-
Canards	39,4	-12,5	-18,9	+1,0	38,3	-13,2	-19,7	-	-	-	-	-
Pintades	11,4	-13,4	-27,9	-0,1	11,4	-14,1	-27,3	-	-	-	-	-
Volaille (1000 téc)	1 248,4	-2,4	-3,0	+42,2	1 206,2	-2,2	-3,1	-231,5	+5,0	1 432,8	+0,6	+4,8
Gallus (*)	886,7	+1,2	+2,1	+32,9	853,9	+1,8	+2,4	-246,0	-2,7	1 102,5	+4,3	+11,3
dont poulets de chair	nd	nd	nd	nd	824,6	+2,3	+3,1	nd	nd	nd	nd	nd
Dindes	227,1	-7,4	-9,8	+7,1	220,0	-7,9	-10,4	+5,9	+7,9	206,1	-7,2	-7,8
Canards	119,2	-14,8	-18,4	+2,2	116,9	-15,3	-19,0	+8,0	-0,4	109,4	-14,3	-18,0
dont canards à rôti	nd	nd	nd	nd	56,1	+1,0	-15,6	nd	nd	nd	nd	nd
canards gras	nd	nd	nd	nd	60,8	-26,2	-22,0	nd	nd	nd	nd	nd
Pintades	15,1	-13,3	-24,9	-0,1	15,2	-13,9	-24,5	+2,8	+0,1	12,2	-14,1	-25,0

Source: Agreste-DGDDI, données de janvier à septembre

Total volailles = gallus + dindes + canards à rôti et à gaver + pintades + oies à rôti et à gaver

(*) Gallus : env. 95 % de poulets de chair/coqs/coquelets, 4 % de poules de réforme, 1 % de chapons

Les données du commerce extérieur ne sont pas précisées pour les poulets de chair, canards à rôti et canards à gaver (animaux vivants et viandes)

Commerce extérieur des viandes de volaille

		En poids						En valeur					
		Exportations			Importations			Exportations			Importations		
		2021	2021/2020	2021/moy. 2016-2020	2021	2021/2020	2021/moy. 2016-2020	2021	2021/2020	2021/moy. 2016-2020	2021	2021/2020	2021/moy. 2016-2020
Viande de	Zone	Millier de tec	%		Millier de tec	%		Million d'euros	%		Million d'euros	%	
Volaille	Monde	323	+11,7	-9,9	554	+13,4	+14,6	667	+12,0	-6,4	1 139	+11,9	+12,5
	UE	187	+35,3	+15,0	497	+9,1	+13,9	414	+20,6	+1,7	1 064	+12,9	+16,6
	Pays tiers	136	-9,8	-30,5	58	+71,6	+21,0	253	+0,3	-17,2	75	-0,8	-24,8
Poulet	Monde	257	+15,8	-6,5	503	+14,6	+16,8	468	+14,3	-3,0	985	+12,5	+15,4
	UE	140	+53,9	+33,6	450	+10,3	+16,2	260	+29,5	+9,6	920	+13,7	+20,1
	Pays tiers	117	-10,5	-31,1	53	+71,8	+21,3	209	-0,2	-15,2	64	-2,5	-26,1
Dinde	Monde	41	-8,9	-25,1	35	-3,6	-2,4	90	-0,6	-11,0	102	-3,8	-3,4
	UE	28	-12,2	-29,2	32	-8,9	-7,0	69	-4,3	-13,0	94	-4,7	-3,6
	Pays tiers	14	-1,5	-15,3	4	+92,7	+69,5	21	+13,6	-4,0	7	+8,9	-0,2
Canard	Monde	22	+14,9	-12,0	14	+23,0	-5,3	96	+16,2	-14,3	48	+43,0	-2,0
	UE	18	+24,9	+5,3	13	+24,1	+0,2	76	+23,4	-4,1	45	+45,1	+1,6
	Pays tiers	4	-13,2	-47,1	1	+7,7	-50,9	20	-5,1	-39,3	3	+17,4	-36,2

Source: Agreste et DGDDI, données de janvier à septembre

Production d'œufs de consommation

	2005	2010	2015	2020	2021	2021/2020	2021/moy.2016-2020
Production d'œufs	12,3	13,1	13,2	15,1	15,7	+3,7	+6,8
issue d'élevage en mode cage	10,1	10,5	9,1	8,1	7,7	-4,9	-18,2
issue d'élevage en mode alternatif	2,3	2,6	4,2	7,1	8,0	+13,6	+50,9
Production d'œufs	762,1	813,3	838,7	937,3	972,0	+3,7	+6,6

Modèle SSP-Itavi-CNPO V2 - Production des élevages professionnels, estimation sur 12 mois

Exportations d'œufs

	2021	2020	2021/2020	2021/2019
Millier de teoc				
Œufs de consommation	86	76	12,4	25,1
Oeufs coquille	23	19	19,6	77,4
Ovoproduits alimentaires	63	57	10,0	13,0
Ovoproduits industriels	15	14	8,4	-8,2
Million d'euros				
Œufs de consommation	98	87	12,8	18,6
Oeufs coquille	25	20	22,3	55,4
Ovoproduits alimentaires	73	66	9,9	9,7
Ovoproduits industriels	8	7	9,9	-2,0

Importations d'œufs

	2021	2020	2021/2020	2021/2019
Millier de teoc				
Œufs de consommation	89	102	-12,9	-16,2
Oeufs coquille	32	43	-26,8	-32,9
Ovoproduits alimentaires	57	59	-2,6	-2,9
Ovoproduits industriels	1	1	7,6	21,1
Million d'euros				
Œufs de consommation	88	101	-12,9	-15,2
Oeufs coquille	32	45	-28,9	-32,9
Ovoproduits alimentaires	56	56	-0,2	-0,3
Ovoproduits industriels	0	0	2,3	78,2

Solde

	2021	2020
Millier de teoc		
Œufs de consommation	-4	-26
Oeufs coquille	-9	-24
Ovoproduits alimentaires	5	-2
Ovoproduits industriels	15	13
Million d'euros		
Œufs de consommation	10	-14
Oeufs coquille	-7	-24
Ovoproduits alimentaires	17	10
Ovoproduits industriels	7	7

Sources : Agreste et DGDDI, données de janvier à septembre

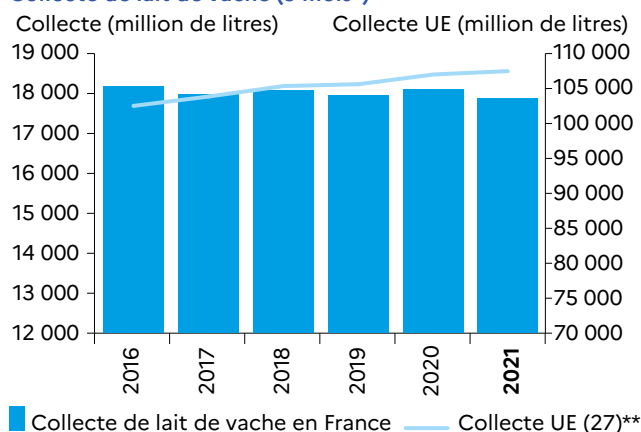
Lait

En 2021, dans un contexte de hausse de la collecte mondiale de lait, portée par les États-Unis et la Nouvelle-Zélande et d'échanges mondiaux dynamiques, du fait notamment de la demande asiatique soutenue, les prix des produits laitiers sont orientés à la hausse. En France, la collecte de lait de vache recule sur les neuf premiers mois de l'année. Les exportations françaises de produits laitiers s'accroissent en valeur, sous l'effet notamment des ventes de fromages, tandis que les importations repartent à la hausse. La hausse du prix du lait ne compense pas sur l'année celle des coûts de production dans les élevages.

Principaux indicateurs

Graphique 1

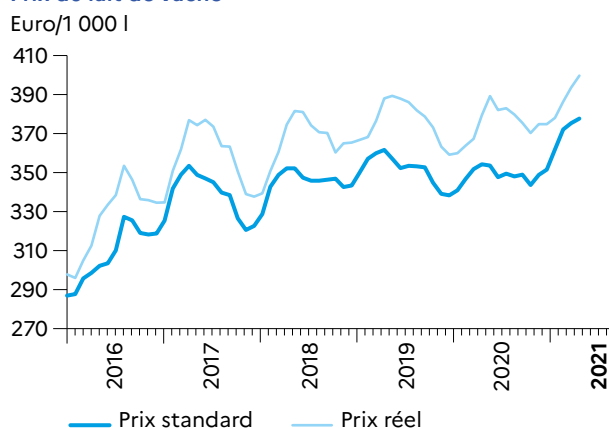
Collecte de lait de vache (9 mois*)



Sources : Agreste, Eurostat
** estimée pour certains pays

Graphique 2

Prix du lait de vache

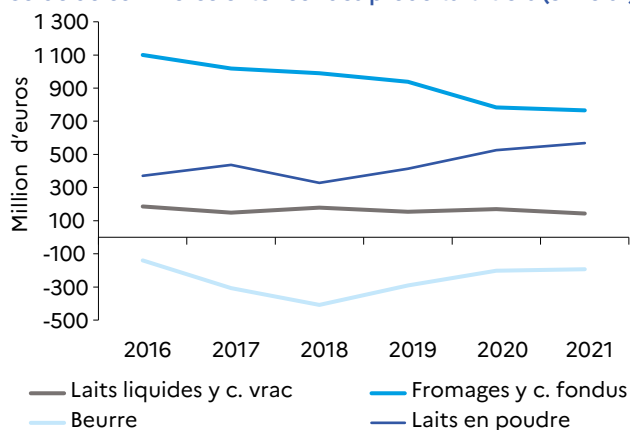


Source : SSP, FranceAgriMer - enquête mensuelle laitière

* sur les 9 premiers mois de chaque année

Graphique 3

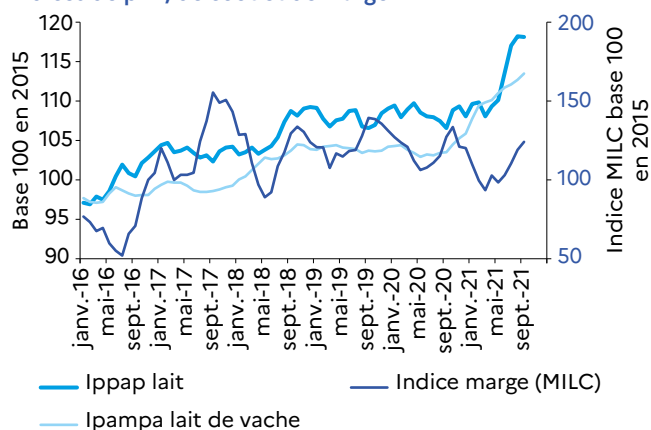
Solde du commerce extérieur des produits laitiers (9 mois*)



Source : DGDDI

Graphique 4

Indices de prix, de coût et de marge



Sources : Insee (Ippap), Idele (Ipampa Lait de vache, indicateur MILC)

En 2021, poursuite de la hausse de la collecte mondiale de lait

Sur les huit premiers mois de 2021, la collecte mondiale de lait de vache continue de progresser (+ 1,6 %) quasiment au même

rythme qu'en 2020 (+ 1,7 %). La croissance est portée par les États-Unis et la Nouvelle-Zélande. Aux États-Unis, les conditions ont été favorables à la production de lait : cheptel étoffé, rendements améliorés

et prix payé aux producteurs en hausse. En Nouvelle-Zélande, la revalorisation des prix a soutenu aussi la production (+ 4,8 %), avec de surcroît des conditions météorologiques favorables. En Australie, malgré des inondations

en mars et une pénurie de main d'œuvre, la collecte laitière progresse de 0,9 %. En Argentine, la hausse de la collecte de lait (+ 4,4 %) a été vigoureuse en début d'année avant de ralentir sous l'effet de la progression des coûts de production. Dans l'Union européenne (UE à 27), la collecte augmente faiblement, en raison d'un léger repli chez les trois principaux producteurs, Allemagne, France et Pays-Bas.

Un marché mondial dynamique

Sur les huit premiers mois de 2021, la demande mondiale de produits laitiers est soutenue pour la plupart des produits. Elle est tirée à la hausse par les achats chinois, notamment en poudre de lait écrémé (+ 42 %) et poudre grasse (+ 41 %), après les baisses de 2020. Les achats chinois de beurre se poursuivent (+ 23 %) ainsi que ceux de lactosérum (+ 33 %) dans un contexte, pour ces derniers, de rebond du cheptel porcin chinois. Les exportations nord-américaines de beurre sont particulièrement dynamiques (+ 133 % sur sept mois). La forte demande mondiale s'accompagne d'une augmentation des prix de la plupart des produits laitiers industriels (poudre, beurre, fromages).

Légère hausse de la collecte de lait de vache dans l'Union européenne

Après la baisse observée en début d'année, la collecte de lait dans l'UE à 27 reprend au deuxième trimestre 2021 sous l'effet de conditions météorologiques plus favorables. Sur les neuf premiers mois de 2021, elle progresse de 0,4 % sur un an (*graphique 1*). Le dynamisme de la collecte en Irlande (+ 6,4 %) et en Italie (+ 4,9 %) compense le recul chez les deux principaux producteurs européens, l'Allemagne et la France. Depuis le mois de mars, le prix du lait payé aux producteurs est repassé au-dessus des valeurs de 2020. Sur les neuf premiers mois de 2021, il s'établit en moyenne à 355,6 €/1000 litres, en hausse de 5,9 % par rapport à 2020.

Dynamisme des fabrications européennes de crème et de fromage

En 2021, malgré des disponibilités en lait relativement limitées, les fabrications de crème et de fromage sont dynamiques dans un contexte de demande soutenue de la part des ménages et de débouchés à l'exportation ; de janvier à septembre, elles augmentent respectivement de 1,7 % et 2,2 % par rapport à 2020. La fabrication des autres produits est orientée à la baisse, en lien avec le retour à des pratiques de consommation plus habituelles suite à la réouverture de la restauration commerciale. C'est le cas pour les fabrications de laits de consommation (- 0,5 %), de yaourts (- 2,2 %), de beurre (- 0,9 %) et de poudres de lait écrémé (- 0,7 %).

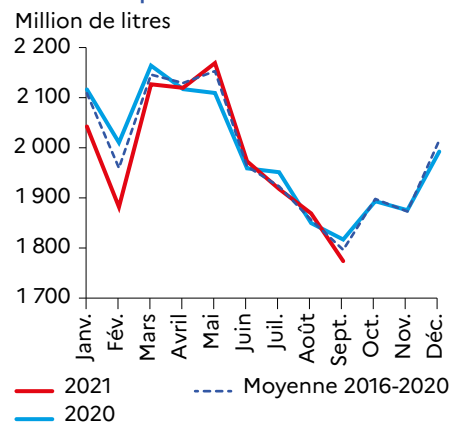
Les exportations de poudres et beurre marquent le pas au premier semestre 2021. Celles de beurre enregistrent un recul particulièrement fort, faute de disponibilités suffisantes et de stocks. Le prix du beurre à l'exportation repasse d'ailleurs au-dessus des 4 000 € la tonne fin août. En revanche, les exportations de fromages (+ 1 %) et de poudre de lactosérum (+ 7 %) progressent, grâce à une forte demande internationale et un prix relativement stable.

Léger repli de la collecte de lait de vache en France

De janvier à septembre 2021, le volume de lait de vache collecté en France atteint 17,9 milliards de litres, en retrait de 1,2 % par rapport à l'an dernier (*graphique 1 - annexe Lait*). En recul jusqu'en mars, la collecte de lait se redresse jusqu'en juin, avant de s'orienter à nouveau à la baisse en juillet et septembre (*graphique 5*). Deux facteurs peuvent avoir contribué au recul de la collecte : un cheptel de vaches laitières décroissant et la hausse du coût des intrants, notamment des aliments. La hausse de la collecte d'avril à juin est à relativiser : sur la même période de 2020, les niveaux de

collecte s'étaient en effet trouvés limités par la mise en place de mesures d'incitation à la réduction des volumes de lait (dispositif interprofessionnel).

Graphique 5
Nouveau décrochage de la collecte de lait en septembre 2021



Source : SSP, FranceAgriMer - enquête mensuelle laitière

Lait biologique : la demande ne suit plus la hausse de la production

Sur les neuf premiers mois de 2021, la collecte de lait biologique de vache continue de progresser à un rythme toujours soutenu (+ 12 % sur un an, après + 10 % en 2020). Cette augmentation des volumes de lait biologique collectés bénéficie plus aux fabrications de crème et de beurre qu'à celles de laits liquides, yaourts et fromages. Ces dernières sont en effet orientées à la baisse dans un contexte où les achats de produits laitiers biologiques par les ménages se sont repliés cette année par rapport au point haut de 2020 : - 3,7 % pour les fromages, - 5,8 % pour les yaourts et - 6,4 % pour les laits liquides. Les perspectives de croissance de la production de lait biologique, au regard des nombreuses conversions d'exploitations en cours, pourraient encore accroître le déséquilibre entre offre et demande si la demande des ménages continue de s'essouffler. Sur les neuf premiers mois de 2021, le prix réel du lait biologique s'établit à 473,1 €/1000 litres en moyenne, en légère hausse par rapport à 2020.

Les fabrications françaises de fromages augmentent

De janvier à septembre 2021, les fabrications de la plupart des fromages renouent avec la croissance : + 2,3 %, après - 1,5 % en 2020 (*annexe*). Hormis les fromages à pâte molle et les pâtes persillées qui reculent nettement, toutes les autres grandes catégories de fromages sont orientées à la hausse : + 0,4 % pour les pâtes pressées cuites et + 4,2 % pour les fromages à pâte pressée non cuite. C'est aussi le cas des fabrications de crèmes conditionnées destinées aux ménages. La plupart des autres fabrications sont en baisse, en lien avec des disponibilités en lait limitées ; celles de laits conditionnés et de yaourts reculent même plus fortement que les années précédentes. Les fabrications de poudre de lait se réduisent tandis que celles de beurre sont stables. Le prix de la poudre de lait écrémé augmente fortement, soutenu par la demande mondiale. Après la forte chute observée en 2020 (3 400 €/t), le prix du beurre renoue aussi avec la croissance en 2021 (environ 4 000 €/t), sur un marché tendu, entre un manque de disponibilités et une demande ferme.

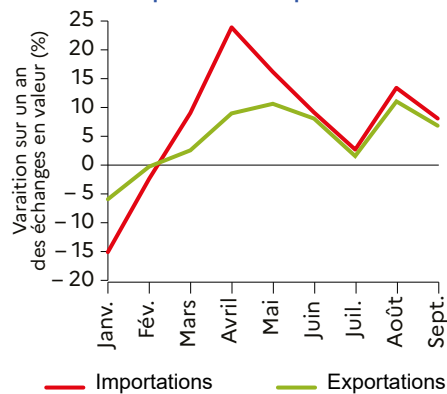
Dynamisme des échanges extérieurs de la France

Sur les neuf premiers mois de 2021, l'excédent commercial s'améliore en valeur sur la période (+ 0,6 % par rapport à 2020). Les exportations françaises progressent de 4,7 %, après

+ 0,7 % en 2020. Les exportations de fromages augmentent (+ 3,9 % sur un an et + 3,6 % par rapport à la moyenne 2016-2020) (*annexe*). Les exportations de beurre progressent de 13,7 % par rapport à 2020, et de 11,7 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Celles de poudre de lait écrémé progressent (+ 4,7 % sur un an et + 30,0 % par rapport à 2016-2020) (*graphique 3*).

En repli en 2020, les importations rebondissent en valeur pour l'ensemble des produits laitiers (+ 7,4 %) (*graphique 6*) mais s'ajustent à la baisse en volume. Les volumes de la quasi-totalité des produits laitiers importés diminuent par rapport à 2020. De janvier à septembre 2021, les achats des ménages de laits liquides se sont réduits (- 6,5 %), comme ceux de yaourts (- 4,3 %), de beurre (- 4,0 %) et de fromage (- 2,5 %), les consommateurs ayant repris en partie leurs habitudes d'avant la crise sanitaire.

Graphique 6
Hausse des importations de produits laitiers



Source : DGDDI

Sur l'ensemble de l'année 2021, la hausse du prix du lait ne compense pas en totalité celle des coûts de production

En France, le prix du lait standard s'établit à 358,3 € pour 1000 litres en moyenne sur les neuf premiers mois de 2021. Il gagne 12 € par rapport à la même période de 2020, soit + 3,4 %.

Le prix réel du lait s'établit à 381 € pour 1000 l (+ 3,2 % par rapport aux neuf premiers mois de 2020). En repli début 2021, il progresse à partir d'avril, contrairement à la situation habituelle de baisse liée au pic traditionnel de collecte (*graphique 2*). En septembre, le prix réel atteint le niveau record de près de 400 € pour 1000 l.

Au global sur l'année, la hausse globale du prix du lait ne permet toutefois pas de compenser en totalité celle des coûts de production. En août 2021, l'indice Ipampa de coût de production du lait de vache (Idele) atteint ainsi son point le plus haut depuis plusieurs années (*graphique 4*). Ce niveau exceptionnel s'explique en raison des prix élevés des aliments, de l'énergie et des engrais. En lien avec la hausse des coûts de production, la marge des éleveurs laitiers s'est réduite au premier semestre par rapport à 2020. Elle se redresse toutefois depuis août avec la forte hausse du prix du lait. Sur les neuf premiers mois de 2021, elle se contracterait de 9 % selon l'indicateur de marge Ipampa lait de vache sur coût total indicé (MILC), calculé par l'Idele.

Annexe - Lait

Collecte et prix moyen du lait de vache

	Collecte			Prix moyen		
	2021 (millier de litres)	2020/2021 (%)	2021/ MQ* (%)	2021 (millier de litres)	2020/2021 (%)	2021/I MQ* (%)
Janvier	2 045 329	- 3,5	- 3,2	379,6	- 0,6	+ 6,4
Février	1 882 901	- 6,5	- 4,0	375,3	- 0,8	+ 6,1
Mars	2 130 859	- 1,7	- 0,9	370,0	- 0,8	+ 7,1
Avril	2 123 392	+ 0,1	- 0,5	374,6	+ 3,2	+ 9,8
Mai	2 173 640	+ 2,9	+ 0,7	374,6	+ 4,4	+ 10,5
Juin	1 975 385	+ 0,7	+ 0,5	377,9	+ 5,1	+ 9,3
Juillet	1 919 540	- 1,7	- 0,3	386,2	+ 6,3	+ 11,8
Août	1 869 904	+ 1,0	+ 0,7	393,5	+ 7,2	+ 11,2
Septembre	1 773 695	- 2,4	- 1,3	399,7	+ 5,4	+ 9,2
Cumul 9 mois	17 894 645	- 1,2	- 0,9	381,3	+ 3,2	+ 9,0
dont lait biologique*	935 743	+ 12,2	+ 50,5	473,1	+ 0,1	+ 1,7

* Évolution par rapport à la moyenne quinquennale 2016-2020

Source : SSP, FranceAgriMer - Enquête mensuelle laitière

Fabrication de produits laitiers

	2021		2020	
	Quantité*	2021/2020 (%)	Quantité*	2020/2019 (%)
LAIT CONDITIONNÉ	2 146 363	- 8,0	2 328 183	+ 2,1
Lait UHT	1 967 451	- 9,2	2 166 047	+ 2,4
YAOURT ET DESSERT LACTÉ	1 486 420	- 4,3	1 551 378	+ 2,4
Yaourt et lait fermenté	1 018 097	- 5,5	1 074 072	+ 3,5
Dessert lacté frais	441 348	- 0,3	444 573	+ 0,4
Dessert lacté longue conservation	26 975	- 18,8	32 734	- 4,8
CRÈME CONDITIONNÉE	371 568	+ 2,6	355 400	+ 0,7
Crème fraîche :	146 377	0,0	139 646	+ 5,1
MATIÈRES GRASSES**	306 951	- 1,2	315 881	+ 1,2
Beurre	266 576	+ 0,8	266 764	+ 1,9
Beurre anhydre de crème (MGLA * 1,22)	34 454	- 14,1	42 734	- 3,4
Spécialités à tartiner	5 921	- 7,2	6 382	+ 6,4
SÉCHAGE DE POUDRE DE LAIT	405 500	- 0,3	419 372	+ 6,0
Lait écrémé en poudre réengraissé ou non	309 320	- 0,2	320 442	+ 1,4
Autres poudres de lait (1,5 % et plus)	96 180	- 0,7	98 930	+ 24,2
CONDITIONNEMENT DE POUDRES DE LAIT	124 250	- 10,6	141 024	+ 6,1
LAIT CONCENTRÉ CONDITIONNÉ	52 901	+ 9,3	7 215	+ 2,5
TOTAL FROMAGE DE VACHE (hors fondus)	1 280 259	+ 2,3	1 247 961	- 1,5
FROMAGES FONDUS issus de la fonte de fromages	86 344	- 0,8	84 186	- 0,6
CASÉINES ET CASÉINATES	32 915	- 0,8	33 175	- 4,4
POUDRE DE BABEURRE	19 593	- 10,6	21 047	+ 7,5
POUDRE DE LACTOSÉRUM	378 025	- 0,3	365 969	- 2,8

* Unités : laits conditionnés en 1000 l et autres produits en tonnes

** Matières grasses : beurre + (MGLA * 1,22) + spécialités à tartiner

Source : SSP, FranceAgriMer - Enquête mensuelle laitière

Commerce extérieur

	Cumul 9 mois								
	Importations			Exportations			Solde		
	2021 (millier d'€)	21/20 (%)	21/ Moy. 2016-2020 (%)	2021 (millier d'€)	21/20 (%)	21/ Moy. 2016-2020 (%)	2021 (millier d'€)	21/20 (%)	21/ Moy. 2016-2020 (%)
Laits liquides (y c. vrac)	52 715	-29,7	-42,5	196 022	-20,1	-8,8	143 308	-15,8	-14,7
Beurre	489 029	5,7	-8,5	296 229	13,7	11,7	-192 800	-4,6	-28,4
Fromages (tous laits) y c. fondus	1 515 806	7,4	22,7	2 281 873	3,9	3,6	766 067	-2,3	-20,7
Laits en poudre	140 730	-7,5	7,8	709 157	4,7	30,0	568 427	8,2	37,0
Yaourts et desserts lactés*	94 122	5,3	17,6	321 543	-1,0	-8,7	227 421	-3,4	-16,5
Yaourts et laits fermentés	55 341	4,1	13,8	224 647	34,5	14,8	169 306	48,7	15,1

Source : DGDDI - traitement SSP

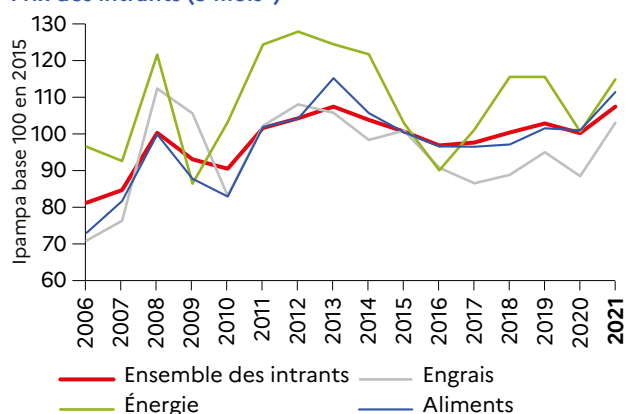
* hors desserts lactés de conserve ou thermisés

Intrants

Sur les neuf premiers mois de 2021, sous l'effet de la forte hausse des prix de certains intrants (énergie, engrais, aliments pour animaux), les prix des moyens de production achetés par les exploitants agricoles augmentent fortement (+ 7,2 % sur un an), après une baisse en 2020. La production en volume d'aliments pour animaux d'élevage se contracte : les fabrications pour ovins et caprins sont en hausse alors que celles pour volailles et porcins reculent. Les prix des aliments sont en forte hausse. Sur la campagne 2020-2021, les livraisons d'azote baissent nettement, alors que celles de phosphate et de potasse s'accroissent. Les prix de l'azote sont en hausse, alors que ceux du phosphate et de la potasse reculent.

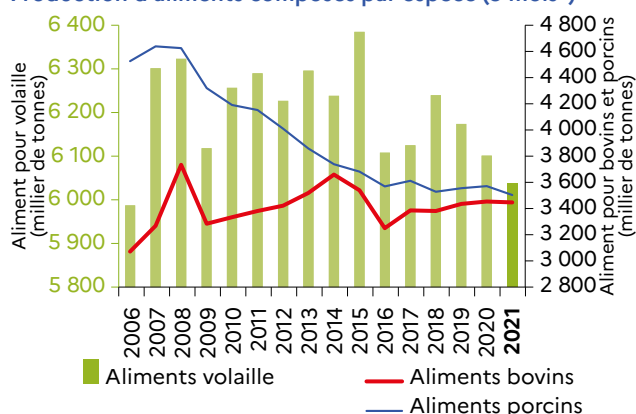
Principaux indicateurs

Graphique 1
Prix des intrants (9 mois*)



Sources : Insee, Agreste

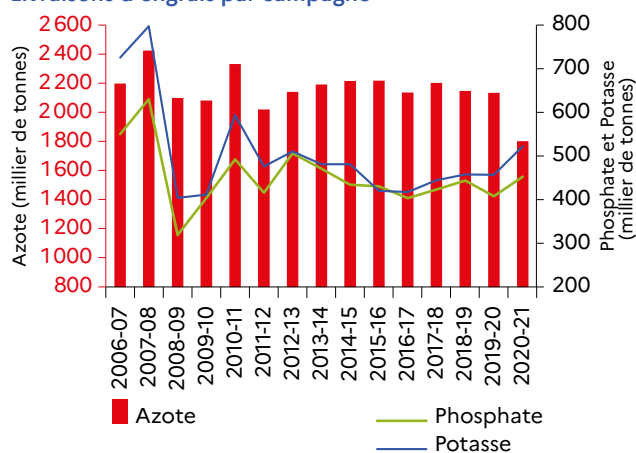
Graphique 2
Production d'aliments composés par espèce (9 mois*)



Source : Agreste d'après Coop de France NA - SNIA

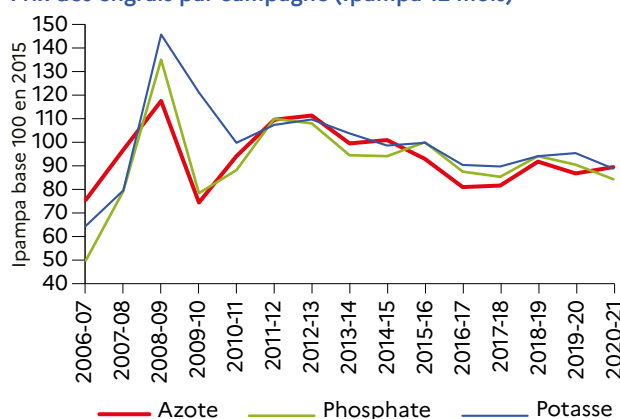
* sur les 9 premiers mois de chaque année

Graphique 3
Livraisons d'engrais par campagne



Source : Unifa

Graphique 4
Prix des engrais par campagne (Ipampa 12 mois)



Sources : Insee, Agreste

Après une baisse en 2020, le prix des intrants agricoles, mesuré par l'indice des prix d'achat des consommations intermédiaires des exploitations agricoles (Ipampa), augmente de 7,2 % en 2021 (graphique 1 – annexe Intrants). Sur

les neuf premiers mois de 2021, les prix des engrais, de l'énergie et des aliments pour animaux progressent fortement (respectivement + 16,6 %, + 14,2 % et + 10,3 % sur un an), tandis que ceux des semences et des produits de protection des

cultures baissent. L'ensemble des prix des intrants retrouve ainsi son niveau record de 2013. Les prix augmentent continuellement de janvier à septembre 2021, en lien avec la forte reprise économique nationale et mondiale qui a suivi

les périodes des confinements de population dans les différents pays.

En 2021, forte hausse des prix du pétrole

Après une forte baisse en 2020, les cours du pétrole de la mer du Nord sont globalement orientés à la hausse tout au long de l'année 2021, malgré de légers replis en avril et en août (graphique 5). En septembre 2021, ils retrouvent ainsi leurs niveaux de mai 2019 (63 €/baril). La reprise d'activité qui a suivi les mesures de restrictions instaurées dans de nombreux pays a en effet entraîné une forte augmentation de la demande, notamment en produits pétroliers.

Les prix du fioul carburant, qui représente la moitié du poste énergie, suivent la même tendance mais de manière amortie, si bien que leurs niveaux en septembre 2021 (91 €/hl) restent en dessous de ceux de janvier 2020 (95 €/hl).

Les prix des semences et celui des produits phytosanitaires reculent légèrement

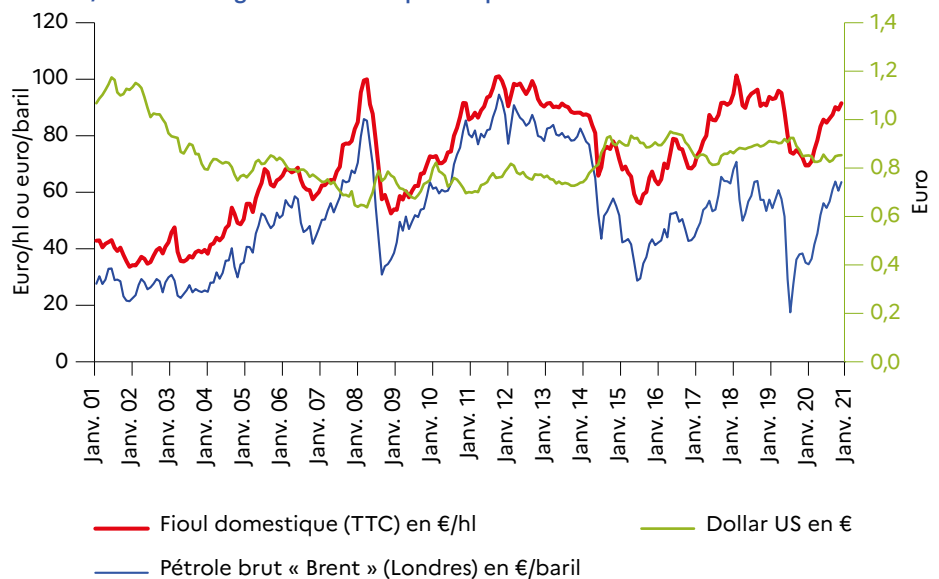
Comme en 2020, le prix des semences, qui représentent 7 % des intrants, est beaucoup moins affecté en 2021 par le contexte économique que les autres intrants (- 0,7 % sur les neuf premiers mois par rapport à 2020). Les prix des produits de protection des cultures reculent également (- 0,9 % sur un an), poursuivant une tendance à la baisse observée depuis 2014 (annexe).

Sur les neuf premiers mois de l'année 2021, nouveau recul de la production d'aliments pour animaux d'élevage

Comme en 2020, la fabrication d'aliments composés recule en 2021 (- 0,8 % sur les neuf premiers mois) par rapport à la même période de l'année précédente (annexe). Cette baisse cache toutefois des disparités. Ainsi, augmentent fortement les aliments pour ovins et caprins

Graphique 5

En 2021, très forte augmentation des prix du pétrole



Source : Insee, ministère de l'Industrie

(+ 7,0 %), et plus modérément les aliments d'allaitement (+ 1,0 %). La production d'aliments pour bovins est, elle, quasiment stable (- 0,2 %). Au contraire, une baisse sensible est enregistrée dans la production d'aliments pour lapins (- 3,4 %), pour porcins (- 1,9 %) et pour volailles (- 1,1 %) (graphique 2).

La baisse de la production d'aliments porcins est tirée par celles des aliments pour porcelets (- 5,3 %) et des aliments pour truies (- 4,9 %), la production d'aliments pour porc à l'engrais étant, elle, en légère baisse (- 0,5 %).

Les fabrications d'aliments pour volailles sont contrastées, en lien avec l'évolution des productions avicoles. Les aliments pour poules pondeuses sont en nette hausse sur un an (+ 4,4 %), et ceux pour poulets en augmentation moins marquée (+ 0,2 %). A contrario, toutes les autres fabrications enregistrent une baisse notable : c'est le cas pour les dindes (- 9,3 %), les palmipèdes (- 7,3 %), les pintades (- 6,4 %) et les cailles (- 3,5 %).

La quantité d'aliments industriels (dont le mash) destinés aux vaches laitières progresse en 2021 (+ 1,6 %). A contrario, les aliments composés pour les autres bovins sont nettement en baisse (- 4,2 %).

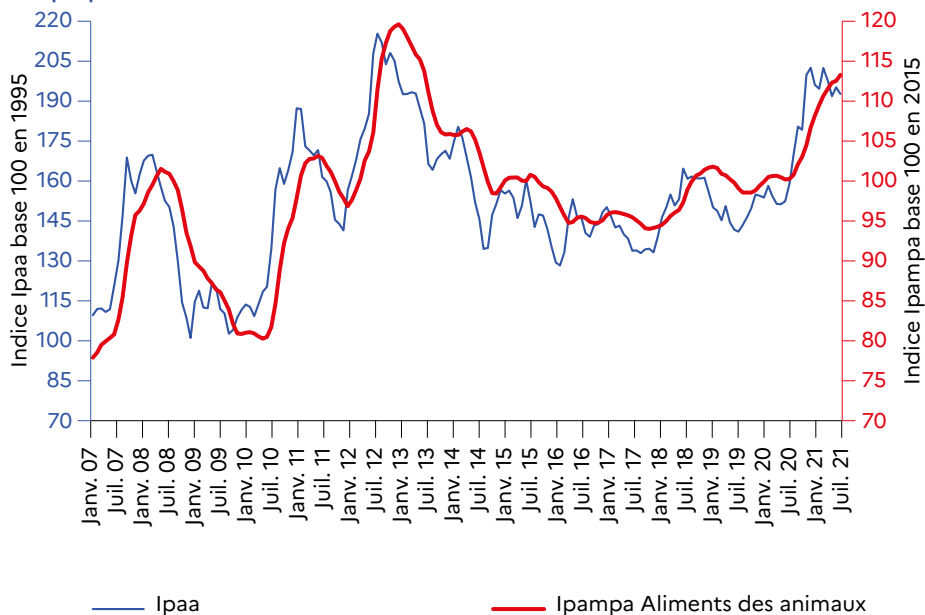
En 2021, les prix des aliments achetés pour les animaux d'élevage augmentent très fortement

En 2021, les prix des aliments pour animaux d'élevage (27 % des intrants), mesurés par l'Ipampa, s'accroissent fortement par rapport à 2020 (+ 10,3 % sur les neuf premiers mois) (graphique 6 – annexe). À l'automne, ils sont au plus haut depuis juillet 2013.

Dans le même temps, sur les neuf premiers mois de 2021, les prix des matières premières (Ipaa) entrant dans les formulations des aliments pour animaux se sont envolés par rapport à 2020 (+ 27,6 % en moyenne). De façon générale, il y a un décalage temporel entre l'évolution des prix des matières premières et celle des aliments fabriqués car les fabricants procèdent à des achats anticipés plusieurs mois à l'avance, à des conditions de prix pouvant différer de celles du mois de livraison ; de fait les courbes d'évolution des prix des matières premières et des aliments sont parallèles mais avec un décalage de quelques mois. Par ailleurs, d'autres coûts (logistiques, fabrication) interviennent, expliquant en partie la différence d'évolution entre les prix des matières premières et celles des aliments fabriqués.

Graphique 6

Les prix d'achat des aliments par les éleveurs répercutent les évolutions des cours des matières premières utilisées en alimentation animale, mais avec retard et dans des proportions moins fortes



Sources : Agreste, Insee - Ipampa, La Dépêche - Le Petit Meunier - Ipaa (Indice des prix des matières premières de l'alimentation animale, reflétant l'évolution de prix d'un panier de matières premières de l'alimentation animale).

Lors de la campagne 2020-2021, net recul des livraisons d'engrais azotés

Lors de la campagne 2020/2021 (juillet 2020 à juin 2021), les livraisons d'engrais azotés reculent fortement (- 15,5 %). Elles s'écartent nettement de la moyenne quinquennale (*graphique 3 – annexe*). Ce repli s'inscrit dans un contexte d'augmentation des prix du gaz, lequel est utilisé dans la production d'engrais azotés. Parallèlement, les prix de ces engrais progressent (+ 3,1 % par rapport à la campagne précédente).

Sur la campagne de mai 2020 à avril 2021 de commercialisation des phosphates et potasses, les livraisons sont en nette hausse (respectivement + 11,0 % et + 14,4 %), alors que les prix sont en baisse sensible (respectivement - 6,9 % et - 6,8 %) (*graphique 4*).

Annexe - Intrants

Indice de prix d'achat des moyens de production agricole

	Pondérations (%)	2020	2021	Évolution (%)	Moyenne 2016-2020
Ensemble des moyens de production agricole	100,0	100,0	107,2	+ 7,2	97,7
dont					
Semences	7,4	97,6	96,9	- 0,7	96,3
Énergie et lubrifiants	12,3	100,4	114,7	+ 14,2	107,7
Engrais et amendements	14,1	88,2	102,8	+ 16,6	85,9
Produits de protection des cultures	11,1	93,1	92,3	- 0,9	96,9
Aliments des animaux	28,2	100,8	111,2	+ 10,3	101,4

Indice base 100 en 2015 - Moyenne sur 9 mois
Source : Insee, Agreste

Production d'aliments composés

	Production d'aliments composés (millier de tonnes)			Ipampa (indice 100 base 2015)		
	Cumul janvier-septembre			Moyenne mensuelle janvier-septembre		
	2020	2021	Évol %	2020	2021	Évol %
Bovins	3 453	3 446	- 0,2	99,2	110,0	+ 10,9
Ovins Caprins	498	532	+ 7,0	101,3	112,3	+ 10,9
Porcins	3 571	3 503	- 1,9	101,7	112,2	+ 10,4
Volailles	6 101	6 036	- 1,1	98,6	107,2	+ 8,7
Lapins	188	182	- 3,4	101,1	107,3	+ 6,1
Allaitement	221	223	+ 1,0	111,8	121,5	+ 8,7
Animaux de ferme	14 358	14 250	- 0,8	100,1	109,9	+ 9,8

Source : Agreste d'après Coop de France NA - SNIA, Insee
Note : La production d'aliments composés pour les bovins inclut le mash.

Livraisons d'engrais en quantités d'éléments fertilisants, et prix des engrais

	Campagne 2019-2020	Campagne 2020-2021	2020-2021 /2019-2020	Moyenne sur cinq ans	Campagne 2019-2020	Campagne 2020-2021	2020-2021 /2019-2020	Moyenne sur cinq ans
	Millier de tonnes		%	Millier de tonnes	Ipampa		%	Ipampa
Azote	2 133	1 803	- 15,5	2 087	87	89	+ 3,1	86
Phosphate	410	455	+ 11,0	429	91	84	- 6,9	88
Potasse	459	525	+ 14,4	462	95	89	- 6,8	92

Campagne pour l'azote : de juillet à juin. Campagne pour le phosphate et la potasse de mai à avril
Source : Insee, Agreste

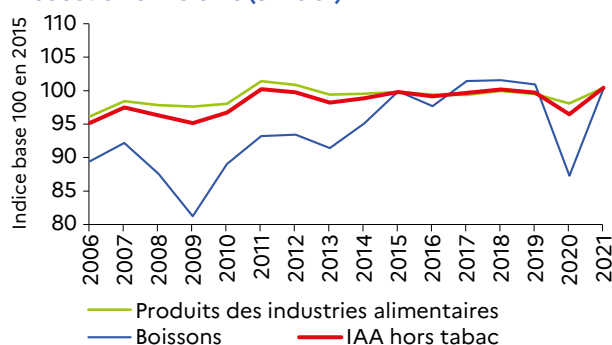
Industries agroalimentaires

En 2021, la production des industries agroalimentaires (hors tabac) devrait augmenter et même dépasser son niveau de 2019, sous l'effet principalement du redressement de la production de boissons. Après une hausse en 2020, la consommation alimentaire des ménages recule, la fin des confinements ayant entraîné un report de la consommation à domicile vers la restauration hors domicile. Sur les neuf premiers mois de 2021, l'excédent commercial des IAA enregistre une hausse historique du fait de la reprise des exportations à des niveaux supérieurs à ceux de 2019 pour les produits alimentaires, ou équivalents pour les boissons. Les prix à la production augmentent sur les neuf premiers mois sur un an. Sous l'effet de la reprise économique, le chiffre d'affaires des IAA devrait retrouver la tendance haussière démarrée en 2016.

Principaux indicateurs

Graphique 1

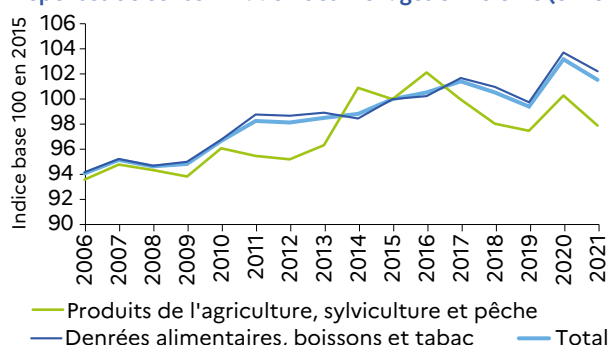
Production en volume (9 mois*)



Source : Insee - indice de production industrielle CVS-CJO
* sur les 9 premiers mois de chaque année

Graphique 2

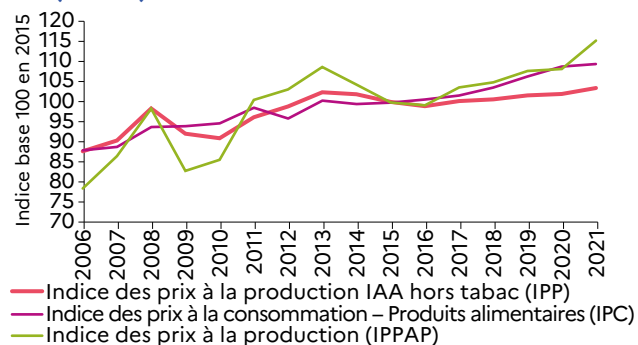
Dépenses de consommation des ménages en volume (6 mois*)



Source : Insee - comptes trimestriels - traitement SSP - indice CVS-CJO
* sur les 6 premiers mois de chaque année

Graphique 3

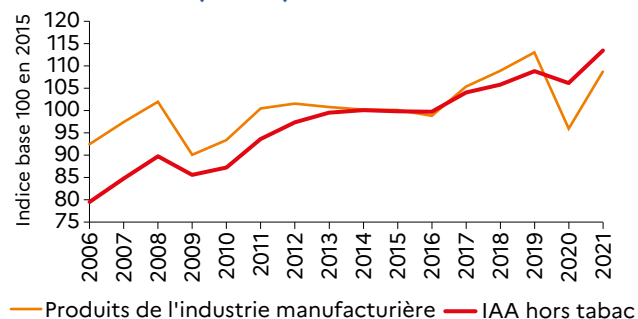
Prix (9 mois*)



Source : Insee - indice brut
* sur les 9 premiers mois de chaque année

Graphique 4

Chiffre d'affaires (8 mois*)



Source : Insee - indice de chiffres d'affaires CVS-CJO
* sur les 8 premiers mois de chaque année

Le périmètre des industries agroalimentaires (IAA) retenu dans l'analyse

Le champ des industries agroalimentaires (IAA) regroupe les industries alimentaires et les fabrications de boissons (divisions 10 et 11 de la nomenclature d'activité productive NAF rév.2, 2008 de l'INSEE). Sauf précision contraire, il ne comprend pas la fabrication de produits à base

de tabac (division 12). De ce fait, les données de branche présentées incluent l'artisanat alimentaire (activités de charcuterie, boulangerie, pâtisserie et cuisson de produits de la boulangerie, qui font partie des activités de la division 10 de la nomenclature d'activité).

En 2021, la production des IAA devrait dépasser son niveau d'avant la crise sanitaire

Sur les neuf premiers mois de l'année 2021, la production en volume des industries agroalimentaires est en hausse sur un an (+ 4,0 %) (*graphique 1 et annexe Industries agroalimentaires*). Ceci devrait conduire sur l'ensemble de l'année 2021 à un niveau supérieur non seulement à celui, atypique, de 2020, mais également à celui de 2019 et au pic de 2011. En particulier, la production de boissons en 2021 s'est quasiment rétablie à son niveau de 2019, après la contraction de 2020 liée aux perturbations engendrées dans les chaînes de production et de consommation par les confinements.

La hausse de la production des industries agroalimentaires hors boissons (+ 2,7 % sur un an) recouvre des évolutions très hétérogènes selon les produits. Les *viandes et produits à base de viande* sont de nouveau en baisse (- 0,7 % en 2021, après - 1,1 % en 2020). Les fabrications d'*huiles et graisses végétales et animales* diminuent également (- 8,6 %) mais de façon plus marquée qu'en 2020 (- 1,1 %) : ceci s'explique en partie par des disponibilités plus limitées en matières premières (graines de colza notamment). Les fabrications de *produits laitiers* et d'*aliments pour animaux*, qui étaient en hausse en 2020, reculent à leur tour (respectivement - 3,9 % et - 0,5 %). A contrario, les *préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche* accélèrent (+ 25,7 %). Quatre autres productions renouent avec les hausses en 2021 : les *produits du travail des grains et produits amylacés* (+ 17,2 %), les *produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires* (+ 6,6 %), les « *autres produits alimentaires* » (+ 4,8 %), et les *produits à base de fruits et légumes* (+ 0,2 %).

En 2021, baisse de la consommation des ménages en produits alimentaires avec la sortie du deuxième confinement

Sur les six premiers mois de 2021, la consommation en volume des ménages en produits agroalimentaires diminue par rapport à 2020, selon les comptes trimestriels de l'Insee (*graphiques 2 et 5 - annexe*). Cette moindre consommation concerne aussi bien les denrées alimentaires, boissons et tabac que les produits bruts de l'agriculture et de la pêche (légumes et fruits, poisson frais, etc.). Elle s'explique par le retour à des modes de consommation plus habituels sous l'effet de la réouverture de la restauration hors domicile.

Sur les neuf premiers mois de 2021, net redressement de l'excédent commercial

Sur les neuf premiers mois de 2021, l'excédent commercial des IAA affiche une hausse historique sur un an (+ 78,5 % en valeur), supérieure au rebond observé sur la même période en 2010, au sortir de la crise de 2008 (+ 54,0 %). Il s'établit au niveau de 6,2 Mds €, franchissant la barre des 6 Mds € pour la première fois depuis 2012.

Cette hausse est le fruit d'un retour des exportations de boissons à leurs niveaux de 2019. Les exportations de produits

des industries alimentaires font plus que rattraper les niveaux de 2019 mais leur solde se dégrade, notamment ceux des *préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche* et, surtout, des *huiles et graisses végétales et animales* (*annexe*).

Les prix à la production augmentent

Après une hausse modérée en 2020 (+ 0,4 %), les prix à la production des IAA accélèrent en 2021 (+ 1,5 % sur les neuf premiers mois) (*graphique 3 - annexe*), aussi bien pour les boissons (+ 0,8 % sur un an) que pour les produits des industries alimentaires (+ 1,7 %). Les prix des *aliments pour animaux* augmentent nettement (+ 9,2 %) et plus encore ceux des *huiles et graisses végétales et animales* (+ 24,8 %).

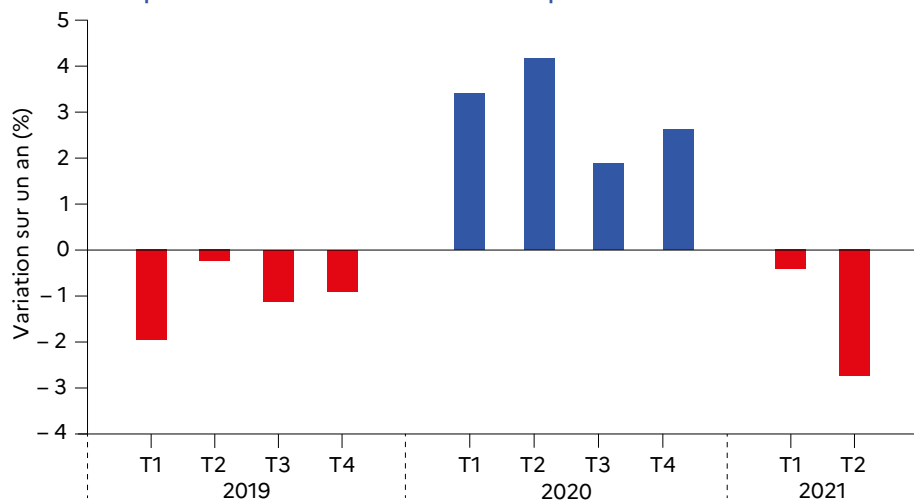
Hausse du chiffre d'affaires de l'ensemble des IAA, hormis celui des produits à base de fruits et légumes

Sur les huit premiers mois de 2021, le chiffre d'affaires du secteur des industries agroalimentaires repart à la hausse (+ 6,9 %), après la baisse de 2020 (- 2,1 %), comme dans l'ensemble des industries manufacturières.

Cette hausse du chiffre d'affaires dans les IAA s'explique par celle, très nette, des *boissons* (+ 14,2 %), des *huiles et graisses végétales et*

Graphique 5

Recul des dépenses de consommation sur les deux premiers trimestres 2021



Source : Insee - comptes trimestriels - traitement SSP - indice CVS-CJO

animales (+ 12,4 %), et des produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires (+ 15,9 %).

L'emploi dans les IAA est en nette hausse sur un an au 1^{er} semestre 2021

Après la baisse de 2020, l'emploi dans les IAA (produits alimentaires et boissons, tabac, artisanat de la

charcuterie et de la boulangerie-pâtisserie) reprend sa trajectoire à la hausse entamée en 2014. Au 1^{er} semestre 2021, il augmente sur un an d'après les comptes trimestriels de l'Insee (+ 3,1 %). À cette date, les IAA emploient ainsi 601 100 salariés (tous contrats et tous temps de travail confondus), soit 18 400 salariés de plus qu'au 1^{er} semestre 2020.

Cette évolution s'inscrit dans un contexte où l'emploi recule dans l'ensemble des industries manufacturières, extractives et autres. Au 1^{er} semestre 2021, 3,17 millions de personnes travaillent dans les industries manufacturières, extractives et autres, soit l'équivalent de 12 000 salariés en moins (- 0,4 % en moyenne sur un an) par rapport à la même période de 2020.

Annexe - Industries agroalimentaires

2021 : activité des industries agroalimentaires (production, prix, chiffre d'affaires et commerce extérieur)

	Poids dans la production	Janvier - septembre 2021 / janvier - septembre 2020 (%)		Janvier - août 2021 / janvier - août 2020 (%)	Janvier - septembre 2021 / janvier - septembre 2020 (%)		2021 Janvier - septembre	2020 Janvier - septembre
		Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations (valeur)	Importations (valeur)	Solde extérieur (million d'euros)	
	%	Brut					Brut	
Produits des industries alimentaires	85,1	+ 2,7	+ 1,7	+ 6,0	+ 8,1	+ 7,9	- 4 638	- 4 332
Viande et produits à base de viande	24,9	- 0,7	- 0,3	+ 1,3	+ 16,2	+ 10,3	- 939	- 1 018
Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche	2,9	+ 25,7	- 0,2	ND	+ 23,2	+ 6,1	- 2 363	- 2 324
Produits à base de fruits et légumes	6,6	+ 0,2	+ 1,4	+ 1,4	- 1,2	- 1,5	- 2 477	- 2 519
Huiles et graisses végétales et animales	5,4	- 8,6	+ 24,8	+ 12,4	+ 29,2	+ 20,6	- 1 736	- 1 506
Produits laitiers	20,3	- 3,9	+ 1,0	+ 2,9	+ 5,0	+ 7,6	+ 2 117	+ 2 090
Produits du travail des grains et produits amylacés	6,1	+ 17,2	+ 0,3	+ 3,9	+ 11,2	+ 1,6	+ 451	+ 281
Produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires	6,2	+ 6,6	- 0,6	+ 15,9	+ 16,9	+ 6,2	- 146	- 290
Autres produits alimentaires	21,6	+ 4,8	+ 0,8	+ 4,6	+ 0,1	+ 9,2	- 566	+ 29
Aliments pour animaux	6,0	- 0,5	+ 9,2	+ 7,4	+ 13,6	+ 16,8	+ 1 020	+ 925
Boissons*	14,9	+ 12,4	+ 0,8	+ 14,2	+ 30,3	+ 6,3	+ 10 802	+ 7 785
IAA hors tabac	100	+ 4,0	+ 1,5	+ 6,9	+ 15,0	+ 7,8	+ 6 164	+ 3 453

* Non compris les vins pour la production

En raison notamment de différences de couverture, les évolutions de la production, du prix et du chiffre d'affaires ne sont pas toujours cohérentes entre elles.

Sources : Insee, DGDDI et Agreste

2020 : activité des industries agroalimentaires (production, prix, chiffre d'affaires et commerce extérieur)

	Poids dans la production	Janvier - septembre 2020 / janvier - septembre 2019 (%)		Janvier - août 2020 / janvier - août 2019 (%)	Janvier - septembre 2020 / janvier - septembre 2019 (%)		2020 Janvier - septembre	2019 Janvier - septembre
		Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations (valeur)	Importations (valeur)	Solde extérieur (million d'euros)	
	%	Brut					Brut	
Produits des industries alimentaires	85,1	- 1,1	+ 0,7	- 0,8	- 0,3	- 1,9	- 4 332	- 4 812
Viande et produits à base de viande	24,9	- 1,1	+ 4,0	+ 1,7	- 4,7	- 5,0	- 1 018	- 1 082
Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche	2,9	+ 2,3	+ 2,2	ND	- 11,7	- 5,7	- 2 324	- 2 422
Produits à base de fruits et légumes	6,6	+ 0,5	- 1,3	+ 0,6	- 0,4	- 1,6	- 2 519	- 2 583
Huiles et graisses végétales et animales	5,4	- 1,1	- 1,7	+ 2,8	+ 21,3	- 5,6	- 1 506	- 1 821
Produits laitiers	20,3	+ 1,4	+ 0,8	+ 1,7	+ 0,8	- 5,3	+ 2 090	+ 1 884
Produits du travail des grains et produits amylacés	6,1	- 5,8	- 2,9	- 1,9	- 7,6	+ 4,0	+ 281	+ 477
Produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires	6,2	- 4,0	- 1,7	- 7,8	- 5,9	- 1,4	- 290	- 219
Autres produits alimentaires	21,6	- 0,9	+ 0,9	- 1,3	+ 1,1	+ 1,6	+ 29	+ 63
Aliments pour animaux	6,0	+ 0,5	- 0,4	+ 3,0	+ 7,7	+ 12,1	+ 925	+ 892
Boissons*	14,9	- 10,6	- 1,2	- 11,1	- 17,8	- 5,6	+ 7 785	+ 9 898
IAA hors tabac	100	- 2,6	+ 0,4	- 2,1	- 6,5	- 2,3	+ 3 453	+ 5 086

* Non compris les vins pour la production

En raison notamment de différences de couverture, les évolutions de la production, du prix et du chiffre d'affaires ne sont pas toujours cohérentes entre elles.

Sources : Insee, DGDDI et Agreste

Dépenses de consommation des ménages par trimestre

Million d'euros 2000

	Consommation T1 2020	Consommation T2 2020	Consommation T3 2020	Consommation T4 2020	Consommation T1 2021	Consommation T2 2021	T1 2021/T1 2020 (%)	T2 2021/T2 2020 (%)
Produits de l'agriculture, sylviculture et pêche	8 274,2	7 881,8	7 929,5	7 887,0	7 960,4	7 807,6	- 3,8	- 0,9
Denrées alimentaires, boissons et tabac	45 051,6	45 895,3	44 448,6	44 969,0	45 140,0	44 485,7	+ 0,2	- 3,1
Total	53 325,8	53 777,1	52 378,1	52 856,1	53 100,4	52 293,2	- 0,4	- 2,8

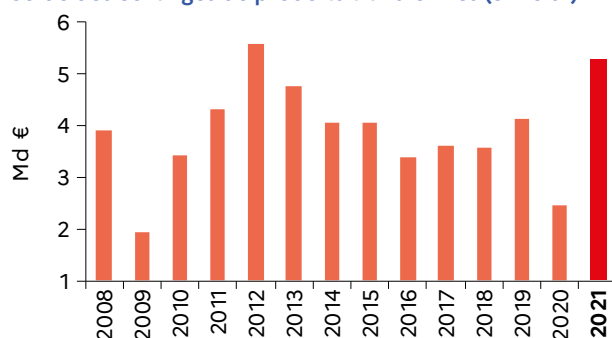
Source : Insee - comptes trimestriels

Commerce extérieur

En 2021, sur les neuf premiers mois, l'excédent des échanges de produits agroalimentaires progresse de 1,5 milliard d'euros (Md€) par rapport à celui de 2020. Celui-ci est fortement impacté par la pandémie de la Covid-19 et les taxes états-uniennes sur les importations de vins français, mais l'excédent est également supérieur de 0,9 Md€ à la moyenne 2016-2020. L'excédent des produits transformés augmente du fait de la croissance plus marquée des exportations, soutenue par le dynamisme des ventes de vins et spiritueux, que des importations. *A contrario*, l'excédent des produits bruts diminue en raison d'une hausse des importations et d'une baisse des exportations. La hausse globale de l'excédent résulte en premier lieu de l'amélioration des échanges avec les pays tiers, et même exclusivement de ceux-ci, si l'on compare à la moyenne 2016-2020.

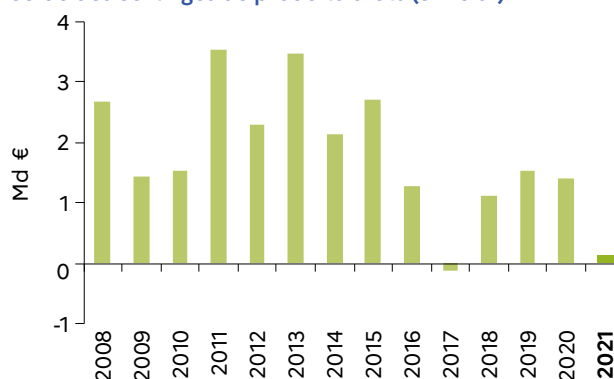
Principaux indicateurs

Graphique 1
Solde des échanges de produits transformés (9 mois*)



Source : DGDDI - CPF rév. 2 jusqu'en 2014, puis CPF rév. 2.1

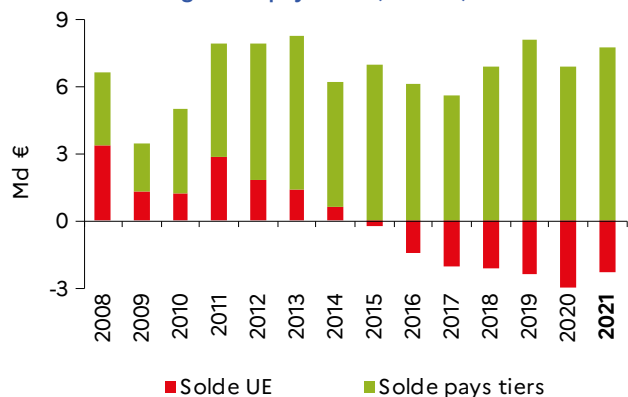
Graphique 2
Solde des échanges de produits bruts (9 mois*)



Source : DGDDI - CPF rév. 2 jusqu'en 2014, puis CPF rév. 2.1

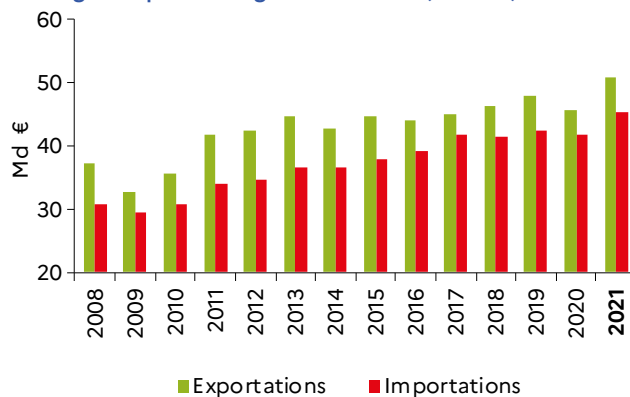
* sur les 9 premiers mois de chaque année

Graphique 3
Solde des échanges UE - pays tiers (9 mois*)



Source : DGDDI - CPF rév. 2 jusqu'en 2014, puis CPF rév. 2.1
UE à 27 (sans le Royaume-Uni)

Graphique 4
Échanges de produits agroalimentaires (9 mois*)



Source : DGDDI - CPF rév. 2 jusqu'en 2014, puis CPF rév. 2.1

Détérioration de la balance commerciale globale de la France

Sur les neuf premiers mois de 2021, le déficit global des échanges extérieurs français s'élève à 76,8 milliards d'euros (Md€), en augmentation de 12 Md€

par rapport à 2020, sous l'effet notamment d'une aggravation de 7,3 Md€ de la facture énergétique liée à la hausse des cours du pétrole. Dans ce contexte, l'amélioration de certains soldes phares des échanges français reste insuffisante : + 2 milliards

d'euros pour l'excédent des produits chimiques, parfums et cosmétiques, + 1,9 milliard de réduction du déficit pour les matériels de transport, particulièrement pénalisés par les effets de la pandémie de Covid-19 en 2020 dans la

construction aéronautique et spatiale, + 1,5 milliard d'euros pour l'excédent des produits agricoles et agroalimentaires.

Sur les neuf premiers mois de 2021, augmentation de l'excédent des produits agroalimentaires transformés...

En 2021, l'excédent agroalimentaire progresse de 39 % en raison de l'augmentation de l'excédent des produits transformés (*graphique 1 - annexe Commerce extérieur*), et en premier lieu de la reprise des exportations de vins et spiritueux après une année 2020 particulièrement difficile pour les échanges d'alcools (taxes américaines sur les importations de vins français, confinements...). Il retrouve quasiment son niveau de 2019 et dépasse de 21 % le niveau moyen des cinq dernières années. *A contrario*, l'excédent commercial en produits bruts diminue (*graphique 2*), en lien avec de moindres performances à l'exportation des céréales alors que les achats d'oléagineux et de produits de la pêche ont été vigoureux.

... principalement avec les pays tiers

La hausse de l'excédent agroalimentaire résulte principalement de l'amélioration de l'excédent avec les pays tiers (+ 0,9 Md€ sur un an et même + 1,1 Md€ par rapport à la moyenne 2016-2020) (*graphique 3*).

L'augmentation de l'excédent avec les pays tiers provient exclusivement des échanges de produits transformés (+ 2,1 Md€ par rapport aux neuf premiers mois de 2020 et + 1,1 Md€ par rapport à la moyenne des neuf premiers mois de la période 2016-2020), sous l'effet de la croissance plus marquée des exportations que des importations (*annexe*). Parallèlement, le déficit des échanges de produits bruts avec les pays tiers se creuse.

Le déficit des échanges agroalimentaires avec l'Union européenne (UE) se réduit de

0,6 Md€ sur un an sous l'effet d'une hausse des exportations supérieure à celle des importations, cette dernière portant sur les seuls produits transformés. Ces résultats sont cependant à relativiser : comparé à la moyenne 2016-2020, le déficit des échanges agroalimentaires avec l'UE se creuse de 0,1 Md€, confirmant la tendance observée ces dernières années. La hausse des importations a été plus importante que celle des exportations.

Toutes destinations confondues, les ventes de produits agricoles et agroalimentaires croissent de 5,0 Md€ par rapport aux neuf premiers mois de 2020 et de 4,9 Md€ par rapport à la moyenne 2016-2020 (*graphique 4*). Les importations augmentent de 3,4 Md€ sur un an et de 4,0 Md€ par rapport à la moyenne quinquennale 2016-2020.

Céréales : la faiblesse de la récolte 2020 a pesé sur les exportations au premier semestre 2021

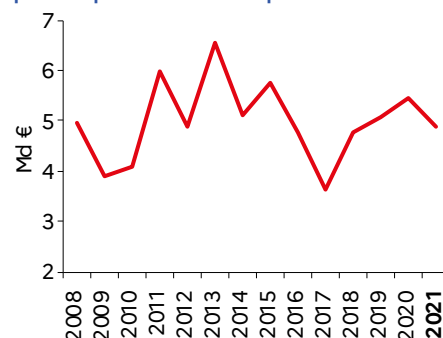
Sur les neuf premiers mois de 2021, l'excédent des échanges de céréales, au premier rang des produits bruts exportés, diminue de 0,6 Md€ par rapport à 2020, principalement sous l'effet de la baisse des exportations (*annexe*). Au 1^{er} semestre, les ventes de céréales à paille se réduisent en raison de la diminution des volumes disponibles résultant de la nette contraction de la récolte 2020 (*graphique 5*). Au 2nd semestre 2021, les bonnes récoltes céréalières de l'été 2021 permettent la reconstitution des disponibilités et facilitent la reprise des exportations, dans un contexte de hausse des prix liée à la forte demande en céréales et à la contraction des récoltes de plusieurs pays exportateurs importants tels que la Russie et les États-Unis.

Les exportations de blé tendre diminuent de 574 millions d'euros (M€), pénalisées par la baisse des quantités vendues aux pays tiers (- 4,6 millions de tonnes (Mt)). Les ventes vers l'Afrique du

Nord (Algérie, Maroc et Égypte) reculent plus particulièrement au 1^{er} semestre. De même, les exportations à destination de la Chine diminuent sensiblement du fait du manque de disponibilités et de la concurrence des autres origines. Les exportations de blé tendre vers l'UE restent, pour leur part, stables.

En revanche, les exportations d'orge augmentent de 73 M€. La hausse des prix à l'exportation permet de compenser le recul des quantités vendues (- 0,6 Mt), notamment vers l'Arabie saoudite. Les volumes exportés de maïs français diminuent également (- 0,6 Mt) mais les prix ne contrebalançant pas cette baisse, les exportations diminuent de 2 M€ sur un an.

Graphique 5
Les exportations de céréales diminuent pour la première fois depuis 2017*



Source : DGDDI - CPF rév. 2 jusqu'en 2014, puis CPF rév. 2.1
* sur les 9 premiers mois de chaque année

Filière oléoprotéagineuse : dégradation du déficit sur les neuf premiers mois de 2021 en lien avec des importations en hausse

Par rapport aux neuf premiers mois de 2020, le déficit de la filière oléoprotéagineuse (graines, huiles et tourteaux) se creuse de 274 M€ sur un an pour s'établir à 1,8 Md€, en raison de l'augmentation des importations, notamment de produits issus de la transformation des oléagineux (*annexe*). Dans un contexte de hausse des prix du complexe oléagineux, les achats d'huiles, tourteaux et corps gras atteignent leur plus haut niveau depuis 2008 et sont supérieurs de 18 % à la moyenne quinquennale 2016-2020. L'aggravation du déficit commercial des huiles, tourteaux

et corps gras se conjugue ainsi à la nette dégradation du solde en graines. Ce dernier est devenu déficitaire sous l'effet de la hausse des importations dans un contexte de faible récolte hexagonale en colza ces deux dernières années.

Sucre : baisse des quantités exportées

Sur les neuf premiers mois de 2021, les ventes de sucre diminuent de 268 M€ par rapport à 2020 (*annexe*). Malgré l'augmentation des prix à l'export, les quantités expédiées baissent sensiblement (- 0,9 Mt). Dans le même temps, les importations croissent de 28 M€. En dépit de la hausse de la production hexagonale de betterave porteuse de disponibilités en sucre plus importantes pour la campagne 2021-2022, les prix à l'exportation pourraient rester à des niveaux élevés sur la fin de l'année du fait de deux éléments : baisse de la production mondiale en raison de la sécheresse au Brésil, hausse de la consommation de sucre dans un contexte de sortie de crise de la Covid-19 et de reprise économique.

Fruits et légumes (y compris pommes de terre) : les importations de fruits frais creusent le déficit

Sur les neuf premiers mois de 2021, le déficit commercial structurel de la filière fruits et légumes (fruits, légumes et produits à base de fruits et légumes) se creuse de 169 M€ sur un an, pour atteindre 5,4 Md€.

Le déficit commercial des légumes frais s'accroît de 12 M€ sur un an sous l'effet de la hausse des importations, dans un contexte d'offre limitée. Avec des prix orientés à la baisse et des quantités vendues en recul (- 3 %), les exportations de pommes de terre régressent de 81 M€. L'abondance de la récolte 2020 (la plus importante des trente dernières années) et une demande toujours perturbée par le contexte sanitaire ont pesé sur les prix des

pommes de terre. En outre, les ventes françaises vers l'UE se sont heurtées à l'abondance des récoltes en Europe. L'excédent commercial en pommes de terre recule ainsi à 274 M€, les importations ayant augmenté de 5 M€.

Le déficit commercial des fruits frais s'alourdit de 198 M€ sous l'effet conjugué de l'augmentation des importations (+ 168 M€) et de la diminution des exportations. La hausse des achats de fruits frais est portée principalement par les importations de pommes destinées à compenser la faiblesse de la production française 2020, de cerises en raison d'une offre hexagonale réduite de moitié suite au gel d'avril 2021, et de fraises dont la production a, elle aussi, souffert des différents aléas climatiques.

Sur les neuf premiers mois de 2021, le déficit des échanges de produits issus de la transformation des fruits et légumes se réduit de 42 M€ : la diminution des importations (- 62 M€) a été plus marquée que celle des exportations. Seules les ventes de confitures, gelées, compotes et purées de fruits sont excédentaires et, à un degré moindre, celles de pois appertisés. Au premier rang des produits déficitaires, on trouve le jus d'orange, majoritairement importé.

Produits laitiers : la hausse des exportations tire l'excédent

Sur les neuf premiers mois de 2021, les exportations de produits laitiers progressent de 252 M€ par rapport à 2020. Cette évolution s'explique en grande partie par la hausse des ventes de fromages et de beurre qui retrouvent des niveaux proches de ceux de 2019. En effet, sur les neuf premiers mois de 2020, les exportations de ces produits avaient affiché les plus fortes baisses du fait du contexte pandémique. Les consommateurs avaient été incités à privilégier les produits français facilement stockables permettant de cuisiner et se consommant à domicile. La

part des produits français dans la consommation du pays avait donc augmenté au détriment de la part destinée à l'exportation.

Les importations augmentent pour leur part de 225 M€, dépassant ainsi leur niveau de 2019. Si les fromages sont les premiers produits concernés par la hausse des achats, il s'agit d'une tendance qui se confirme d'année en année et qui avait été encore renforcée en 2020, dans un contexte de demande française croissante et de baisse des fabrications françaises.

Produits de l'élevage et de l'abattage : en 2021, la hausse des exportations est supérieure à celle des importations

Sur les neuf premiers mois de 2021, l'excédent commercial des produits de l'élevage et de l'abattage (331 M€) se consolide (+ 38 M€).

L'excédent des échanges d'animaux vivants, de miel et d'œufs se contracte de 42 M€ sur un an. Cette évolution s'explique par le double effet de la baisse des exportations et de la hausse des importations.

En ce qui concerne les produits transformés, le déficit commercial en viandes, préparations à base de viandes et sous-produits issus de l'abattage se réduit. L'excédent commercial en viande porcine s'accroît de 55 M€ grâce aux importations qui diminuent plus que les exportations. Les prix sont orientés à la baisse, en lien avec le recul de la demande chinoise. Les déficits en viande bovine et en viande de volaille se creusent sous l'effet de la reprise des importations (respectivement + 109 et + 93 M€), plus particulièrement dans la filière bovine très affectée par la fermeture partielle ou totale de la restauration hors domicile en 2020. Cependant si l'on compare à la moyenne 2016-2020, la hausse des importations se limite à 72 M€ pour la viande porcine et à 15 M€ pour les achats de viande bovine.

Vins et spiritueux : reprise des exportations

Sur les neuf premiers mois de 2021, le secteur des vins et spiritueux, en grande partie tourné vers l'export pour ses vins d'appellation, rebondit. En 2020, les échanges ont été marqués par les taxes à l'importation sur les vins tranquilles en bouteille, suite au contentieux aéronautique, et bien sûr par le contexte sanitaire qui a eu pour conséquence la fermeture de nombreux restaurants et débits de boissons, quasiment simultanément dans de nombreux pays du monde ainsi que de moindres occasions festives.

Sur la période, les exportations de vins et de Champagne progressent

de 35 % en valeur par rapport aux mêmes mois de 2020 et de 25 % par rapport à la moyenne 2016-2020. Plus des trois quarts de la hausse concernent les flux à destination des pays tiers. Vers les États-Unis, premier débouché en valeur pour les vins et Champagne français, les ventes progressent de 531 M€, dépassant de près de 100 M€ le montant des neuf premiers mois de 2019. Vers le Royaume-Uni, les expéditions augmentent de 241 M€ et de 97 M€ par rapport au niveau de 2019. Le rebond est aussi significatif vers la Chine, les exportations progressant de 142 M€ sur un an et de 15 M€ par rapport à 2019. L'excédent commercial des vins et Champagne est ainsi fortement tiré vers le haut (+ 2,1 Md€ sur un

an et + 1,7 Md€ par rapport à la moyenne 2016-2020).

En progression de 35 % en valeur par rapport à 2020 et de 18 % par rapport à la moyenne 2016-2020, les exportations d'alcools spiritueux (Cognac, Rhum, etc.) sont également stimulées par la reprise post-Covid et par les bons résultats des échanges avec les pays tiers. Parmi ces derniers se trouvent les États-Unis (premier débouché pour le Cognac), l'Asie (Chine, Singapour même si, pour ce dernier, le niveau reste inférieur à celui de la même période en 2019) et le Royaume-Uni.

Au total, l'excédent des échanges de vins et spiritueux atteint 10,5 Md€.

Annexe - Commerce extérieur

Commerce extérieur par zone et par type de produits

Million d'euros

Produits CPF2	Cumul 9 mois					
	Importations		Exportations		Solde	
	2020	2021	2020	2021	2020	2021
UE						
Produits bruts	5 282	5 809	7 473	7 908	2 191	2 099
Produits transformés	22 376	23 629	17 227	19 174	-5 149	-4 455
AGROALIMENTAIRE	27 658	29 437	24 700	27 082	-2 958	-2 355
Pays tiers						
Produits bruts	5 127	5 757	4 348	3 798	-779	-1 960
Produits transformés	8 984	10 009	16 593	19 721	7 609	9 712
AGROALIMENTAIRE	14 111	15 766	20 941	23 518	6 830	7 752
Monde						
Produits bruts	10 409	11 566	11 821	11 706	1 412	139
Produits transformés	31 360	33 638	33 820	38 895	2 459	5 257
AGROALIMENTAIRE	41 769	45 204	45 641	50 601	3 871	5 397

Source : DGDDI (Douanes) - traitement SSP

Commerce extérieur de produits bruts

Million d'euros

Produits CPF4	Cumul 9 mois					
	Importations		Exportations		Solde	
	2020	2021	2020	2021	2020	2021
PRODUITS BRUTS	10 409	11 566	11 821	11 706	1 412	139
Agriculture et élevage	9 081	9 852	11 159	10 741	2 078	889
Céréales, légum., oléagi.	1 381	1 588	6 485	6 092	5 105	4 504
Céréales n. c. riz	337	334	5 439	4 879	5 102	4 545
Oléoprotéagineux	1 040	1 252	1 044	1 212	5	-40
Légumes, fleurs, plantes	2 683	2 807	1 790	1 806	-893	-1 001
Légumes	2 341	2 356	1 675	1 678	-666	-678
Prod. cult. permanentes	4 604	5 033	1 159	1 149	-3 446	-3 884
Fruits	2 920	3 088	852	821	-2 068	-2 267
Café, cacao, thé	755	751	23	22	-732	-729
Animaux vifs, œufs, miel	413	424	1 725	1 694	1 312	1 270
Bovins	39	38	1 054	1 046	1 015	1 008
Produits sylvicoles	151	165	305	366	154	201
Pêche et aquaculture	1 177	1 549	358	599	-820	-950

Source : DGDDI (Douanes) - traitement SSP

Commerce extérieur de produits transformés

Million d'euros

Produits CPF4	Cumul 9 mois					
	Importations		Exportations		Solde	
	2020	2021	2020	2021	2020	2021
IAA, TABACS	31 360	33 638	33 820	38 895	2 459	5 257
Viandes, prod. de l'abattage	4 134	4 557	3 114	3 618	-1 019	-939
Viande bovine	801	910	629	706	-172	-204
Viande porcine	576	502	765	746	189	244
Volaille	756	849	426	451	-330	-398
Prod. préparés de la pêche	2 925	3 103	600	740	-2 324	-2 363
Prod. à base de fruits & lég.	4 221	4 159	1 702	1 682	-2 519	-2 477
Huiles, tourteaux, corps gras	2 461	2 969	955	1 233	-1 506	-1 736
Tourteaux	984	1 189	121	139	-862	-1 050
Produits laitiers, glaces	2 958	3 183	5 048	5 300	2 090	2 117
Fromages	1 412	1 516	2 195	2 282	784	766
Produits des céréales	1 430	1 452	1 711	1 904	281	451
Biscuits, pâtisseries, pâtes	1 811	1 924	1 521	1 778	-290	-146
Autres produits alimentaires	6 541	7 142	6 570	6 576	29	-566
Sucre	178	206	745	477	567	270
Chocolat, confiserie	2 273	2 383	1 504	1 554	-769	-829
Aliments pour animaux	939	1 096	1 863	2 116	925	1 020
Boissons	2 742	2 914	10 527	13 716	7 785	10 802
Vins, champagne	570	536	5 917	7 998	5 347	7 462
Eaux de vie, alcools	749	866	2 867	3 871	2 118	3 005
Tabacs	1 199	1 138	206	232	-992	-906

Source : DGDDI (Douanes) - traitement SSP

ORGANISMES

ACP : Afrique, Caraïbes et Pacifique
Agreste : données collectées et diffusées par le SSP
AGPB : Association générale des producteurs de blé et autres céréales
AGPM : Association générale des producteurs de maïs
Arvalis : Institut du végétal
ASTREDHOR : Association nationale des structures d'expérimentation et de démonstration en horticulture
BNIC : Bureau national interprofessionnel du cognac
CGB : Confédération générale des planteurs de betteraves
CIC : Conseil international des céréales
Cidef : Comité interprofessionnel de la dinde
Cifog : Comité interprofessionnel des palmipèdes à foie gras
Cip : Comité interprofessionnel de la pintade
CNCA : Caisse nationale de crédit agricole
Cniel-Iri : Comité national interprofessionnel de l'économie laitière - Information resources Inc.
CNIPT : Comité interprofessionnel de la pomme de terre
CNPO : Comité national pour la promotion de l'œuf
Coceral : Comité du commerce des céréales, aliments du bétail, oléagineux, huile d'olive, huiles et graisses et agrofournitures de l'Union européenne
Coop de France
CSA : China sugar association
CTIFL : Centre technique interprofessionnel des fruits et des légumes
DGAL : Direction générale de l'alimentation
DGI : Direction générale des impôts
DGCCRF : Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes
DGDDI : Direction générale des douanes et droits indirects
DGPE : Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises
DSV : Direction des services vétérinaires
Eurostat : office statistique des communautés européennes
FranceAgriMer : office national unique des produits de l'agriculture et de la mer depuis le 1^{er} avril 2009
FAO : Food and agriculture organisation
FOP : Fédération française des producteurs d'oléagineux et de protéagineux
GIPT : Groupement interprofessionnel pour la valorisation de la pomme de terre
GNIS : Groupement national interprofessionnel des semences et plants
Idele : Institut de l'élevage
Inra : Institut national de la recherche agronomique
Insee : Institut national de la statistique et des études économiques
Iso : International sugar organization
Itavi : Institut technique de l'aviculture
Matif : Marché à terme international de France
NEPG : North-Western European Potato Growers (groupement des producteurs de pommes de terre du Nord-Ouest européen)
OCM : Organisation commune des marchés
Oilworld : independant forecasting service for oilseeds, oils and meals
OIS : Organisation mondiale du sucre
OIV : Organisation internationale de la vigne et du vin
OP : Organisme de producteurs
PMA : Pays les moins avancés
RNM : Réseau des nouvelles des marchés
SSP : Service de la statistique et de la prospective
Snia : Syndicat national des industriels de la nutrition animale
SNFS : Société nationale des fabricants de sucre
StatCan : Statistique Canada
Synalaf : Syndicat national des labels avicoles de France
UE : Union européenne (à 27 à partir de 2007)
Unctad : United nations conference on trade and development (Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement)
Unifa : Union des industries de la fertilisation
Unip : Union nationale interprofessionnelle de plantes riches en protéines
USDA : United States department of agriculture (homologue américain du Ministère de l'agriculture et de la pêche)
WASDE : Word agricultural supplies and demand estimates

ABRÉVIATIONS

AB : agriculture biologique
AOC : appellation d'origine contrôlée
AOP : appellation d'origine protégée
ACE : aides aux cultures énergétiques
BDNI : base de données nationales d'identification
BTP : bâtiment et travaux publics
Caf : coût, assurance, fret
Cib : consommation indigène brute
Cic : consommation indigène corrigée
CJO : corrigé des jours ouvrables
CPA : classification de produits associés aux activités
CPF : classification de produits française
CVJA : corrigé des variations journalières d'abattages
CVS : corrigé des variations saisonnières
Fab : franco à bord
FCO : fièvre catarrhale ovine
Fob : free on board
IAA : industries agroalimentaires
ICA : indice de chiffre d'affaires
IGP : indication géographique protégée
Ipaa : indice de prix de l'alimentation animale
Ipampa : indice des prix d'achat des moyens de production agricole
IPC : indice des prix à la consommation
Ipi : indice des prix industriels
IPP : indice de production industrielle
Ippap : indice des prix des produits agricoles à la production
IPVI : indice des prix de vente industriels
Isop : informations et suivi objectif des prairies
MILC : marge Ipampa Lait de vache sur coût total indicé
Min : marchés d'intérêt national
mm3, mm12 : moyenne mobile sur 3 mois, moyenne mobile sur 12 mois
Naf : nomenclature d'activités française
NC : nomenclature combinée
Otex : orientation technico-économique des exploitations
Pac : poulet prêt à cuire
Pib : production indigène brute
Pic : production indigène contrôlée
ProdCom : production communautaire
Rica : réseau d'information comptable agricole
SAA : statistique agricole annuelle
Sap : statistique annuelle provisoire
Smic : salaire minimum interprofessionnel de croissance
SRW : soft red winter
tec : tonne-équivalent-carcasse
teoc : tonne-équivalent-œuf-coquille
TIPP : taxe intérieure sur les produits pétroliers
TNO : tendance nationale officielle
VAIG : vins avec indication géographique
VCC : vins de consommation courante
VDQS : vins délimités de qualité supérieure
VQPRD : vins de qualité produits dans des régions délimitées
VSM : viande séparée mécaniquement

Pour en savoir plus

- Le site Agreste de la statistique agricole : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Les publications Agreste Conjoncture sont consultables sur la page d'accueil à la rubrique « Toute la conjoncture agricole ».

Les séries conjoncturelles sont disponibles dans l'espace *Données en ligne*.

- Le site de FranceAgriMer - Réseau des nouvelles des marchés : www.rnm.franceagrimer.fr/

Des séries de prix sont disponibles sur le site du RNM.

- Le Centre d'information et de documentation Agreste (CDIA) : agreste-info@agriculture.gouv.fr

www.agreste.agriculture.gouv.fr

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
Secrétariat général
Service de la statistique et de la prospective
3 rue Barbet de Jouy
75349 Paris

Directrice de la publication : Corinne Prost
Rédactrice en chef : Annie Delort
Composition : Desk (www.desk53.com.fr)
Dépôt légal : À parution
© Agreste 2021

Sommaire du bilan

Météorologie.....	5	D. Fiche, A. Triquenot
Céréales.....	9	G. Thomas
Oléoprotéagineux – Pommes de terre - Betteraves.....	13	T. Champagnol, G. Thomas
Fruits.....	19	L. Bernadette
Légumes.....	25	M. Le Fustec
Vins.....	27	A. Delort
Productions animales.....	33	P. Charrière, M.-A. Lapuyade, O. Le Tollec, C. Uglieria
Intrants.....	61	T. Sauvaget
IAA.....	65	T. Sauvaget
Commerce extérieur agroalimentaire.....	69	T. Champagnol
Organismes et abréviations.....	75	

Les Infos rapides sont disponibles dans « Conjoncture » sur www.agreste.agriculture.gouv.fr.

Les principales séries mensuelles sont présentes dans Le Bulletin, et les données détaillées dans les Données en ligne du site Agreste.

agreste.agriculture.gouv.fr

AGRICULTURE.GOUV.FR



ALIMENTATION.GOUV.FR

